

- Un éditorial de Claude Lemelin sur les résultats des élections générales en Alberta (page 4)
- Nouveau racket de la protection: un bloc-notes de Laurent Laplante sur le conseil du consommateur
- L'envers du miracle japonais: un commentaire de Robert Guillaud sur le Japon après le 15 août (page 6)

Généralement ensoleillé avec un maximum de près de 70.

Le "grand changement" s'est produit en Alberta

Lougheed lui-même n'en revient pas

EDMONTON (d'après CP) — Aussi étonné de sa victoire que les créditistes sont déçus de leur défaite après 36 ans d'un règne ininterrompu. M. Peter Lougheed, chef du parti conservateur, appelé à former le prochain gouvernement, ne pourra se complaire longtemps dans sa victoire. A peine a-t-il défilé les messages de félicitation qui lui parviennent de partout que le jeune avocat de Calgary doit se mettre à l'œuvre et s'attaquer au problème le plus urgent: la grève des gardiens de prisons qui ont débrayé il y a cinq jours pour appuyer leurs revendications salariales et faire valoir leur droit à la négociation collective.

Tel Jean Lesage en 1960 au Québec, M. Lougheed avait fait campagne en claironnant partout: "Il faut que ça change!" Les Albertains l'ont écouté en élistant 49 députés conservateurs, 25 créditistes et un néo-démocrate. A la dissolution, les conservateurs avaient dix députés seulement, les créditistes, 54, les libéraux, aucun. Ces derniers ont subi un échec complet, leur leader n'ayant pas été réélu. En 1967, ils avaient fait élire trois députés.

Les conservateurs ont recueilli 47 pour cent des suffrages, contre 41 pour cent aux créditistes, 11 pour cent au NPD et un pour cent aux libéraux. Par

rapport aux résultats des élections de 1967, les créditistes ont perdu 4 pour cent des suffrages; les conservateurs ont gagné 21 pour cent; les libéraux ont perdu 10 pour cent; le NPD a perdu 5 pour cent des voix. De sorte qu'un examen plus attentif du scrutin indique que libéraux et néo-démocrates ont rallié les conservateurs pour opérer le "grand changement" que réclamait M. Lougheed.

Grand changement attribuable surtout aux centres urbains: Edmonton et Calgary ont massivement voté pour les conservateurs.

Hier soir, M. Lougheed a quitté discrètement la capitale pour prendre quelques jours de répit. De son côté, le premier ministre sortant, M. Harry Strom, à l'issue d'une séance de son cabinet (dont huit des 16 membres ont été bat-

tus), a déclaré à la presse qu'il est prêt à procéder au transfert du pouvoir dès que possible, probablement à la fin de la semaine. La date de la rencontre de MM. Strom et Lougheed n'a cependant pas été arrêtée encore.

Durant ces quelques jours de vacances, M. Lougheed doit songer à la constitution de son cabinet, question à laquelle il confie n'avoir pas beaucoup réfléchi au cours de la campagne.

M. Strom, en réponse aux questions de la presse, n'a pas écarté l'hypothèse de sa démission du poste de leader créditiste, mais il a donné l'assurance qu'il s'acquitterait de son mandat de député au cours des quatre prochaines années. Elu pour la première fois en 1955, M. Strom, qui est âgé de 57 ans, a été réélu lundi dans la circonscription de Cypress, au sud de Medicine Hat, en pleine région agricole.

A Edmonton, les conservateurs ont fait élire leurs candidats dans les 16 circonscriptions urbaines. A Calgary, ils ont remporté la victoire dans 9 des 13 circonscriptions.

De son côté, le jeune leader néo-démocrate, M. Grant Notley, élu dans la circonscription rurale de Spirit River Fairview, a déclaré qu'il donnerait suite à sa promesse d'aller s'établir dans cette lointaine région. Il habite Edmonton.

Le chef libéral, M. Bon Russell, a été défait comme les 19 autres candidats de son parti et comme les trois candidats indépendants. Il reconnaît que la situation ainsi faite à son groupe est pénible et qu'il est difficile de mener le combat à l'extérieur du Parlement.

M. Bill Johnson, président de la Ligue albertaine du Crédit social, tire des résultats du scrutin la conclusion que

son Parti doit remettre en question ses perspectives afin de répondre aux besoins de changement que l'électorat a manifestés.

Ce besoin de changement ne s'est pas seulement traduit par le renversement du régime créditiste, mais aussi par un changement de personnel politique: au total, 48 nouveaux députés siègeront

Voir page 2: Lougheed



Le grand triomphateur des élections albertaines, Peter Lougheed, et sa femme, Jeanne, à Edmonton, alors que la défaite du Crédit social était consommée. Le leader de la nouvelle majorité, encore surpris des proportions de sa victoire, estime qu'il lui faudra près de deux semaines pour former son gouvernement. (Téléphoto CP)

La CJC se défend

OTTAWA (PC) — Le directeur général de la Compagnie des jeunes Canadiens, M. Dai Broadhead, a rejeté hier l'une des conclusions du comité Jeunesse réclamant la dissolution de cet organisme.

Selon lui, cette recommandation du comité, dont le rapport a été rendu public la semaine dernière, découle d'un malentendu fondamental relativement au rôle que joue présentement la CJC au Canada.

M. Broadhead a rappelé, au cours d'une conférence de presse à Ottawa, les buts et activités de la CJC, mise sur pied par le gouvernement fédéral en 1966.

Il a précisé que le gouvernement avait modifié la législation concernant la CJC de façon à la rendre plus compétente dans l'accomplissement de ses objectifs.

Dans son rapport, le comité Jeunesse proposait la disparition pure et simple de la CJC, sous prétexte qu'elle était inutile, et son remplacement par une agence nationale de participation des jeunes à l'évolution de la communauté.

M. Broadhead a dit que la CJC est disposée à travailler de concert avec d'autres organismes au développement des communautés mais qu'elle ne peut accepter d'être contrôlée, puisqu'elle a déjà établi ses priorités et la compétence nécessaire pour les réaliser.

Le directeur général de la CJC a d'autre part dénoncé le programme P2 proposé par le Comité Jeunesse, lui reprochant d'être trop vague.

"La CJC a dépassé le stade où l'on cherche à être tout à tous, a dit M. Broadhead.

P2 est fondé sur l'hypothèse qu'une organisation peut s'acquitter efficacement de toutes les fonctions, que tous les objectifs sont complémentaires et

Voir page 2: La CJC

Les écoles séparées en Ontario: une nouvelle guerre de religion?

TORONTO (d'après CP) — En annonçant hier que son gouvernement n'entendait pas au-delà de la 10e année les subventions aux écoles séparées, le premier ministre de l'Ontario, M. William Davis, a émis l'espoir que cette question ne figure pas dans la controverse électorale.

La décision, prise après une série de séances du conseil des ministres et du caucus, dégage en effet la voie pour les élections générales que M. Davis avait promis de ne pas déclencher avant de trancher la question des subventions aux écoles séparées.

au gré du temps

Geôles

Il ne se passe pas une semaine au Québec sans que l'on annonce que des prisonniers se sont évadés d'un pénitencier.

Celui d'Orsainville offre aux détenus tellement de possibilités de s'échapper qu'on appelle familièrement cet établissement "La Passoire".

En revanche, il existe une prison québécoise qui ne désemplit pas: celle des Plaines d'Abraham qui sert désormais de refuge aux jeunes sans abri. Toute licence leur est laissée d'user des lieux à leur guise, ce qu'ils ne manquent pas de faire.

C'est sans doute une des seules prisons au monde où l'on trouve l'évasion en y entrant.

Louis-Martin TARD

Les réactions

Une réalisation personnelle de Lougheed, dit Stanfield

Comme s'ils ne mesuraient pas encore toute la portée de l'événement qui s'est produit lundi en Alberta, les hommes politiques réagissent avec une certaine prudence au renversement du Crédit social et à la victoire des conservateurs.

A Ottawa, M. Robert Stanfield accueille naturellement la nouvelle avec plaisir, mais il ne cherche pas à s'en attribuer le moindre mérite. Il s'agit, a dit le leader fédéral du Parti, d'une "remarquable réalisation personnelle de

M. Peter Lougheed", chef du PC albertain. Il a prédit que le jeune vainqueur assurera "un excellent gouvernement" aux citoyens de cette province.

Pour sa part, le sénateur Richard Stanbury, président de la Fédération libérale du Canada, n'a exprimé aucune surprise ni marqué sa déception en apprenant qu'aucun libéral n'avait été élu en Alberta. A son avis, les Albertains désiraient fortement un changement de gouvernement après un régime

Voir page 2: Une réalisation

Canada engage l'Ontario à se doter de deux secteurs en éducation" et cet engagement constitue "une des conditions de l'union canadienne". M. Lewis, de son côté, est convaincu que, constitutionnellement, M. Davis vient de s'engager sur un terrain difficile.

Voir page 2: Écoles séparées

Les évêques invitent les Canadiens à lutter contre les injustices, source de la violence

"Il est plus urgent, plus humain et plus chrétien de lutter contre les causes profondes de la violence que de se limiter à déplorer ou à condamner", ont affirmé hier les évêques catholiques canadiens dans leur message à l'occasion de la fête du Travail.

Les communautés chrétiennes et tous les citoyens du Canada ont donc la responsabilité d'accroître le nombre et la qualité de leurs engagements sociaux et politiques, poursuivent les dirigeants religieux. "Dans son engagement, le chrétien ne saurait faire de la violence une stratégie et encore moins le fondement d'une idéologie en vue d'atteindre ses objectifs."

Cette déclaration n'exclut pas tout usage de la force puisque les évêques donnent un sens moral au mot violence.

"Le phénomène de la violence, disent-ils, peut être décrit comme cette force physique ou psychologique, qui s'exerce sur un homme ou un groupe d'hommes afin d'en obtenir ce que ni le dialogue, ni le droit, ni la morale ne permettraient d'en obtenir."

Sans proscrire le recours à la force, les évêques signalent avec Dom Helder Camara que la révolte des opprimés aboutit souvent à une plus grande injustice des nantis et à "la répression des forces de l'ordre". Pour neutraliser ce danger d'une escalade de la violence, les évêques préconisent un retour à l'évangile et une action destinée à corriger les injustices actuelles.

"La violence est déjà là présente. Nous n'avons pas le choix entre ignorer ce phénomène ou le reconnaître", disent

les prélats en signalant l'inégalité des richesses qui rend des frères ennemis, les discriminations ethniques, les règlements de comptes sanglants, la manipulation des esprits, le gaspillage des pays riches en face de "l'affaiblissement" des peuples, l'égoïsme collectif des groupes de pression, le manque d'engagement social, les délais injustifiés apportés aux réformes sociales, les subventions qui s'émiettent avant d'atteindre leurs destinataires, etc.

Malgré cette situation d'injustice envahissante, les chrétiens doivent garder espoir et apprendre à vivre le paradoxe de l'incarnation: ils doivent prendre conscience du péché tout en gardant espoir dans l'amour généreux et la fraternité au sein de la société.

Dans le combat pour la justice, le

chrétien devra être un éveillé de conscience, un homme qui accordera la primauté à la persuasion, à l'influence du droit et de la morale, disent-ils. Il doit être un homme capable de se laisser interpeller par l'esprit du sermon sur la montagne et par l'amour inconditionnel de tous les hommes proposé par Jésus. Il doit évaluer à la lumière de l'évangile son action et les buts qu'il poursuit et "le recours à des moyens violents ne peut être qu'un geste radicalement ambigu."

Concrètement, les évêques ont invité chacun d'entre nous à collaborer activement à l'animation sociale, à organiser des mouvements populaires et professionnels, à participer à la vie politique

Voir page 2: Les évêques

Une défaite qui s'explique mieux que la victoire...

de notre envoyé spécial, François Barbeau

EDMONTON — La défaite du premier ministre créditiste Harry Strom en Alberta s'explique plus facilement que la victoire de son adversaire conservateur, Peter Lougheed.

M. Strom, succédant à M. E.C. Manning qui avait occupé le poste de premier ministre 14 ans durant, n'était pas à la hauteur de la situation.

Pourtant, il était sorti un peu du même moule que son maître politique, ancien professeur de "catéchèse dominicale" (Sunday school teacher), il suivait à la trace Manning qui avait été, et demeure encore, un pasteur protestant.

Toutefois, les carrières des deux hommes n'ont pas suivi longtemps ces chemins parallèles. Tandis que M. Manning était un leader ferme, un orateur consommé, un partisan irréductible de la doctrine créditiste établie par le fondateur du parti, M. Aberhart, M. Strom n'a pas su, dès le moment de son

accession au poste de premier ministre, diriger ses députés d'une main ferme.

Tant par sa bonhomie que par son refus d'accepter les réalités de l'heure, de voir l'Alberta comme une province canadienne et non comme une entité dans les Prairies et que par sa méfiance proverbiale des gens de l'est du Canada, "ceux qui nous manipulent à leur profit", disait-il, M. Strom s'est aliéné la confiance de ses électeurs et de certains des députés dont il avait hérité de M. Manning.

Quand il a succédé à M. Manning, en 1968, les créditistes albertaines s'éveillaient au nationalisme canadien. La nouvelle école de créditistes entrevoyait autre chose que les doctrines monétariste et se dirigeait vers la droite.

Peut-être par souci de ne pas déplaire à son prédécesseur, M. Strom a étouffé dans l'oeuf ces aspirations.

Voir page 2: Une défaite

Blocus et feux de pitoune contre la fermeture des deux usines Sogefor

de notre envoyé spécial, Guy Deshaies

MONT-LAURIER — Plus de 1,000 personnes ont pris part, hier soir, à la plus grande manifestation jamais organisée à Mont-Laurier par le front commun CSN-UCC pour protester

contre la fermeture des deux usines de Sogefor de la région.

Au moment où nous mettons sous presse les cortèges d'autos, partis de divers points de ralliement, étaient arrivés à Mont-Laurier et s'étaient arrêtés devant l'école Saint-Eugène où de nombreux orateurs se préparaient à prendre la parole.

Les routes entre Mont-Laurier, Lac-des-Ecorces, l'Ascension, Ferme-Neuve, Saint-Aimé, Notre-Dame-de-Pontmain, etc., ont été plus ou moins bloquées entre 18 et 20 heures par ces défilés.

Les deux usines, Dupan et Dubé, ont fermé leur porte le 20 juin dernier mettant ainsi en chômage 150 travailleurs de la région de Mont-Laurier.

Les manifestants ont exprimé la ferme volonté de mener cette lutte jusqu'au bout tant que les deux usines n'aient repris leurs activités.

A 19 heures hier, les manifestants ont allumé un feu de pitoune et de vieux pneus dans la cour de l'école Saint-Eugène. Tout se déroulait calmement cependant à 21 heures et les manifestants avaient accueilli avec satisfaction la nouvelle selon laquelle le premier ministre Bourassa rencontrerait des aujourd'hui les représentants du front commun.

Voir page 2: Mont-Laurier

Kossyguine à Ottawa?

OTTAWA (CP) — Les gouvernements canadien et soviétique poursuivent leurs consultations quant à la date de la visite officielle que le président de l'URSS, M. Alexis Kossyguine, doit effectuer au Canada à l'invitation du premier ministre, M. Pierre Elliott Trudeau.

Un porte-parole de ce dernier a déclaré hier qu'aucune entente n'avait encore été conclue à ce sujet. M. Trudeau avait invité M. Kossyguine lors de son voyage en Union soviétique le printemps dernier. Son hôte avait accepté avec empressement.

suites
de la première
page

MONT-LAURIER

Début septembre 70, la Société générale de financement annonçait la liquidation des deux usines Dubé et Dupan de Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles, près de Mont-Laurier.

Depuis, les travailleurs, inquiets, ont fait des démarches et organisé des manifestations. Le 19 février dernier, le premier ministre Bourassa informait ces gens que les usines devaient rester ouvertes tant et aussi longtemps que la Sogefor n'aurait pas trouvé d'acheteur. Jusqu'à présent, la maison Belliveau Plywood a fait des offres d'achat pour l'usine Dubé mais cet acheteur n'a pas l'intention d'ouvrir l'usine mais plutôt d'acheter la marchandise. Une autre entreprise privée, Quefor, serait intéressée à l'achat de l'usine Dupan qui fabrique des panneaux de bois pressé. Aucune transaction n'avait toutefois été concrétisée lorsque, le 20 juin dernier, Sogefor a fermé ses portes et mis à pied ses 150 employés.

La manifestation d'hier soir signifie que la résignation de ces travailleurs fait place progressivement à une détermination d'obtenir gain de cause.

En face de l'usine Dupan, qui surplombe le Lac-des-Îles et dont le cadre enchanteur incite à la paix et à la traditionnelle bouffée d'air, les chômeurs de Sogefor dressaient leurs pancartes hier après-midi: "Dans Labelle, défense de travailler"; "On va aller jusqu'au bout"; "Bourassa, réveille-toi car le sang va couler", etc.

La fermeture de ces deux usines de Sogefor, que les travailleurs attribuent à la mauvaise administration et au manque de planification, signifie pour toute la région, c'est-à-dire le comté de Labelle (30.000 habitants), un ralentissement de l'économie qui se chiffre à environ \$3 millions par année.

Les deux usines payaient près d'un million de dollars en salaires et elles constituaient un marché d'environ \$500.000 pour les producteurs de bois de la région, soit un peu plus de 20.000 cordes par année. On évalue à \$1.500.000 les pertes de salaire qui découlent des pertes d'emploi dans divers secteurs liés directement ou indirectement au fonctionnement des usines en question, plus particulièrement les travailleurs de la forêt et les camionneurs qui approvisionnaient les usines Dupan et Dubé. La vente du bois est grandement affectée: les producteurs vendaient presque la moitié de leur bois à Sogefor et leur profit par corde était d'autant plus intéressant que les frais de transport étaient minimes.

Les quelque 25.000 cordes qu'ils vendent à l'extérieur n'ont pas le même rendement en termes de profit puisqu'une corde de bois vendue \$20 à Hawkesbury, par exemple, coûte environ \$13 à transporter et ne laisse au producteur qu'un bénéfice encore brut de \$7,00.

Rue de la Madone, artère principale de Mont-Laurier, avec son évêché, ses cinq vendeurs d'autos, ses deux compagnies de finance, ses salons de coiffure, et son restaurant chinois, le mot Sogefor est un des lieux communs de la conversation.

Tous les organismes, depuis la Chambre de commerce jusqu'au Conseil presbytéral, en passant par les syndicats et les associations de toutes couleurs et de toutes dénominations, appuient sans réserve le front commun et lancent à l'unisson le cri d'alarme.

La fermeture récente de la base aérienne des forces armées à la Macaza a déjà porté un coup à cette région en expatriant 75 civils et 200 militaires. La forêt constitue de toute façon l'épine dorsale de l'économie régionale du comté de Labelle.

L'industrie touristique pourrait être développée mais pour le moment, à part les quelques terrains de camping, les pourvoyeurs de chasse et pêche en ont peu pour nombreux et les clubs privés encore trop nombreux, on ne peut parler d'une véritable industrie touristique, surtout lorsqu'on regarde la triste Rivière-du-Liévre (polluée) qui sert avant tout au transport du bois.

Dans Labelle, 75% de la population n'a pas terminé sa septième année. 50% des travailleurs gagnent moins de \$3.500 par année et le chômage frappe, selon les organismes sociaux de la région, 25% de la main-d'œuvre, si on inclut les assistés sociaux, les participants aux programmes d'éducation permanente et les bénéficiaires de l'assurance-chômage. Avec la fermeture des usines, ce taux de chômage est encore plus élevé, forcément.

Les usines étaient deux espoirs de développement dans ce comté où le rêve du curé Labelle ne s'est jamais réalisé et où les rares cultivateurs, depuis longtemps dépourvus de leurs beaux vieux meubles par les citadins, sont condamnés à vendre des vers de terre et des portées de chiots ou de chats le long de la route pour joindre les deux bouts.

Quant à la rentabilité des usines Sogefor, achetées en 1965 et qui représentent un investissement d'environ \$10 millions, les travailleurs de Mont-Laurier se plaignent du fait que des études sérieuses n'aient pas été faites à ce sujet. Ici, on blâme le Conseil régional de développement de l'Outaouais qui, théoriquement, couvre cette région. Les gens de Labelle affirment que le Conseil régional, dont les bureaux sont à Hull, néglige leur région qui, géographiquement, disent-ils, ne fait pas partie de l'Outaouais.

Pour le moment, la grande question est: "Les usines SOGEFOR du Lac-des-Îles vont-elles, oui ou non, rouvrir leurs portes?"

C'EST LA FAUTE

te, "ce sont des branleurs qui se sont fait battre la plate couture".

D'un autre côté, le chef national créditiste a interprété la déconfiture du parti de l'Alberta comme "la libération du fédéral".

Marcel Pepin : le Bloc québécois? Connais pas!

"Ceux qui me connaissent savent que la politique électorale ne m'intéresse pas plus aujourd'hui qu'hier".

Tel est le démenti apporté hier par M. Marcel Pepin, président de la CSN, aux rumeurs ayant mêlé son nom au projet de former un bloc québécois en vue des prochaines élections fédérales. Retour de vacances, M. Pepin, a déclaré qu'il ignore tout de ce projet et que les nouvelles selon lesquelles il y serait "intéressé" sont sans fondement aucun.

M. Pepin, dont la démission de la présidence de la Conférence des syndicats nationaux prendra effet cet automne, se demande même pourquoi certains ont voulu mêler son nom à cette affaire.

Car, dans son esprit, M. Manning a réussi à se maintenir au pouvoir pendant longtemps grâce à une entente avec les libéraux fédéraux.

De même, estime encore M. Caouette, la défaite des créditistes de l'Alberta ouvrirait la voie à l'élection de créditistes fédéraux.

M. Caouette a soutenu que M. Manning empêchait l'élection de créditistes sur la scène fédérale dans sa province en retour d'une quasi neutralité des libéraux au niveau provincial.

Le chef créditiste espère aussi que cette défaite stimulera les effectifs de son parti en Alberta et il a dit que de 200 à 300 militants assisteront au congrès national du parti Crédit social à Hull, au début d'octobre.

Il était prévu qu'environ 50 délégués seulement de l'Alberta participeraient au congrès de leadership.

Après M. Caouette, la perte du pouvoir des créditistes en Alberta équivalait à une remontée au fédéral.

UNE DÉFAITE

irritant du même coup bon nombre d'électeurs.

Un des "vieux de la vieille" du crédit social, le député Alf Hooke, qui avait représenté la circonscription de Rocky Mountain House depuis 1935, a été le premier à répudier son nouveau chef, en refusant de se représenter dans sa circonscription (le créditiste a d'ailleurs été battu dans cette circonscription par un conservateur) et a peut-être donné le signal de la débandade du crédit social.

Aux yeux des électeurs, si M. Hooke, une légende dans la province, n'avait plus le feu sacré, c'est que la flamme vacillait.

Chez les conservateurs, au contraire, l'étincelle dont avait hérité Peter Lougheed il y a six ans à sa nomination comme leader du parti s'était transformée en une belle flamme qui a communiqué sa chaleur aux Albertains.

Lougheed, héros de football, jeune et séduisant, a su des ses premières armes à la tête de son parti ravir six sièges aux créditistes. Les choses politiques étant ce qu'elles sont, il a su profiter du fait que les libéraux avaient tenté un moment de s'allier aux créditistes et s'allier un libéral de Calgary. Ce dernier, Bill Dickie, a été élu lundi avec une bonne majorité.

Une faille dans le parti créditiste avait été ouverte. Il a su l'élargir.

La politique de son parti étant très peu différente de celle des créditistes, il a réussi quand même des coups de maître. Ce qui semblait avoir été une erreur capitale de sa part, c'est-à-dire son projet de vente de la société d'Etat Alberta Government Telephones, par exemple, s'est transformé pour les électeurs d'Edmonton en question capitale.

Après avoir fait la lumière sur ses idées au sujet des compagnies de téléphone, M. Lougheed a gagné les inévitables à Edmonton et a été surpris lui-même des résultats dans la capitale provinciale.

Non seulement a-t-il été surpris des résultats à Edmonton, mais de ceux de toute la province. Que les citadins l'appuyant l'a étonné, mais que les agriculteurs lui accordent leurs votes a renversé le gouvernement. Par osmose, semble-t-il, seules les circonscriptions voisines de celles de M. Strom ont voté créditiste.

Le crédit social du Canada, qui avait étendu ses ramifications jusqu'à Ottawa dans les années 50, ne tient plus maintenant qu'à MM. Caouette, Bennett et Samson.

En Alberta, la politique financière a été acceptée tant que la province roulait dans l'or noir. Les revenus baissant, les dépenses étant à la hausse, les banques ont dû se courir le parti, lui passant au cou la ficelle qui l'a étranglé.

LOUGHEED

à l'Assemblée législative (qui compte 75 sièges): 39 conservateurs, huit créditistes et le seul néo-démocrate élu.

Pour M. Johnson, les créditistes se doivent de définir clairement le rôle qu'ils joueront dans l'Opposition, sans jamais oublier toutefois qu'ils continuent d'être la seule équipe valable de rechange.

Dans quelques circonscriptions où la victoire des élus est acquise par une faible marge, un nouveau dénombrement des bulletins est prévu. Parmi les ministres défaits, on remarque M. Edgar Gerhart, procureur général; le ministre des affaires municipales, M. Colborne; le ministre de la culture, de la jeunesse et des loisirs, M. Holowach; deux ministres sans portefeuille, MM. Wilson et Firmitte; le ministre des ter-

res et forêts, M. Ross; le ministre du travail et des communications, M. Reier-son; le ministre de l'Industrie et du tourisme, M. Ratzaiff (défait par 10 voix).

On prévoit que M. Lougheed choisira ses ministres parmi la poignée de députés conservateurs qui constituaient l'Opposition à l'Assemblée avant les élections. Ainsi, M. Horner, médecin et porte-parole de son groupe pour les questions de santé et d'agriculture; M. Hyndman, whip du parti et porte-parole conservateur en matière de justice; M. Getty, spécialiste des questions minières, seraient appelés tous trois à faire partie du gouvernement. On mentionne aussi les noms de MM. Yurko et Russell, ainsi que Mme Helen Hunley, maire de Rocky Mountain House, l'une des deux femmes élues chez les conservateurs.

UNE RÉALISATION

créditiste qui durait depuis 36 ans. Ils ont dû l'équipe de rechange qui leur semblait constituer la solution de rechange qui leur semblait constituer la solution de rechange la plus indiquée. Le sénateur Stanbury estime que ces résultats sont de nature à faire réfléchir sérieusement le premier ministre de l'Ontario, M. Davis, qui s'apprête, lui aussi, à déclencher des élections. De même que les Albertains ont voulu un changement après le long règne des créditistes, de même les Ontariens pourraient avoir envie de choisir une autre équipe, pense le président de la Fédération libérale qui, pour finir, déplore que les libéraux aient subi un échec aussi cuisant en Alberta.

Le premier ministre de l'Ontario ne dissimule pas sa grande joie. Récemment, il se trouvait en Alberta pour assister à l'assemblée annuelle des conservateurs de M. Lougheed. Il avait alors prédit que celui-ci remporterait la victoire aux élections générales. Il constate avec plaisir aujourd'hui qu'il ne s'était pas trompé. Mais M. Davis refuse de dire si cette victoire écrasante des conservateurs pourrait avoir des effets avantageux sur l'électorat ontarien qui serait appelé prochainement à élire une nouvelle assemblée législative.

Pour M. W.A.C. Bennett, premier ministre de la Colombie-Britannique, créditiste lui aussi, la défaite de M. Strom est attribuable à l'excès de confiance dont les créditistes albertains auraient fait preuve. A son avis, ils n'ont pas accordé à la campagne électorale l'importance et l'énergie qu'il fallait. Mais cette défaite, a-t-il ajouté, n'indique nullement que les créditistes de la Colombie-Britannique soient menacés car "nous n'avons jamais été aussi forts".

Quant à M. Ernest Manning, qui fut chef du gouvernement créditiste de l'Alberta durant 25 ans, la défaite de lundi n'annonce nullement la mort du Crédit social en Alberta. Certes, il est déçu, mais le Parti est conçu pour durer et ses ressources sont abondantes. Il se dit convaincu qu'il reprendra éventuellement le pouvoir. L'électorat, dit-il, en fin, a simplement voulu faire l'essai d'une nouvelle équipe.

Le chef du Parti libéral albertain, M. Russell, ne cherche pas à dissimuler sa très vive déception. Avant la dissolution, les libéraux avaient trois députés à l'Assemblée. Ils n'en ont plus un seul aujourd'hui. Il est difficile, a dit M. Russell, de poursuivre le combat à l'extérieur du Parlement. Elu leader du Parti libéral le printemps dernier, M. Russell a dit qu'il ne songeait pas à démissionner. Il se remet à l'œuvre.

Selon M. A.J. Hooke, ancien ministre créditiste dans le gouvernement albertain, M. Strom doit maintenant démissionner. La défaite de lundi ne lui laisse guère d'autre choix. En 1968, lorsque M. Strom succéda à M. Manning à la direction du gouvernement, M. Hooke n'a pas été appelé à faire partie du nouveau cabinet dans lequel il avait détenu des portefeuilles durant 26 ans.

LA CJC

que, compte tenu de cette diversité, l'organisation sera en mesure de satisfaire aux besoins de la communauté.

Créer une nouvelle agence en vue de résoudre ce qui n'est pas simplement un problème de structure, c'est ne pas tenir compte de l'expérience acquise par d'autres groupes tels que la CJC, a ajouté M. Broadhead.

Ce dernier a reconnu que les accusations d'incompétence portées par le comité Jeunesse auraient probablement pu être fondées il y a 18 mois mais qu'elles ne le sont plus aujourd'hui.

ÉCOLES SÉPARÉES

Il semble donc maintenant assuré que ce problème de subventions aux écoles séparées deviendra un des points majeurs de la prochaine campagne électorale.

D'autant plus que les leaders de divers groupements religieux ont exprimé de vives protestations à la suite de la décision du gouvernement ontarien de rejeter leurs demandes.

Mgr Philip F. Pocock, archevêque catholique de Toronto, a déclaré que la décision du gouvernement constituait un déshonneur du principe de l'égalité des étudiants en ce qui regarde le droit à l'éducation.

Le président de l'Association catholique d'éducation, M. Edward J. Brisebois, a, de son côté, déclaré que la communauté catholique "était très troublée suite à la décision gouvernementale". "Ceci ne constitue cependant pas, a-t-il ajouté, une question pour la campagne électorale et je ne crois pas que l'Association mène une lutte en faveur de l'un ou l'autre parti lors des prochaines élections".

Il est important de rappeler que parmi les quelque deux millions de catholiques ontariens, environ 420.000 étudiants fréquentent les 14.000 écoles catholiques.

L'Alliance ontarienne des écoles chrétiennes, qui représente les écoles séparées non catholiques, s'est montrée beaucoup plus virulente. Un porte-parole de l'association a déclaré que le gouvernement ontarien venait "de transformer une question de justice sociale en un début de nouvelles guerres de religions en Ontario".

L'Alliance, qui représente 50 écoles et 8.500 étudiants, a lancé un appel aux catholiques, aux protestants et aux juifs, dans le but de former une coalition supportant l'élection de candidats qui favoriseraient les droits scolaires des minorités.

Les résultats en Alberta

Au lendemain des élections d'Alberta, les résultats permettent d'établir un tableau indiquant la répartition des sièges, avant puis après les élections. Les chiffres du bas montrent les suffrages recueillis par les différents partis, au cours des trois derniers scrutins, suivis des pourcentages.

	1971	1967		1971	%	1967	%
PC	49	6	CS	262.900	41	222.271	45
CS	25	55	PC	296.946	47	129.552	26
NPD	1	0	NPD	71.073	11	79.594	16
LIB	0	3	LIB	7.460	1	53.845	11
IND	0	1	AUTRES	337	0	13.080	2
TOTAL	75	65	TOTAL	638.716		498.341	

LES ÉVÊQUES

et à partager nos biens avec les pays sous-développés.

Ils ont aussi invité les Canadiens à un examen de conscience; quelles influences et quels critères font pencher la balance des orientations politiques des gouvernements ou des décisions des dirigeants patronaux et syndicaux? Quels gestes concrets les communautés chrétiennes posent-elles en faveur de la libération de l'homme?

WILLIAM TETLEY

Suite de la page 3

Au lieu de se rencontrer et de discuter, ces deux conseils font valoir leurs représentations séparément et souvent secrètement.

5) Le gouvernement est conscient qu'il existe un déséquilibre dans les pratiques commerciales d'aujourd'hui, un déséquilibre défavorable au consommateur et favorable au commerçant. C'est la raison pour laquelle le bill 45 fut adopté. Nous projetons d'autres mesures législatives mais nous ne voulons pas pour autant rompre tout dialogue entre le consommateur et le monde des affaires (...)

6) Un des buts du conseil est d'éduquer le monde de l'industrie (...)

7) Il n'est pas suffisant d'adopter des lois qui protègent le consommateur à un point tel que le commerce du prêt ou la vente de porte à porte, par exemple, soient éliminés. Les consommateurs doivent être protégés contre les inéquités des contrats de prêt ou des ventes de porte à porte mais il n'est pas nécessaire que cette protection interdise les prêts négociés à des conditions justes et raisonnables et que désire la population. Il n'est pas nécessaire non plus qu'une telle protection sonne le glas des ventes de porte à porte.

8) Le Conseil supérieur du travail est également composé de quinze personnes. Sept d'entre elles représentent le monde patronal et sept autres les syndicats de travailleurs. Pourtant ce conseil n'a jamais été critiqué parce qu'il comportait une représentation patronale égale en nombre à celle des syndicats.

LES MIGRANTS

Suite de la page 3

fois de la location d'une chambre, la moitié des familles migrantes de Montréal et 30% de celles des villes de l'Est vivent dans un état de misère ou de privation.

Cette situation économique précaire s'aggrave du fait de l'endettement de 38% des familles de Montréal et de 75% de celles de l'Est. Mais, notent les chercheurs, "si les migrants des villes de l'Est ont emprunté le plus souvent pour obtenir une hypothèque sur l'achat d'une maison (surtout auprès des banques, caisses populaires, Société centrale d'hypothèques et de logement), ceux de Montréal ont emprunté d'abord pour vivre et leurs principaux prêteurs sont les compagnies de finances".

D'autre part, si la situation de travail pour l'ensemble des migrants s'est améliorée avec la migration, il n'en est pas de même dans le domaine du logement. Dans la région de Montréal, les familles migrantes forment, de petites grappes de gens de même origine et 40% d'entre elles habitent des zones dites défavorisées. Les migrants dans les villes de l'Est connaissent une situation nettement meilleure.

Quant à la situation de travail, même s'ils notent une amélioration générale, les chercheurs précisent: "Si la situation des migrants travailleurs des villes de l'est en fait des privilégiés, celle des migrants montréalais se caractérise par la recherche d'un travail à tout prix et à n'importe quelles conditions".

Voici quelques autres grandes constatations dégagées dans l'étude du Conseil de développement social:

● Les principales sources d'aide dans la ville d'accueil sont avant tout "les filières de parenté et d'amitié".

● La conjoncture économique de la ville d'accueil au moment de la migration a une influence importante sur la réussite matérielle d'un groupe de migrants.

● Les migrants dont la situation pré-migratoire était déjà favorisée (les plus instruits, ceux qui avaient un emploi, ceux qui n'avaient pas connu de chômage, etc) sont ceux qui réussissent matériellement le mieux.

En conclusion de son étude, le Conseil de développement social insiste pour que soient respectés les étapes et le rythme

LE RENDEZ-VOUS

Suite de la page 5

soit encore possible d'écrire un scénario pacifique".

L'autre scénario est déjà tout fin prêt. Le leader du Nouveau parti au Québec, M. Raymond Laliberté, déclare en mars: "La philosophie et la mentalité de M. Trudeau vont dans le sens d'une action de force pour empêcher une sécession éventuelle... Par ailleurs, il n'y a pas d'exemple connu dans l'histoire qu'un Etat ait toléré sans réagir violemment la sécession d'une partie de son territoire".

C'est dire du même souffle que M. Trudeau est dans la logique de l'histoire, comme les terroristes, et que M. Lévesque est un grand naïf qui croit que l'indépendance du Québec pourrait se faire de fa-

çon pacifique. Naïf, René Lévesque? Il pourrait invoquer à l'appui de sa naïveté les propos du ministre canadien des affaires extérieures, à propos du Pakistan oriental. Là-bas, en effet, selon M. Mitchell Sharp, le pouvoir devrait revenir au parti démocratiquement élu, c'est-à-dire au parti sécessionniste.

Mais déjà fin janvier, René Lévesque y allait d'une mise en garde: "Cependant, si malgré le vote démocratique, les soldats fédéraux interviennent pour contrer toute action vers la souveraineté du Québec, il y aurait alors des raisons incontestables, indiscutables, pour que la situation dégénère rapidement. Si tel est le cas, ils vont alors y goûter".

Wou les moteurs!

Pour achever de m'étourdir

complettement, je consigne encore cette remarque d'un politicien, un monsieur Daniel Latouche, à la fin d'un long article sur la violence politique: "Nous revenons à notre point de départ, celui de notre ignorance quasi-complète des causes et des formes de la violence au Québec".

Et pour le K.O., le punch final, M. Jean Marchand, grand orateur et par surcroît ministre de l'Expansion (régionale et verbale): "M. Jean Marchand est d'avis que le Québec possède actuellement tous les éléments propres à une guerre civile. Et si elle n'a pas lieu tout de suite, c'est que pour une raison ou pour une autre, les gens ne sont pas prêts".

C'est ce qui s'appelle parler pour ne rien dire. Plus "fourrés" que ça, ça se voit rarement.

L'IATA DONNE

Suite de la page 3

tion gouvernementale pour la mise en vigueur de tarifs réduits, même si la compagnie ouest-allemande continue à faire cavalier seul. Lufthansa a également annoncé son intention d'offrir aux voyageurs des tarifs réduits.

A toutes fins utiles, les nouveaux tarifs réduits pour les fervents du ski pourraient entrer en vigueur dès le 15 janvier, afin de permettre aux transporteurs de tirer profit de la saison 1971-72.

La réduction de tarif accordée aux voyageurs achetant leur billet trois mois à l'avance pourrait également être offerte bien avant le 1er février. Le nouveau tarif dans ce cas serait de \$187 pour Montréal-Londres aller-retour (\$237 en haute saison).

En dehors de ces deux cas, aucune réduction ne pourra être offerte avant le 1er février, si une situation de tarif ouvert prévaut, ou avant le 1er avril si Lufthansa lève son veto.

Le tarif d'hiver, offert aux groupes de 10 à 12 personnes demeurant 7 ou 8 jours à l'étranger, serait de \$188 Montréal-Londres aller-retour et de \$200 New York-Londres.

Advenant une situation de tarif ouvert, Lufthansa offrirait des billets d'excursions de 14 à 60 jours au prix de \$210 aller-retour entre New York et Francfort, sans considération d'âge. Ces billets se vendent actuellement \$442 pour les excursions de 17 à 28 jours, et \$372 pour celles de 29 à 45 jours.

L'INCIDENT

Suite de la page 3

C'est alors que le chef du groupe s'est avancé: "Voyez toute cette belle potée en train de manger!" s'écria-t-il. Puis se retournant vers ses hommes: "Allez les gars, ils sont à vous autres". C'était là une invitation formelle de foncer sans égards, a précisé M. Brisebois.

Un cadre a aussitôt reçu sur une tempe le premier coup de poing et s'est écroulé sous la table. d'ajouter M. Brisebois. D'autres ont été assommés avec des chaises et des bouteilles. S'il y a eu de blessés, c'est que les cadres ont préféré ne pas répliquer pour ne pas envenimer les choses, a commenté M. Brisebois.

Celui-ci affirme en outre que "tout a été organisé de longue main, planifié comme il faut et formé de belle façon". Car certains syndiqués étaient venus au club de golf en éclaireurs dans l'après-midi et tous les agresseurs avaient été convoqués le matin à Repentigny, sans leurs épouses, par "les unions américaines".

Tous les cadres présents ont reçu des coups, souligne M. Brisebois, tous ont subi des contusions au cours de la bataille. Cet "attentat criminel" est l'aboutissement d'une escalade de violence commencée sous une forme verbale, observe le porte-parole de La Presse: M. Louis Laberge, président de la FTQ avait fait savoir il y a quelque temps que "ça ne faisait que commencer".

M. Brisebois a dressé ensuite la liste des incidents qui ont marqué cette escalade: les manifestations, qui ont été un échec, dit-il; les dommages à l'immeuble de La Presse; l'intimidation et le piquetage devant l'édifice; les attaques contre les camions de livraison; le boycottage du journal, un autre échec, note-t-il; la campagne de fausses nouvelles; et maintenant, des voies de fait.

La Presse attend le rapport de la Sûreté du Québec avant d'entamer s'il y a lieu des poursuites judiciaires. Plusieurs assaillants ont été identifiés. Les dégâts à l'intérieur du chalet n'ont pas encore été évalués.

Interrogé sur la déclaration des journalistes de La Presse qui se plaignaient cette semaine du recul de l'information du journal, M. Bureau, qui approuve les responsables de la rédaction de ne pas l'avoir publiée, a déclaré en outre qu'elle était "sûrément d'inexactitudes". Il n'a cependant pas relevé ces inexactitudes.

Il a ajouté qu'en vertu d'une clause de leur convention collective, les journalistes ne doivent signer aucun texte hostile à l'employeur. Il y aura bientôt une rencontre à ce sujet entre le médiateur en chef et les représentants du syndicat des journalistes (CSN), a révélé M. Bureau.

En effet, pour une raison et pour une autre, j'ai vite conclu de tout cela que je ne pouvais conclure à la légère et affirmer tout de go qu'il allait se passer quelque chose en octobre, ou qu'il ne se passerait rien.

D'autre part, je conserve pour les autorités invoquées tout le respect qui leur est dû, mais je me suis vite avisé que personne ne savait vraiment, à propos d'octobre.

Et je me suis dit, également, que cela n'avait guère d'importance, au fond. Quoi qu'il arrive, en octobre, nous visons désormais — tous mes penseurs le disent à leur manière — en état d'avenir appréhendé. Quand l'inquiétude gagne, la pensée se fait molle: au lieu d'analyser, elle prophétise. Nous n'en sommes guère plus avancés.

Les migrants de l'Est s'intègrent plus difficilement à Montréal qu'ailleurs

par Pierre Richard

L'intégration urbaine des familles de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent qui ont quitté leur lieu d'origine se fait beaucoup plus difficilement dans le cas de celles qui ont migré à Montréal que celles qui se sont établies dans un centre urbain de l'Est du Québec (Rimouski, Matane et Rivière-du-Loup).

C'est là l'une des constatations générales qui se dégagent à la lecture d'une recherche effectuée par le Conseil de développement social du Montréal métropolitain auprès de migrants de l'Est du Québec à Montréal, Rimouski, Rivière-du-Loup et Matane. Cette recherche a été menée par Mlle Camille Messier et Mme Michelle H.-Marois

et financée par l'Office de développement de l'Est du Québec (ODEQ) dans le cadre de l'Entente Canada-Québec de 1968.

L'étude a porté sur des couples qui ont migré après leur mariage, qui vivent dans la ville d'accueil depuis huit ans ou moins et qui parlent français. Dans la région de Montréal, 178 couples ont répondu au questionnaire et 102 couples ont été interviewés dans les trois villes de l'Est du Québec. Les entrevues ont été effectuées par une équipe d'interviewers du Centre de Recherche sur l'opinion publique (CROP) au cours des mois d'avril et mai 1970. La recherche ne touche donc pas les migrants qui

ont été déplacés en vertu du programme de relocalisation mené par l'ODEQ.

Les chercheurs constatent d'abord que la situation du groupe de familles ayant migré à Montréal est fort différente de celle qui ont déménagé à Rimouski, Matane ou Rivière-du-Loup. Dans ce dernier cas, la migration date en moyenne de deux ans et demi, tandis que les familles qui ont migré à Montréal l'ont faite spontanément et pour la moitié des migrants dans les trois centres de l'Est, leur déplacement a été organisé par leurs employeurs.

Ces travailleurs qui ont été déplacés par les compagnies qui les emploient se trouvent dans une position nettement

peu employée que les autres migrants. C'est parmi eux que se trouve la plus forte proportion de cadres, d'employés de services et de contremaîtres gagnant des salaires relativement élevés.

Chez les migrants de la région de Montréal, les plus favorisés sont ceux (28% de l'ensemble) qui se sont établis à Montréal pendant la période du "boom économique" d'Expo 67. Les familles arrivées par la suite se trouvent dans une situation nettement plus précaire.

Pour les familles ayant migré à Montréal, 64% des pères travaillaient au moment de l'enquête, 16% étaient en chômage et 17% hors du marché du travail. Chez celles des trois centres de l'Est, des proportions sont de 70%, 15% et 13%. La proportion de travailleurs non spécialisés est beaucoup plus élevée chez les migrants de la région de Montréal que chez ceux des villes de l'Est (47% contre 12%).

Quelle est la situation économique des familles ayant quitté leur localité d'origine pour gagner un centre urbain? "Dans l'ensemble, constatent les chercheurs, la migration a contribué à augmenter les revenus des familles migrantes (dans 64% des cas à Montréal et 49% dans les villes de l'Est). Mais l'augmentation du revenu à la ville n'est pas toujours une augmentation réelle du pouvoir économique des familles, puisque le coût de la vie y est plus élevé et qu'elles ne peuvent elles-mêmes produire, comme à la campagne, certains biens de consommation. Aussi, malgré un revenu familial annuel moyen assez élevé (\$7,411 à Montréal et \$8,838 dans l'Est) du pour une bonne part à la contribution des enfants, de l'épouse et par-

Suite à la page 2

L'incident du club de golf

C'est l'aboutissement d'une escalade, déclare La Presse

par Gisèle Tremblay

Selon la direction de La Presse, les incidents violents qui ont opposé lundi soir au club de golf de l'Assomption les cadres du journal à un groupe d'employés victimes du lock-out ont été soigneusement planifiés par les syndicats et sont l'aboutissement d'une escalade qui a d'abord pris une forme verbale.

C'est ce qu'a déclaré hier au cours d'une conférence de presse le vice-président aux communications de La Presse, M. Robert Brisebois, qui était accompagné de MM. André Bureau et Julien Béliveau, respectivement vice-président exécutif et vice-président à la planification.

La Presse, qui a publié la nouvelle hier en page une, précise que six de ses contremaîtres syndiqués, (toujours en fonction) ont été blessés d'un, atteint à la tête par une bouteille, a dû être hospitalisé. Aucune arrestation n'a encore été effectuée mais la Sûreté du Québec mène une enquête.

Les porte-parole des syndicats en conflit avec La Presse ont annoncé qu'ils donneraient aujourd'hui leur version des faits et se sont refusés entre-temps à tout commentaire.

D'après le récit de M. Brisebois, environ 45 cadres du quotidien festoyaient paisiblement au chalet du club Le Portage à la fin d'un tournoi de golf, quand une cinquantaine d'individus ont fait irruption dans la salle tandis qu'une centaine d'autres attendaient à l'extérieur.

Les assaillants ont d'abord tourné autour des tables et "lancé des quolibets inoffensifs" à l'adresse des convives, a relaté M. Brisebois, mais les "cadres sont demeurés stoïques devant l'opprobre".

Suite à la page 2

Blocus en guise d'appui

La FTQ, le Parti québécois et la Fraternité des policiers de Montréal ont décidé, en guise d'appui aux syndicats victimes du lock-out, de participer à un blocus du quotidien La Presse en ne lui fournissant plus aucune information. Le Conseil central de Montréal (CSN) songe à faire de même sous peu.

La FTQ, qui a amorcé le mouvement, refuse déjà depuis dix jours d'admettre les journalistes de La Presse à ses conférences et à ses réunions. Ses communiqués transmis par Telcel portent même en exergue: "À l'adresse de tous les

médias d'information à l'exclusion du journal La Presse". C'est là une pression psychologique, toutefois, car Telcel ne peut techniquement isoler un abonné.

"Il faut que la société québécoise mette La Presse en quarantaine", a expliqué M. Fernand Daoust, secrétaire général de la FTQ. La CSN et la CEQ ne se sont pas encore joints au mouvement, mais un certain nombre d'artistes montréalais et divers autres groupes ont déjà commencé d'agir dans le même sens que la FTQ.

Les camionneurs qui ne sont pas du "bon bord" ont "leur voyage"

par Gilles Lesage

QUÉBEC — "Il est normal que des gens qui ont jeûné pendant quatre ans fassent jeûner les autres pendant quatre ans."

Cette affirmation a été faite par le ministre de la voirie, M. Bernard Pénard, selon ce qu'a rapporté hier le procureur de l'Association nationale des camionneurs artisans indépendants.

Témoignant devant la commission parlementaire qui étudie le projet de loi (bill 23) des transports, Me Jean-Marc Béliveau a dit que cette remarque avait complètement découragé les dirigeants de l'Association, qui cherchent depuis des années à obtenir une reconnaissance juridique.

L'Association compte quelque 5,000 membres dans tout le Québec, sauf sur l'île de Montréal.

Elle déplore que rien, dans le projet de création d'une Commission des transports, au lieu et place de la régulation, ne lui permette de regarder l'avenir avec optimisme; et elle insiste pour que le petit camionnage au Québec soit réservé aux camionneurs artisans.

M. Béliveau a fait observer qu'un grand nombre de députés collaborent avec l'Association; mais il a ajouté que "dans un comté comme Arthabaska, depuis au-delà d'un an, il y a 40 camionneurs qui n'ont pas eu droit, qui n'ont pas eu accès à un sou des travaux de voirie parce qu'ils n'avaient pas voté du bon bord".

De même, dans Drummond, le comté du ministre de la voirie, des camionneurs sont mis de côté.

Dans ce même comté, on ne respecte pas une directive émise par le sous-ministre adjoint de la voirie concernant l'exclusivité de certains travaux devant être confiés aux camionneurs artisans.

Me Béliveau a fait remarquer que le président de l'Association locale est du "bon bord", mais qu'il jeûne avec ses membres. "Ils sont 40 et ils ont leur voyage!"

L'IATA donne jusqu'au 15 octobre à Lufthansa pour lever son veto

Lufthansa avait jusqu'à aujourd'hui, 1er septembre, pour lever son veto qui bloque l'adoption d'une nouvelle tarification pour le transport aérien des voyageurs au-dessus de l'Atlantique nord, mais l'Association du transport aérien international (IATA) a décidé d'accorder à la compagnie ouest-allemande un nouveau délai d'un mois et demi, soit jusqu'au 15 octobre. La 27e assemblée générale annuelle de l'IATA aura lieu un mois plus tard, à Honolulu, c'est-à-dire du 15 au 18 novembre. Entre-temps, une autre conférence de l'IATA aura lieu à Miami pour la révision des tarifs sur les autres routes du monde.

C'est sans doute pour ne pas gêner les travaux de cette conférence par un

Il a ajouté que le même problème existe dans plusieurs autres comtés, mais pas à ce point chronique.

"On n'a jamais eu, jusqu'à maintenant, l'honnêteté de nous dire aussi clairement que le principe qui prévalait, c'est celui qui j'ai énoncé. Mais cela existe, évidemment, Matane, par exemple, est un comté qui a des difficultés énormes justement à cause de ce principe..."

Suite à la page 2

fait accompli que l'IATA a décidé d'accorder à Lufthansa un nouveau délai pour rentrer dans le rang.

Il convient en effet de rappeler que si la compagnie ouest-allemande persiste dans son refus d'accepter en bloc la nouvelle tarification, une situation de tarif libre prévaudra le 1er février prochain.

Par contre, si Lufthansa lève son veto, les propositions tarifaires soumises à la conférence de Montréal (du 29 juin au 11 août) entreront en vigueur le 1er avril prochain.

D'ores et déjà, Air Canada, CP Air, BOAC et Aer Lingus ont annoncé leur intention de demander une approba-

Suite à la page 2

La protection du consommateur

William Tetley insiste sur son souci d'avoir "un conseil à deux dimensions"

A la suite de la prise de position de M. Louis Laberge, président de la FTQ, reprochant au conseil du consommateur d'être en fait le conseil de la protection des commerçants, le ministre des institutions, compagnies et coopératives, M. William Tetley, répond dans un communiqué que le dénominateur commun qui a prévalu dans la sélection des membres dudit conseil a été la "largeur d'esprit" de ces quinze personnes.

Pour ce qui est de la représentativité du conseil, que conteste précisément le président de la FTQ, le ministre Tetley rappelle que huit des quinze personnes représentent des associations de consommateurs, tandis que deux autres sont membres d'organismes reconnus

pour leurs prises de position favorables aux droits des consommateurs.

"Ni la FTQ, ni la CSN, ni la CEQ n'ont soumis de mémoire devant la commission parlementaire qui a étudié la loi de la protection du consommateur, poursuit le communiqué. Elles ont tout simplement endossé le mémoire présenté par l'ACEF. Néanmoins, un dingeant de la CEQ acceptable aux trois syndicats fut nommé au conseil, de même qu'un jeune travailleur social suggéré par l'ACEF."

Citant Marcuse ("One dimensional Man"), M. Tetley insiste sur son souci d'obtenir un "conseil à deux dimensions" réunissant consommateurs et commerçants, en vue de promouvoir la

compréhension et la coopération entre les deux groupes.

Et cet esprit de compréhension, poursuit M. Tetley, "n'a pas manqué à la première réunion du conseil. Une unité de pensée y régnait. Par exemple, on voulait que le conseil soit habilité à convoquer lui-même des réunions, à inscrire des sujets à l'ordre du jour, et à changer l'ordre dans lequel les sujets seraient étudiés. J'ai donné mon accord à toutes ces propositions."

Quant aux raisons pour lesquelles il était nécessaire de nommer au conseil des représentants du monde des affaires, M. Tetley les formule ainsi:

1) Il faut protéger le consommateur mais il incombe également au gouverne-

ment de protéger l'économie (...) La protection du consommateur et la protection de l'économie ne sont pas incompatibles mais nécessaires.

2) Les associations de consommateurs telles que l'ACEF et les associations d'hommes d'affaires telles que la Chambre de Commerce travaillent souvent en vase clos.

3) Nous sommes la seule province dotée d'un conseil de la protection du consommateur.

4) Aux États-Unis peu d'États ont un tel conseil. Ceux qui en possèdent ont, pour la plupart, créé deux organismes, un conseil pour les consommateurs et un conseil pour les hommes d'affaires.

Suite à la page 2

Saint-Léonard

Le ministère aurait refusé l'esquisse du bloc sportif

par Pierre Richard

Le service de l'équipement du ministère de l'éducation, a appris de bonnes sources Le Devoir, aurait refusé les plans préliminaires, élaborés par la firme, Les Consultants métropolitains à la demande du conseil municipal de Saint-Léonard, pour la construction du bloc sportif qui doit être relié à la nouvelle polyvalente Antoine de Saint-Exupéry dans le cadre du projet fort controversé de "La Cité dans la cité".

De plus, le service de l'équipement du ministère de l'éducation aurait décidé de demander au conseil municipal de Saint-Léonard de reconsidérer sa décision de ne pas céder à la commission scolaire régionale Le Royer la partie du terrain sur lequel doit être érigé le bloc sportif.

Le secrétaire-trésorier de la régionale Le Royer, M. Tondreau a confirmé hier avoir reçu une communication verbale du service de l'équipement au sujet de ces deux décisions mais a ajouté qu'il n'avait reçu encore aucun avis officiel. Il a été, par ailleurs, impossible de rejoindre les responsables du service de l'équipement pour faire confirmer ces deux décisions.

On sait que le projet de centre communautaire "La Cité dans la cité" est au centre d'une vive controverse opposant l'administration du maire Léo Ouellet et un groupe de citoyens. Après de mul-

tiples négociations, la commission scolaire régionale Le Royer avait fini par accepter d'inclure le projet de construction de la polyvalente Antoine de Saint-Exupéry dans le cadre de "La Cité dans la cité".

Selon la régionale Le Royer, une entente de principe verbale serait alors survenue entre la Ville et la régionale: la ville de Saint-Léonard céderait pour un dollar à la régionale le terrain sur lequel serait érigé la nouvelle polyvalente, y compris le bloc sportif.

Mais il y a environ un mois, le conseil municipal décidait de céder la partie du terrain pour la construction du complexe scolaire au sens strict, à l'exclusion de la partie pour le bloc sportif. La régionale Le Royer a alors référé la question au ministère de l'éducation.

Saisi de ce problème, le service de l'équipement viendrait de décider de presser le conseil municipal à céder tout le terrain. Et, parallèlement à cette première décision, il aurait rejeté l'esquisse préparée par le Consultants métropolitains parce qu'elle ne serait pas conforme aux normes du ministère.

Le projet d'un bloc sportif (gymnases, etc.) relié à la polyvalente est donc pour l'instant dans l'impasse. Le coût de ce projet, selon le règlement d'emprunt que doit étudier le conseil municipal de Saint-Léonard à sa prochaine assemblée, serait de \$1.5 millions.

Au Cegep du Vieux-Montréal: le comité établit son diagnostic

par Gérard LeBlanc

"Le profond malaise qui règne au Cegep du Vieux-Montréal engendre un climat lourd. Les multiples clivages stérilisent l'action des uns et des autres et risquent de conduire une fois de plus à des impasses qui, elles, provoquent les affrontements et les crises aiguës. Il est donc urgent de remédier à cet état de choses."

Tel est le diagnostic global établi par la Commission d'étude sur la vie collégiale qui propose par ailleurs des remèdes aussi nombreux (100 recommandations) que divers (de la redéfinition du collège au congédiement de certains cadres).

A la suite des nombreux conflits qui ont éclaté en février et mars, le Conseil d'administration du Cegep avait créé une commission interne chargée de "faire une étude ayant pour objet l'amélioration de la vie collégiale."

Cette commission comprenait neuf membres, dont sept nommés par le conseil d'administration après consultation des parties en cause (étudiants, enseignants, parents, personnel de soutien, professionnels, représentants du milieu et cadres et deux membres cooptés par la commission).

Après avoir pris connaissance d'une quarantaine de mémoires écrits et après avoir rencontré au cours d'audiences une cinquantaine de personnes ou groupes, la commission a remis, vers la fin de juin, son rapport provisoire au président du conseil d'administration, M. Roger Lessard.

En rendant le rapport public, M. Lessard, a indiqué, la semaine dernière, qu'il "serait mis à la disposition des personnes intéressées à en prendre connaissance".

Il faut mentionner qu'un des membres de la commission, M. Claude Desjardins (représentant du milieu socio-économique au conseil d'administration), a quitté la Commission "pour raisons d'affaires" quelques jours avant la fin des travaux.

Il a par la suite enregistré sa dissidence aux recommandations faites par la commission, en précisant que la raison invoquée pour son départ ne reflétait qu'une partie de la réalité.

"De profondes divergences d'opinion, a-t-il dit, me séparaient des autres commissaires..." Il a ajouté avoir éprouvé, à la lecture du rapport préliminaire, un vif dépitement "provoqué par la tendance et le ton du rapport bien plus que par son contenu".

Pour les autres membres, "l'unani-

mité s'est dégagée, lit-on dans l'introduction, en ce qui concerne les objectifs globaux et à long terme dont le Collège devrait poursuivre la réalisation. Les divergences se sont manifestées en ce qui a trait aux modalités et aux délais".

C'est ainsi que M. Martin Hehn, directeur du secteur des lettres et représentant les cadres, a voté contre les demandes de congédiement et, avec M. Jacques Durand, adjoint au coordonnateur de l'éducation permanente et représentant le personnel professionnel, s'est abstenu dans la plupart des recommandations suggérant la décentralisation des pouvoirs au profit des étudiants et des enseignants.

Après avoir constaté dans son diagnostic qu'une "violente distorsion s'est créée entre, d'une part, les déclarations de démocratisation et de participation, et les faits, d'autre part", la commission propose de donner aux étudiants et aux enseignants tous les pouvoirs décisionnels possible et de ne réserver à la direction que les pouvoirs strictement nécessaires.

C'est ainsi qu'on propose que le conseil d'administration tienne deux audiences publiques par année (rec. 67), rende

public son bilan financier chaque année (rec. 93), entérine toutes décisions d'ordre pédagogique de la commission pédagogique (rec. 68), laisse à chaque service le soin d'administrer indépendamment son propre budget (rec. 72) et assurer en son sein une meilleure représentation des étudiants et des enseignants, (rec. 70).

Pour les étudiants ont proposé une augmentation de la possibilité de participation et des pouvoirs décisionnels à tous les niveaux: la récupération progressive et selon un échéancier établi à l'avance, de la gestion des budgets du service aux étudiants, et des divers services offerts par le collège (cafétéria, librairie, etc...) (rec. 8); la participation au comité de sélection et de l'engagement du personnel (rec. 87); des locaux accessibles en tout temps (même en temps de conflit) pour les réunions (rec. 5); la participation sur une base paritaire avec les enseignants aux commissions départementales dotées de pouvoirs décisionnels au plan de la pédagogie et de l'administration du budget (rec. 36-38).

La commission recommande par ailleurs le congédiement du directeur du

Suite à la page 2

■ aujourd'hui

A 11h00, à la salle no 13 de la Cour supérieure (à l'annexe), le juge en chef Alan B. Gold présidera la cérémonie d'assemblage du juge Moe Moscovitch, de la Cour provinciale.

A 11h00, à Fabreville, boul. Dagenais (sortie 10 de l'autoroute), le maire Jacques Têtuera de Laval présidera au lancement d'Habitat-Environnement de B & A Construction.

A 11h00, aux bureaux de la Fédération des travailleurs du Québec, 1290 Saint-Denis (5ème étage), les cinq commissaires québécois de la commission d'enquête des citoyens sur la loi des mesures de guerre et ses conséquences sur les droits de l'homme donneront une conférence de presse.

A 14h00, au 2ème étage de l'édifice de la CSN, 1001 Saint-Denis, conférence de presse à l'occasion du lancement d'une plaquette dessinée sur l'histoire du Québec.

A 15h00, dans le hall d'honneur de l'Université de Montréal, inauguration de l'exposition des publications des universités membres et des membres associés de l'AUFELF... A 16h30, dans l'amphithéâtre M 415, M. Robert Mallet, recteur de l'Académie et chancelier des universités de Paris, prononcera une conférence sur le thème "Langue et langage", à l'occasion de 1er anniversaire de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française.

A 16h00, au siège social de la Commission de contrôle des permis d'alcool du Québec, 800 rue Fullum (5ème étage), assemblée du juge Jacques Trahan comme président de la dite commission, du juge Moe Moscovitch, comme vice-président, et de M. Jean Prud'homme comme secrétaire général par intérim.

De 17h00 à 20h00, les journalistes sont attendus au pavillon de l'Iran pour prendre connaissance des résultats du concours "Coffre au trésor".

A 20h00, le solliciteur général du Québec, M. Roy Fournier, participe à la réunion de la "World Association of Detectives" à l'hôtel Bonaventure.

A 20h00, à 226 st. rue Sainte-Catherine, réunion du front commun pour la défense de la langue française. Tous sont invités à cette réunion, et plus spécialement les organisations et les particuliers en faveur de défendre la langue française.

Un appareil de Québecair se pose sur le ventre

SEPT-ÎLES (PC) — Un pilote de la compagnie Québecair a réussi un exploit en posant son appareil sur le ventre, évitant ainsi grâce à son sang-froid que se produise une tragédie.

Aux commandes de son Fairchild-27, un bimoteur à hélice, M. André Poirier devait décoller de Sept-Îles hier à 11h pour gagner Havre-Saint-Pierre où il devait en principe se poser à 11h40.

En atterrissant, le pilote devait constater que le mauvais état de la piste venait de briser son train et qu'une roue s'était détachée. Donnant alors toute la puissance de ses moteurs M. Poirier parvenait à reprendre de l'altitude et mettait le cap sur Sept-Îles.

L'appareil devait tourner pendant une heure et demie au-dessus de l'aéroport afin de vider ses réservoirs. Ceci fait, le capitaine Poirier posait impeccablement son avion sur le ventre.

Personne, des 37 passagers et des trois membres de l'équipe n'a été blessé. Le pilote a d'ailleurs tenu à rendre hommage à ses passagers qui, à aucun moment pendant l'angoissante attente au-dessus de Sept-Îles, n'ont été pris de panique. Originaire de Montréal, M. Poirier est pilote de Québecair depuis 16 ans.

Faites installer les

GOUTTIÈRES
HO-DO

Galvanisé • Cuivre • Aluminium
Émaillé

ESTIMATION GRATUITE

MONTREAL 322-4160

QUEBEC 872-9244

PRIMEAU MÉTAL INC.

éditorial

Cinq, six...sept : l'humeur est au changement

"Time to change", clamait depuis un mois Peter Lougheed, le chef des progressistes-conservateurs de l'Alberta; et 47 pour cent des Albertains ont exprimé avant-hier leur accord en le portant au pouvoir. Peter Lougheed serait-il un Jean Lesage? Se trouverait-il dans son entourage un René Lévesque pour lui faire commettre des imprudences? Parlera-t-on dans six mois, à Edmonton, d'une révolution tranquille?

C'est improbable. Il est vrai que le Crédit social s'est maintenu au pouvoir en Alberta plus longtemps que l'Union nationale au Québec; mais la s'arrête l'analogie. Ernest Manning n'était pas un Duplessis; et malgré qu'ils aient fidèlement cultivé le folklore du "Bible Belt", et le conservatisme (instinctif et intéressé) des ruraux prospères d'une province en voie d'urbanisation rapide, les politiciens créditistes n'avaient rien d'obscurantiste. Le gaz naturel et le pétrole aidant, les gouvernements qui se sont succédés à Edmonton depuis 1935 ont administré l'Alberta de manière efficace, économe et, tout compte fait, aussi progressiste que maintes administrations nominalement libérales.

Néanmoins, Harry Strom n'aura pu éviter d'être l'Antonio Barrette des créditistes albertains. L'homme n'était pas dépourvu d'envergure; mais une fois disparu Ernest Manning le leader charismatique qui a succédé en 1943 au prophète Aberhart, il était à peu près impossible pour quiconque de renouveler le parti, d'effacer sur lui l'usure du pouvoir, sans passer par les banquettes de l'opposition. Encore une fois, c'est au dauphin vieillissant qu'a échoué la tâche ingrate de mener son parti à la déroute; et il faut prévoir qu'il cédera bientôt son poste à un homme plus jeune, capable d'affronter Peter Lougheed sur son propre terrain: celui de l'image plutôt que de l'idéologie.

La victoire de M. Lougheed est impressionnante. La députation créditiste a fondu de moitié; celle des conservateurs s'est multipliée par huit. Au passage, les libéraux ont été balayés de l'arène provinciale: les trois députés qu'ils avaient fait élire en 1967 ont été exclus de la législature et la proportion de l'électorat qu'ils se sont attachée est passée de onze à un pour cent. Toutefois, les néo-démocrates ont su résister à la vague conservatrice: si leur part de l'électorat est tombée de 16 à 11 pour cent, ils ont pour la première fois fait entrer un des leurs dans le capitol d'Edmonton.

Les résultats du scrutin laissent donc prévoir une certaine "modernisation" de la vie politique albertaine. Cette évolution ne fera qu'entériner les transformations socio-éco-

nomiques observées dans la province depuis quinze ans: accélération de la croissance démographique, relèvement rapide du niveau de vie, expansion phénoménale de l'industrie primaire et des services, concentration de la population dans les deux conurbations d'Edmonton et de Calgary, déclin (relatif) du secteur agricole, et le reste. Désormais, l'accent sera donc mis davantage sur les problèmes urbains. En même temps, M. Lougheed s'est engagé à changer le "style" de l'administration provinciale, afin de se conformer aux attentes d'un électorat plus exigeant et plus averti: dossiers plus ouverts, consultations des intéressés, respect des droits normaux du citoyen, encadrement plus vigilant de l'activité policière. Une déclaration des droits de l'homme donnera du panache à tout cela; tandis que le relèvement des redevances pétrolières promis par le futur premier ministre albertain procurera à son administration sa dose minimale de radicalisme.

Pour le reste, il faudra voir. Car le principal avantage de ce changement de gouvernement sera d'ouvrir les canaux du pouvoir à une nouvelle élite politique, qui en était jusqu'ici exclue soit parce que les "vieux de la vieille" créditistes obstruaient la voie, soit parce qu'il lui répugnait, pour des raisons partielles ou idéologiques, de collaborer avec les disciples d'Aberhart. Il est probable que M. Lougheed injectera du sang frais dans l'administration publique; et le renouvellement de la clientèle du pouvoir provincial devrait inciter le gouvernement à infléchir son action en divers domaines: éducation, agriculture, sécurité sociale.

Ces changements seront-ils novateurs? On devrait être fixé là-dessus d'ici un an; tout comme on saura mieux alors comment et pourquoi le chef des conservateurs entend mettre fin à l'"isolatisme" de l'Alberta sur la scène nationale. Edmonton modifiera-t-elle les positions qu'elle tient depuis toujours dans le concert fédéral-provincial? Prendra-t-elle la réforme constitutionnelle plus au sérieux? Assouplira-t-elle sa méfiance traditionnelle (et souvent son hostilité) à l'endroit du fait français et de la question québécoise? On doit l'espérer sans trop y croire.

Insérée dans une perspective plus longue, la défaite du Crédit social en Alberta semble faire partie d'un cycle politique canadien caractérisé par l'instabilité du pouvoir fédéral, l'affaiblissement des alliances canadiennes qui en est le fondement, l'accentuation des régionalismes et des provincialismes et la résurgence des démocraties provinciales. Ce mouvement historique semble avoir débuté en 1960 par la défaite de l'Union nationale au Québec, ainsi

que par le développement de l'Etat québécois qui s'ensuivit, pour donner corps à la volonté d'affirmation de la collectivité représentée par lui.

Depuis, on constate une nette accélération des changements de gouvernements à l'échelon provincial, et cela au Québec comme dans le reste du pays. Les journaux rappelaient hier qu'en deux ans, les citoyens de six provinces se sont donné de nouveaux gouvernements: le Manitoba, le Québec, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Ecosse, la Saskatchewan et avant-hier l'Alberta. Mais il faut dire que tout au long de la décennie soixante, plusieurs des régimes politiques issus de la dépression ou de l'après-guerre avaient été renversés. Et le mouvement pourrait se prolonger: les libéraux de Joey Smallwood sont en difficulté dans leur fief de Terre-Neuve, tandis que les Conservateurs de William Davis devront patiner très vite pour se maintenir au pouvoir en Ontario. Seul Wacky Bennett, dans sa très britannique Colombie, semble à l'abri du mouvement; mais dans trois ans, peut-être...

D'ici là, l'ensemble des électeurs du pays devront subir des élections fédérales; et la victoire des progressistes-conservateurs en Alberta risque de nuire significativement aux Libéraux de Pierre Elliott-Trudeau. Dans les trois provinces de l'ouest, en effet, les citoyens ont élu récemment des gouvernements formés par les branches provinciales des deux partis d'opposition à Ottawa: Néo-démocrates au Saskatchewan et au Manitoba, Conservateurs en Alberta. Un examen des résultats du scrutin de 1968 indique en effet qu'un faible déplacement du vote populaire pourrait facilement faire disparaître les faibles majorités obtenues par les Libéraux dans cette région.

Pour peu que les partis d'opposition puissent transposer à l'échelon fédéral leurs succès provinciaux, le nombre de députés gouvernementaux des Prairies pourrait facilement passer de onze à quatre. On dira que le parti gouvernemental n'a pas grand chose à perdre dans cette région; mais sept députés, c'est le tiers de sa majorité absolue. Et est-il exclu que les Libéraux perdent une dizaine de députés sur les 80 qu'ils ont fait élire il y a trois ans et demie en Ontario et en Colombie-Britannique? Il suffirait alors que les Québécois retirent leurs mandats à six ou sept bons libéraux pour que M. Trudeau soit privé de sa majorité.

Avais-je fait de blocs... et à ceux que l'apparente invulnérabilité de l'actuel premier ministre incite à se cantonner dans un abstentionnisme stérile.

Claude LEMELIN

la presse



Psitt... quelles sont les dernières nouvelles?

lettres au DEVOIR

Une façon d'exploiter les étudiants

Je suis étudiant en droit, à l'université de Montréal, depuis bien trois ans. Or, comme je viens de l'extérieur et qu'il me faut bien demeurer dans le secteur de Côte-des-Neiges (à moins d'accepter de passer quotidiennement de longues heures dans l'autobus), je dois donc recommencer à chaque année, comme des centaines d'étudiants dans mon cas, "la quête aux appartements". Oui, "quête" est bien le mot qui convient à l'effort que l'on fait pour trouver un appartement convenable, dans le secteur de Côte-des-Neiges, et à prix raisonnable. Sur ce, je m'explique.

Étant bientôt à l'approche d'une nouvelle année universitaire, moi et mes deux amis avons récemment entrepris de nous trouver un logement, dans le secteur de Côte-des-Neiges. À notre avis, il était raisonnable pour nous d'espérer trouver un appartement meublé, assez propre, d'environ quatre ou cinq pièces et demi, à un prix convenable d'environ \$150 ou \$160, par mois. C'était pour nous un "minimum de convenance", si nous voulions être logés avec une certaine aisance, et à la mesure de nos moyens financiers limités en tant qu'étudiants.

À notre grand désarroi (quoique nous connaissions déjà la situation déplorable du logement à Côte-des-Neiges, depuis déjà deux ans), nous nous sommes aperçus "que le minimum de convenance" que nous recherchions pour notre futur logement, semblait bien un rêve irréalisable.

En effet, sachant fort bien la forte demande de logements qu'effectuent annuellement les étudiants, en ce dit secteur de Côte-des-Neiges, les propriétaires ont décidé depuis longtemps, d'hausser exagérément leurs prix de location. C'est leur façon à eux d'exploiter honteusement une classe dévalorisée (du moins en ce qui concerne les logements), soit celle des étudiants. Car, de toute façon, ils sont certains de louer, l'étudiant infortuné n'ayant pas d'autre alternative.

Ainsi, nous nous sommes vite aperçus qu'il nous serait impossible de louer l'appartement au prix espéré. À ce prix (\$150, à \$160, par mois), pauvres étudiants, nous ne pouvons apparemment trouver que des appartements "genre taudis", comme il en existe notamment plusieurs sur la rue Edouard-Montpetit, château-fort des exploités d'étudiants, puisque l'université est tout près.

Bien souvent, une saleté effrayante règne dans ces dits appartements

"genre taudis", quand ce n'est pas la vermine qui se camoufle dans les recoins. Les meubles y sont tellement détrempés, qu'ils en sont repoussants. Le poêle (souvent au gaz, menaçant toujours de faire PAFF!) et le réfrigérateur ne sont guère plus attirants. Bref, de tels appartements sont loin d'offrir une ambiance où il fait bon vivre. Et dire que leurs propriétaires osent tout de même les louer à des coûts prohibitifs (soit de \$150 à \$170, par mois, pour un 4½ meublé, quand ce n'est pas plus). "Vous êtes à côté de l'université", nous répondent-ils, espérant ainsi se justifier.

D'ailleurs, selon eux, il en coûte très cher pour bien entretenir l'état de leurs appartements. Ce doit être la raison pour laquelle tant de ceux-ci (habituellement assez riches) ont décidé de ne plus les entretenir du tout, ou si peu, comme par exemple, une rapide couche de peinture pour bien cacher la saleté. Quant au bien-être des locataires, on s'en fout, pourvu que les appartements rapportent beaucoup d'argent. "Beaucoup, beaucoup d'argent. Peu de frais d'entretien", tel semble être leur leitmotiv. Car, de toute façon, ils sont assurés de louer.

Que faire, face à une telle situation? Pour notre part, comme nous

n'avions pas les moyens de louer un appartement luxueux de \$200.00 et plus par mois, désemparés, nous avons dû finalement louer un des futurs taudis sur la fameuse rue Barclay. Au moins, à médiocrité égale, ils sont beaucoup moins chers que ceux de la rue Edouard-Montpetit, soit environ de vingt à quarante dollars de moins par mois.

Aussi, lorsque nous emménagerons bientôt, en septembre, nous irons grossir la masse des contestataires de la rue Barclay. Ce n'est pas que nous aimons particulièrement contester, mais ce semble le seul moyen qui s'offre aux dépourvus, pour faire bouger les autorités. Qu'attendent-elles ces dites autorités pour s'attaquer résolument au problème du logement à Montréal? Particulièrement en ce qui concerne les étudiants, ne pourrait-on pas leur emménager un quartier de logements à prix modiques, près de l'université? Il me semble que ce n'est pas s'occuper comme solution; les autorités de l'université de Montréal ayant d'ailleurs déjà profondément étudié la question, avec le Projet Urquhart. Dormira-t-il indéfiniment dans les tablettes, comme tant d'autres projets?

Germain TREMBLAY
Montréal, le 28 août 1971

This new Army-Business tie up

L'importance croissante des contrats gouvernementaux accordés à l'industrie privée et plus particulièrement l'escalade vertigineuse des dépenses militaires ont depuis longtemps officialisé les liens jadis occultes qui unissent les forces armées et certains secteurs de l'industrie privée. Arrivés à l'âge de la retraite de nombreux officiers supérieurs poursuivent au sein de conseils d'administration une seconde carrière.

Une petite annonce du très digne TIMES de Londres amorce cette fois un mouvement opposé. Elle invite les moins de 25 ans (sic) à un stage de trois ans dans les forces armées de Sa Majesté en qualité de Short Service Army Officer, stage au terme duquel elle promet aux candidats recommandés par leur "Commanding Officer" une carrière brillante dans l'une des 140 entreprises britanniques qui — "impressed by the results of an Army training" —

ont accepté de participer à ce projet.

Approche astucieuse dont l'ambiguïté est inquiétante. Quelle sera l'attitude au sein des entreprises désignées de ces officiers de trois ans catapultés vers les postes de direction? Il faut penser, et souhaiter, que l'ordre, le respect, l'aveugle et automatique des supérieurs hiérarchiques, vertus toutes militaires, seront favorisés et préconisés par les nouveaux élus.

Certains souhaiteront peut-être voir apparaître au Canada une formule semblable, solution insérée au problème des diplômés de nos universités à la recherche d'un emploi. Trois ans de formation militaire et nos dangereux étudiants et intellectuels transformés, aspiés, redeviendront miraculeusement des éléments de choix courtisés et recherchés.

Christiane BACAVE

Athènes, le 20 août 1971.

Comme la Terre tourne autour du Soleil

M. Murray Ballantyne ne veut pas parler le français (ou l'anglais) de l'homme de la rue. C'est son droit et c'est même normal pour un homme qui n'est pas de ce milieu. De là à dire que la langue de l'homme de la rue est corrompue par l'ignorance et la paresse, qu'elle est pauvre et inexacte, alors que la langue de l'homme cultivé, la sienne, est plus riche et valable, qu'elle sert d'exemple à l'homme de la rue, c'est non seulement prétentieux, mais ça n'a aucun fondement linguistique.

À ce sujet, Joseph Vendryes est catégorique: "Il y a beaucoup d'hommes qui parlent français; il n'y a personne qui parle le français et qui puisse servir de règle et d'exemple aux autres. Ce que nous appelons le français n'existe pas dans la langue parlée d'aucun être humain. Aussi est-il oiseux de demander où se parle le meilleur français. Le meilleur français est une "idée", une "fiction". (Le Langage, Joseph Vendryes, La Renaissance du Livre, Paris, 1921).

Cela vaut pour les divers niveaux de québécois que M. Jacques Poisson classe en langue saine, le français, langue légitime, le jocular, et langue illégitime, le sabir calqué sur l'anglo-américain.

Or, il ne s'agit pas de privilégier ici le québécois ou le jocular par rapport au français, il s'agit de constater l'évolution de la langue française au Québec qui devient une langue distincte du français de France. Galilée n'a pas

préconisé que la Terre tourne autour du soleil; il a constaté le fait et il a voulu démentir ses contemporains. Les québécois, selon l'expression de M. Poisson, constatent un fait: la naissance du québécois, et ils demandent à leurs compatriotes de se montrer fiers de leur nouvelle langue à eux tout seuls comme Villon, Rabelais et Montaigne ont accueilli leur français à eux tout seuls qui remplaçaient le vieux latin de tout le monde.

Sapir décrit merveilleusement la période que nous traversons. J'ai souligné quelques mots afin de mettre en relief le fait que notre volonté consciente qu'elle soit pour ou contre cette évolution, est à peu près impuissante à changer ce cours naturel des choses. "L'évolution d'une langue est constituée par une sélection "inconsciente" de variations individuelles, qui tendent toutes vers un certain point, sélection faite "involontairement" par ceux qui parlent la langue. La direction prise par l'évolution peut s'infl-

rer, en général, de l'histoire passée de la langue. A la longue, toute nouvelle caractéristique de l'évolution devient partie intégrante du parler normal et est admise, mais pendant longtemps elle peut exister comme une simple tendance dans le parler d'une minorité, peut-être même d'une minorité méprisée. Nous sentons parfois où le courant évolutif nous conduit, "même si nous nous débattons contre lui". C'est bien entendu au parler "impulsif" du peuple que nous devons avoir recours pour trouver les données d'un mouvement linguistique général". (Le Langage, Edmond Sapir, Payot, Paris, 1967).

Nous n'avons guère à décider quant à l'avenir de notre langue, sauf d'admettre une réalité et d'en tirer le meilleur parti possible. Pas plus que nous avons à décider si oui ou non la Terre tournera autour du Soleil.

Louis LANDRY
Repentigny, le 27 août 1971.

bloc-notes

Un nouveau racket de la protection

Les consommateurs sont généralement si amorphes et prévisibles qu'une courbe serinée et paisible décrit leur influence dans les manuels d'économie. Traditionnellement, ils se bornent à remplir la fonction pour laquelle ils sont créés: ils consomment et se taisent.

Quand ils s'avisent de bouger et entreprennent d'exiger une publicité plus discrète ou des emballages plus rationnels, l'effort mérite donc au moins qu'on dresse une croix en son honneur. M. William Tetley, lui, en demande davantage. Les consommateurs s'améliorent? C'est vrai, mais ils pourraient faire mieux. La solution du ministre consiste à protéger davantage les consommateurs, à les fournir, en somme, un conseil de protection du consommateur. Mais ne nous trompons pas, il ne s'agit pas d'un de ces inutiles organismes qui perd son temps à chercher les difficultés des consommateurs et à les faire régler à coups de nouvelles lois et de contrôles additionnels. Non. De tels conseils invitent les consommateurs à se relâcher et même à considérer le gouvernement comme un partenaire ou un allié.

M. Tetley ne permettra pas cela. Pour garder les consommateurs sur le qui-vive, il va plutôt leur fournir un conseil farci de commerçants, de vendeurs, voire de prêteurs. Pour ne pas décourager complètement les consommateurs, qui, après tout, en sont encore aux balbutiements, il fera à contre-cœur certaines concessions et il incorporera à ce conseil — sans doute de façon temporaire — des éléments moins sûrs et même des représentants de mouvements coopératifs. Avec un tel conseil, les consommateurs seront obligés de fournir de meilleurs efforts que s'ils étaient tout simplement assistés de personnes déjà gagnées à leur cause.

La rigolade

Dans les propos de M. Tetley, on détecte donc une bonne dose d'illu-

sion. Ou notre ministre des institutions financières, compagnies et coopératives ne s'est pas aperçu des changements qui se produisent chez les consommateurs, ou il ne veut pas les voir. Il donne aux consommateurs non pas un conseil chargé de leur venir en aide, mais plutôt un organisme apte à scruter les relations entre les consommateurs et les commerçants. Dès lors, le conseil usurpe son nom, car il constitue un carrefour de points de vue et non pas un organisme chargé spécifiquement de la protection du consommateur. Au mieux, ce conseil permettra à de rares représentants des consommateurs de bénéficier en direct et en petit comité des explications que daigneront leur donner de très présentables représentants du monde de la production, de la vente et du financement. Ce sera poli, gentil, d'une fermeté empreinte de cordialité et d'une cordialité n'excluant pas la fermeté, mais ce sera surtout terriblement frustrant.

Qu'il existe un comité mixte pour permettre aux consommateurs et aux commerçants de ventiler leurs problèmes communs, personne ne s'y oppose. Mais qu'on ne maquille en comité de protection du consommateur un groupe au moins bigarré. Le Conseil du patronat existe et défend valablement les intérêts de ses commettants et on aurait compris, même dans les milieux les plus conservateurs, que le gouvernement prête l'oreille à un comité dévoué en exclusivité aux intérêts des consommateurs.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que la rigolade déferle quand il est question des consommateurs. Le gouvernement québécois s'est pourfendu d'émouvantes déclarations quand il a accouché d'un minable brouillon d'office de protection du consommateur. Aujourd'hui, il fait pire encore. L'office ne protégeait rien, car il ne comprenait en tout et pour tout que deux solitaires fort difficiles à localiser dans les bureaux pourtant peu nombreux du ministère de M. Tetley. Le conseil, d'extraction récente, pousse plus loin encore l'équivoque: il permet au gouvernement de se flatter la bedaine de contentement tout en gardant les commerçants dans leur heureuse quiétude. Qui dit mieux?

M. Tetley, qui a un certain sens de l'anticipation, se doute bien qu'on

va se bidonner d'un trottoir à l'autre en regardant la composition de son conseil. Il va au-devant des coups et fournit d'avance la liste des organismes et associations consultés pour établir la composition du conseil. Il néglige de nous dire, ce qui n'est pas conforme aux meilleurs intérêts des consommateurs, qu'il n'a guère retenu les suggestions émanant de certains groupes. Il déguise ainsi des grenouilles en cigognes et ne doit pas s'étonner que l'on prenne désormais avec un substantiel scepticisme ses promesses d'appui aux consommateurs.

Laurent LAPLANTE

L'appel du clergé de Mont-Laurier

L'évêque et le clergé de Mont-Laurier ont adressé mercredi dernier au premier ministre du Québec une lettre dans laquelle ils pressent M. Robert Bourassa de remplir la promesse qu'il a faite de tenir ouvertes les usines du Lac-des-Iles aussi longtemps que la Sogefo n'aura pas trouvé d'acquéreur. Lundi, Mgr André Ouellette a déclaré qu'il n'avait pas encore reçu de réponse. Il en recevra une bientôt, si ce n'est déjà fait. Là n'est plus la question. Même si par miracle M. Bourassa pouvait empêcher la disparition de ces emplois, en effet, la tragédie des mises à pied qui continuent à travers la province n'aurait rien perdu de son ampleur et de sa gravité.

Aussi, à l'occasion de cette intervention, faut-il poser une question plus fondamentale. Jusqu'à maintenant, dans le Bas-du-Fleuve ou à Mont-Laurier, par exemple, le clergé a prêté sa voix aux défaits. A des revendications populaires parfois violentes, il a donné une caution qui a empêché le pouvoir de brandir l'épouvantail facile de l'agitation "révolutionnaire". Mais, au milieu de la crise générale de l'emploi, qui frappe les travailleurs des villes et des campagnes, l'Eglise institutionnelle peut-elle en rester là?

Elle est loin, à ce jour, d'avoir jeté dans la bataille le poids de ses effectifs et de ses ressources ma-

Jean-Claude LECLERC

LE DEVOIR

Fondé par Henri Bourassa le 10 janvier 1910.
Directeur et rédacteur en chef: Claude Ryan.
Rédacteur en chef adjoint: Michel Roy.
Directeur de l'information: Jean-François.
Trésorier: Bernard Lavoie.

LE DEVOIR est publié par l'Imprimerie Populaire, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé au numéro 434, rue Notre-Dame, Montréal 127. Il est composé et imprimé par l'Imprimerie Desautels, 1000, rue de l'Église, Montréal 127. Les abonnements sont reçus par la poste. Les avis de cession de l'abonnement doivent être adressés à l'éditeur. Les avis de cession de l'abonnement doivent être adressés à l'éditeur. Les avis de cession de l'abonnement doivent être adressés à l'éditeur.

Message des évêques

Comment éviter l'escalade de la violence au Canada?

Voici le texte intégral du message sur "la violence et les chrétiens", émis à l'occasion de la Fête du travail, par l'Office épiscopal de l'action sociale de la Conférence catholique canadienne. Daté de la Fête du travail, il doit avoir lieu lundi prochain, le message a été préparé par MM. SS. Georges-Léon Pelletier, Henri Légaré, omi, Austin Burke, Paul J. O'Byrne, Joseph N. MacNeil, et Norman Gallagher.

Les Canadiens s'interrogent de plus en plus sur les manifestations de violence qui ont cours dans le monde, et particulièrement dans notre pays. Nous aussi, nous nous interrogeons, et nous invitons tous les chrétiens et toutes les personnes de bonne volonté à chercher avec nous les critères de notre commune responsabilité face à ce problème.

Des opinions exprimées

Déjà, une consultation en vue du présent message nous a permis d'entendre des voix nombreuses et diversifiées. Les individus et les groupes de personnes qui se sont alors exprimés appellent "violence":

- les inégalités dans la répartition des biens fondamentaux qui provoquent des brisures au sein de la société — parfois même au sein de la famille — et qui, de concitoyens ou de frères, font des ennemis;
- les discriminations ethniques;
- les règlements de compte dans le sang;
- le viol et la manipulation des esprits;
- la difficulté qu'ont les gens de s'adapter à leur milieu, et qu'ont d'autres groupes privilégiés — des pouvoirs économiques, politiques, professionnels et syndicaux — d'élever sans cesse leur niveau de vie;
- le gaspillage des uns en face de l'affaiblissement des autres;
- les subventions qui s'attribuent avant d'atteindre leurs destinataires;
- les délais injustifiés dans l'application des mesures exigées pour le bien de la société;
- les contestations où les droits des personnes sont niés par le fanatisme et le crime;
- l'égoïsme collectif des groupes de pression;
- l'embourgeoisement des mentalités et le désengagement en face des problèmes et des projets de communautés.

Nous partageons les souffrances engendrées par tous ces maux, quelles que soient les formes employées pour les exprimer au cours de la consultation. Nous sommes aussi sensibles à ce réveil devant les injustices, à un nouveau sens de la solidarité, à cette soif de la promotion humaine.

Aux problèmes de violence, qui pourrait prétendre apporter la "bonne réponse"? Il nous semble plus réaliste d'admettre que, pour y répondre, nous devons ensemble apprendre progressivement la signification profonde des enjeux humains.

La violence est là, présente. Nous n'avons pas le choix entre l'ignorer ce phénomène ou le reconnaître. Comme citoyens, comme chrétiens, quel que soit notre rôle dans la société, nous nous devons tous.

Dans une société où nous sommes de plus en plus dépendants les uns des autres, quel système de valeurs, renouvelé et adapté aux conditions et aux mentalités contemporaines, devrait inspirer l'éducation à la liberté et le sens des responsabilités?

Un engagement lucide suppose une réflexion honnête. Pour ce qui nous concerne immédiatement, nous proposons aux conseils de pastorale, aux mouvements sociaux et apostoliques, à tous les chrétiens — et en raison de leur responsabilité pastorale, aux conseils presbytéraux — de poursuivre leur recherche au cours de la présente année et de trouver dans leurs milieux respectifs des formes d'engagement authentique.

Nous-mêmes, nous les assurons de la disponibilité de nos offices nationaux de vie sociale. Nous souhaitons que, dans les diocèses, les organismes ou des services analogues soient mis à la disposition de cette recherche.

Nous insistons! Aux communautés chrétiennes et à tous les citoyens du Canada revient la responsabilité d'accroître le nombre et la qualité de leurs engagements sociaux et politiques. Il est plus urgent, plus chrétien, plus humain de lutter contre les causes profondes de violence que de se limiter à déplorer ou à condamner!

Les exigences de la civilisation nouvelle que nous voulons nous donner nous engageant dans cette voie. Ce sera un cheminement long et ardu, soutenu par notre confiance en l'homme et par l'Espérance qui nous a été révélée.

Le recours à des moyens violents ne peut être, pour le chrétien, qu'un geste radicalement ambigu. Comment, dans son engagement, le chrétien refuserait-il de se laisser interpeller par Jésus-Christ affirmant que "les armes" de son Royaume ne sont pas celles dont s'étaient munis ceux qui le violentaient?

Et pour ne pas se laisser asservir par la violence, il doit être capable d'évaluer, à la lumière de l'Évangile, son action et les buts qu'il poursuit. L'esprit du Sermón sur la Montagne et l'amour inconditionnel de tous les hommes doivent inspirer toutes les formes de l'engagement du chrétien.

Le recours à des moyens violents ne peut être, pour le chrétien, qu'un geste radicalement ambigu. Comment, dans son engagement, le chrétien refuserait-il de se laisser interpeller par Jésus-Christ affirmant que "les armes" de son Royaume ne sont pas celles dont s'étaient munis ceux qui le violentaient?

Et pour ne pas se laisser asservir par la violence, il doit être capable d'évaluer, à la lumière de l'Évangile, son action et les buts qu'il poursuit. L'esprit du Sermón sur la Montagne et l'amour inconditionnel de tous les hommes doivent inspirer toutes les formes de l'engagement du chrétien.

Le recours à des moyens violents ne peut être, pour le chrétien, qu'un geste radicalement ambigu. Comment, dans son engagement, le chrétien refuserait-il de se laisser interpeller par Jésus-Christ affirmant que "les armes" de son Royaume ne sont pas celles dont s'étaient munis ceux qui le violentaient?

Et pour ne pas se laisser asservir par la violence, il doit être capable d'évaluer, à la lumière de l'Évangile, son action et les buts qu'il poursuit. L'esprit du Sermón sur la Montagne et l'amour inconditionnel de tous les hommes doivent inspirer toutes les formes de l'engagement du chrétien.

ciété, nous nous devons tous, selon notre compétence propre, de nous mettre à la recherche, de réviser nos attitudes personnelles ou collectives face à la violence.

Dans une société où nous sommes de plus en plus dépendants les uns des autres, quel système de valeurs, renouvelé et adapté aux conditions et aux mentalités contemporaines, devrait inspirer l'éducation à la liberté et le sens des responsabilités?

Un engagement lucide suppose une réflexion honnête. Pour ce qui nous concerne immédiatement, nous proposons aux conseils de pastorale, aux mouvements sociaux et apostoliques, à tous les chrétiens — et en raison de leur responsabilité pastorale, aux conseils presbytéraux — de poursuivre leur recherche au cours de la présente année et de trouver dans leurs milieux respectifs des formes d'engagement authentique.

Nous-mêmes, nous les assurons de la disponibilité de nos offices nationaux de vie sociale. Nous souhaitons que, dans les diocèses, les organismes ou des services analogues soient mis à la disposition de cette recherche.

Nous insistons! Aux communautés chrétiennes et à tous les citoyens du Canada revient la responsabilité d'accroître le nombre et la qualité de leurs engagements sociaux et politiques. Il est plus urgent, plus chrétien, plus humain de lutter contre les causes profondes de violence que de se limiter à déplorer ou à condamner!

Les exigences de la civilisation nouvelle que nous voulons nous donner nous engageant dans cette voie. Ce sera un cheminement long et ardu, soutenu par notre confiance en l'homme et par l'Espérance qui nous a été révélée.

Le recours à des moyens violents ne peut être, pour le chrétien, qu'un geste radicalement ambigu. Comment, dans son engagement, le chrétien refuserait-il de se laisser interpeller par Jésus-Christ affirmant que "les armes" de son Royaume ne sont pas celles dont s'étaient munis ceux qui le violentaient?

Et pour ne pas se laisser asservir par la violence, il doit être capable d'évaluer, à la lumière de l'Évangile, son action et les buts qu'il poursuit. L'esprit du Sermón sur la Montagne et l'amour inconditionnel de tous les hommes doivent inspirer toutes les formes de l'engagement du chrétien.

Le recours à des moyens violents ne peut être, pour le chrétien, qu'un geste radicalement ambigu. Comment, dans son engagement, le chrétien refuserait-il de se laisser interpeller par Jésus-Christ affirmant que "les armes" de son Royaume ne sont pas celles dont s'étaient munis ceux qui le violentaient?

Et pour ne pas se laisser asservir par la violence, il doit être capable d'évaluer, à la lumière de l'Évangile, son action et les buts qu'il poursuit. L'esprit du Sermón sur la Montagne et l'amour inconditionnel de tous les hommes doivent inspirer toutes les formes de l'engagement du chrétien.

Le recours à des moyens violents ne peut être, pour le chrétien, qu'un geste radicalement ambigu. Comment, dans son engagement, le chrétien refuserait-il de se laisser interpeller par Jésus-Christ affirmant que "les armes" de son Royaume ne sont pas celles dont s'étaient munis ceux qui le violentaient?

Et pour ne pas se laisser asservir par la violence, il doit être capable d'évaluer, à la lumière de l'Évangile, son action et les buts qu'il poursuit. L'esprit du Sermón sur la Montagne et l'amour inconditionnel de tous les hommes doivent inspirer toutes les formes de l'engagement du chrétien.

Le recours à des moyens violents ne peut être, pour le chrétien, qu'un geste radicalement ambigu. Comment, dans son engagement, le chrétien refuserait-il de se laisser interpeller par Jésus-Christ affirmant que "les armes" de son Royaume ne sont pas celles dont s'étaient munis ceux qui le violentaient?

Et pour ne pas se laisser asservir par la violence, il doit être capable d'évaluer, à la lumière de l'Évangile, son action et les buts qu'il poursuit. L'esprit du Sermón sur la Montagne et l'amour inconditionnel de tous les hommes doivent inspirer toutes les formes de l'engagement du chrétien.

Le recours à des moyens violents ne peut être, pour le chrétien, qu'un geste radicalement ambigu. Comment, dans son engagement, le chrétien refuserait-il de se laisser interpeller par Jésus-Christ affirmant que "les armes" de son Royaume ne sont pas celles dont s'étaient munis ceux qui le violentaient?

Et pour ne pas se laisser asservir par la violence, il doit être capable d'évaluer, à la lumière de l'Évangile, son action et les buts qu'il poursuit. L'esprit du Sermón sur la Montagne et l'amour inconditionnel de tous les hommes doivent inspirer toutes les formes de l'engagement du chrétien.

Le recours à des moyens violents ne peut être, pour le chrétien, qu'un geste radicalement ambigu. Comment, dans son engagement, le chrétien refuserait-il de se laisser interpeller par Jésus-Christ affirmant que "les armes" de son Royaume ne sont pas celles dont s'étaient munis ceux qui le violentaient?

Et pour ne pas se laisser asservir par la violence, il doit être capable d'évaluer, à la lumière de l'Évangile, son action et les buts qu'il poursuit. L'esprit du Sermón sur la Montagne et l'amour inconditionnel de tous les hommes doivent inspirer toutes les formes de l'engagement du chrétien.

Le recours à des moyens violents ne peut être, pour le chrétien, qu'un geste radicalement ambigu. Comment, dans son engagement, le chrétien refuserait-il de se laisser interpeller par Jésus-Christ affirmant que "les armes" de son Royaume ne sont pas celles dont s'étaient munis ceux qui le violentaient?

Et pour ne pas se laisser asservir par la violence, il doit être capable d'évaluer, à la lumière de l'Évangile, son action et les buts qu'il poursuit. L'esprit du Sermón sur la Montagne et l'amour inconditionnel de tous les hommes doivent inspirer toutes les formes de l'engagement du chrétien.

Le recours à des moyens violents ne peut être, pour le chrétien, qu'un geste radicalement ambigu. Comment, dans son engagement, le chrétien refuserait-il de se laisser interpeller par Jésus-Christ affirmant que "les armes" de son Royaume ne sont pas celles dont s'étaient munis ceux qui le violentaient?

Et pour ne pas se laisser asservir par la violence, il doit être capable d'évaluer, à la lumière de l'Évangile, son action et les buts qu'il poursuit. L'esprit du Sermón sur la Montagne et l'amour inconditionnel de tous les hommes doivent inspirer toutes les formes de l'engagement du chrétien.

Le recours à des moyens violents ne peut être, pour le chrétien, qu'un geste radicalement ambigu. Comment, dans son engagement, le chrétien refuserait-il de se laisser interpeller par Jésus-Christ affirmant que "les armes" de son Royaume ne sont pas celles dont s'étaient munis ceux qui le violentaient?

Les exigences de la foi chrétienne, si nous le voulons, peuvent s'harmoniser avec les meilleures valeurs de la démocratie, et assurer la concertation des efforts en vue de la libération de tout l'homme et de tous les hommes. (6)

Les chrétiens de chaque communauté locale ont la responsabilité de traduire en actes les appels d'engagement contenus dans le présent message et dans ceux qui ont été consacrés aux "Nouveaux pouvoirs" et à la "Libération". Cet engagement se manifestera en particulier par la collaboration à l'animation sociale, à l'organisation des mouvements populaires et professionnels, par la participation à la vie politique, par un partage plus équitable des biens inhérents à la dignité humaine en faveur des pays en voie de développement.

Un engagement lucide suppose une réflexion honnête. Pour ce qui nous concerne immédiatement, nous proposons aux conseils de pastorale, aux mouvements sociaux et apostoliques, à tous les chrétiens — et en raison de leur responsabilité pastorale, aux conseils presbytéraux — de poursuivre leur recherche au cours de la présente année et de trouver dans leurs milieux respectifs des formes d'engagement authentique.

Nous-mêmes, nous les assurons de la disponibilité de nos offices nationaux de vie sociale. Nous souhaitons que, dans les diocèses, les organismes ou des services analogues soient mis à la disposition de cette recherche.

Nous insistons! Aux communautés chrétiennes et à tous les citoyens du Canada revient la responsabilité d'accroître le nombre et la qualité de leurs engagements sociaux et politiques. Il est plus urgent, plus chrétien, plus humain de lutter contre les causes profondes de violence que de se limiter à déplorer ou à condamner!

Les exigences de la civilisation nouvelle que nous voulons nous donner nous engageant dans cette voie. Ce sera un cheminement long et ardu, soutenu par notre confiance en l'homme et par l'Espérance qui nous a été révélée.

Le recours à des moyens violents ne peut être, pour le chrétien, qu'un geste radicalement ambigu. Comment, dans son engagement, le chrétien refuserait-il de se laisser interpeller par Jésus-Christ affirmant que "les armes" de son Royaume ne sont pas celles dont s'étaient munis ceux qui le violentaient?

Et pour ne pas se laisser asservir par la violence, il doit être capable d'évaluer, à la lumière de l'Évangile, son action et les buts qu'il poursuit. L'esprit du Sermón sur la Montagne et l'amour inconditionnel de tous les hommes doivent inspirer toutes les formes de l'engagement du chrétien.

Le recours à des moyens violents ne peut être, pour le chrétien, qu'un geste radicalement ambigu. Comment, dans son engagement, le chrétien refuserait-il de se laisser interpeller par Jésus-Christ affirmant que "les armes" de son Royaume ne sont pas celles dont s'étaient munis ceux qui le violentaient?

Et pour ne pas se laisser asservir par la violence, il doit être capable d'évaluer, à la lumière de l'Évangile, son action et les buts qu'il poursuit. L'esprit du Sermón sur la Montagne et l'amour inconditionnel de tous les hommes doivent inspirer toutes les formes de l'engagement du chrétien.

Le recours à des moyens violents ne peut être, pour le chrétien, qu'un geste radicalement ambigu. Comment, dans son engagement, le chrétien refuserait-il de se laisser interpeller par Jésus-Christ affirmant que "les armes" de son Royaume ne sont pas celles dont s'étaient munis ceux qui le violentaient?

Et pour ne pas se laisser asservir par la violence, il doit être capable d'évaluer, à la lumière de l'Évangile, son action et les buts qu'il poursuit. L'esprit du Sermón sur la Montagne et l'amour inconditionnel de tous les hommes doivent inspirer toutes les formes de l'engagement du chrétien.

Le recours à des moyens violents ne peut être, pour le chrétien, qu'un geste radicalement ambigu. Comment, dans son engagement, le chrétien refuserait-il de se laisser interpeller par Jésus-Christ affirmant que "les armes" de son Royaume ne sont pas celles dont s'étaient munis ceux qui le violentaient?

Et pour ne pas se laisser asservir par la violence, il doit être capable d'évaluer, à la lumière de l'Évangile, son action et les buts qu'il poursuit. L'esprit du Sermón sur la Montagne et l'amour inconditionnel de tous les hommes doivent inspirer toutes les formes de l'engagement du chrétien.

Le recours à des moyens violents ne peut être, pour le chrétien, qu'un geste radicalement ambigu. Comment, dans son engagement, le chrétien refuserait-il de se laisser interpeller par Jésus-Christ affirmant que "les armes" de son Royaume ne sont pas celles dont s'étaient munis ceux qui le violentaient?

Et pour ne pas se laisser asservir par la violence, il doit être capable d'évaluer, à la lumière de l'Évangile, son action et les buts qu'il poursuit. L'esprit du Sermón sur la Montagne et l'amour inconditionnel de tous les hommes doivent inspirer toutes les formes de l'engagement du chrétien.

Le recours à des moyens violents ne peut être, pour le chrétien, qu'un geste radicalement ambigu. Comment, dans son engagement, le chrétien refuserait-il de se laisser interpeller par Jésus-Christ affirmant que "les armes" de son Royaume ne sont pas celles dont s'étaient munis ceux qui le violentaient?

Et pour ne pas se laisser asservir par la violence, il doit être capable d'évaluer, à la lumière de l'Évangile, son action et les buts qu'il poursuit. L'esprit du Sermón sur la Montagne et l'amour inconditionnel de tous les hommes doivent inspirer toutes les formes de l'engagement du chrétien.

Le recours à des moyens violents ne peut être, pour le chrétien, qu'un geste radicalement ambigu. Comment, dans son engagement, le chrétien refuserait-il de se laisser interpeller par Jésus-Christ affirmant que "les armes" de son Royaume ne sont pas celles dont s'étaient munis ceux qui le violentaient?

Et pour ne pas se laisser asservir par la violence, il doit être capable d'évaluer, à la lumière de l'Évangile, son action et les buts qu'il poursuit. L'esprit du Sermón sur la Montagne et l'amour inconditionnel de tous les hommes doivent inspirer toutes les formes de l'engagement du chrétien.

Le recours à des moyens violents ne peut être, pour le chrétien, qu'un geste radicalement ambigu. Comment, dans son engagement, le chrétien refuserait-il de se laisser interpeller par Jésus-Christ affirmant que "les armes" de son Royaume ne sont pas celles dont s'étaient munis ceux qui le violentaient?

Et pour ne pas se laisser asservir par la violence, il doit être capable d'évaluer, à la lumière de l'Évangile, son action et les buts qu'il poursuit. L'esprit du Sermón sur la Montagne et l'amour inconditionnel de tous les hommes doivent inspirer toutes les formes de l'engagement du chrétien.

Le recours à des moyens violents ne peut être, pour le chrétien, qu'un geste radicalement ambigu. Comment, dans son engagement, le chrétien refuserait-il de se laisser interpeller par Jésus-Christ affirmant que "les armes" de son Royaume ne sont pas celles dont s'étaient munis ceux qui le violentaient?

Et pour ne pas se laisser asservir par la violence, il doit être capable d'évaluer, à la lumière de l'Évangile, son action et les buts qu'il poursuit. L'esprit du Sermón sur la Montagne et l'amour inconditionnel de tous les hommes doivent inspirer toutes les formes de l'engagement du chrétien.

Le recours à des moyens violents ne peut être, pour le chrétien, qu'un geste radicalement ambigu. Comment, dans son engagement, le chrétien refuserait-il de se laisser interpeller par Jésus-Christ affirmant que "les armes" de son Royaume ne sont pas celles dont s'étaient munis ceux qui le violentaient?

Le rendez-vous d'octobre

par LOUIS MARTIN

"Il est évident que notre province connaîtra des jours tristes, mais les forces gouvernementales se maintiendront quand même". Rémi Paul, ex-ministre de la Justice, député de l'UN, selon La Presse du 18 janvier 1971.

— Ça ne m'étonnerait pas qu'il se passe quelque chose en octobre!

L'homme était jeune, sobre, sobriement vêtu. Il avait laissé tomber la phrase négligemment, à l'issue d'une longue discussion un peu brumeuse sur le climat social et politique au Québec.

Cette phrase apparemment anodine me trotta dans l'esprit pendant un bon douze heures et ça n'est qu'au réveil, le lendemain matin, que je fus frappé par sa profonde originalité. Je regrettais sur le champ de n'avoir noté ni le nom ni l'adresse de mon interlocuteur.

J'en étais encore à me reprocher ma négligence quand sur le coup de midi, je tombe sur un politologue, jeune encore, mais dont les propos m'ont toujours retenu par leur modération. La discussion en vint naturellement à la politique, et avant de me quitter, il glissa, mine de rien, en guise de conclusion:

— Ça ne m'étonnerait pas qu'il ne se passe rien en octobre!

En d'autres circonstances, la phrase serait passée inaperçue et je l'aurais considérée à juste titre comme une élégante sortie. J'ai toujours admiré ceux qui réussissent à s'arracher sans effort apparent à ces conversations sans importance qui me donnent une frousse terrible. Mais en l'occurrence, la remarque me sembla illico insolite et je ne fus pas long à lui trouver une profondeur peu commune.

Hélas, je ne fus pas long non plus à me retrouver écartelé entre deux certitudes: l'affirmation intéressante selon laquelle il va se passer quelque chose en octobre, et celle selon laquelle il ne se passera rien! Et pour comble de malheur, je vois à l'instant mon interlocuteur de la veille débambuler familièrement aux côtés de mon politologue. Je cours aux renseignements: c'est un sociologue!

Plus "fourré" que ça, vous en conviendrez, on voit rarement. Je me serais cru devant mon petit écran, après une de ces émissions d'affaires publiques qui nous laissent tous les télespectateurs allongés dans leur fauteuil sous la forme de points d'interrogation.

Mais je ne suis pas resté là pantelant. Première démarche — vous auriez fait comme moi — j'ai tenté de me remettre en mémoire les arguments employés de part et d'autre. Une recherche de plusieurs heures a porté fruit. Je me suis d'ailleurs félicité d'y avoir mis aussi peu de temps, les esprits avec lesquels j'étais venus personnellement en contact étant remarquablement érudits, avec à leur disposition un vocabulaire hautement technique qui permet d'affirmer grandement les perceptions vulgaires de la réalité.

Je crois être fidèle à la pensée de mon premier interlocuteur en le rapportant comme suit: il se passera quelque chose en octobre 1971 parce qu'il s'est passé quelque chose en octobre 1970. Quant au second interlocuteur, il a soutenu en substance ceci: il s'est passé tellement de choses en octobre 1970 qu'il ne se passera plus rien en octobre 1971.

Vous comprendrez aisément pourquoi dans les deux cas, la puissance du raisonnement m'a sérieusement ébranlé, une fois qu'elle a

réussi à percer ma carapace d'ignorance et d'indifférence, et de nonchalance.

Ebranlé, secoué que j'étais: j'étais en effet convaincu qu'il ne se passerait rien et qu'il se passerait quelque chose en octobre! Plus "fourré" que ça, vous en conviendrez...

Un homme ne peut rester dans cet état-là. Heureusement, j'en avais pour autant perdu confiance aux sociologues et aux politologues (c'est le nom qu'on donne à plusieurs figurants, au canal 2). Aussi me suis-je remis à la lecture des journaux accumulés dans ma cave pour y trouver des arguments favorables à l'une ou l'autre affirmation.

Cette lecture fiévreuse de morceaux de papier jauni m'a valu des émotions fortes, je dois le confesser. Léon Dion, politologue, Guy Rocher, sociologue, Claude Ryan, journaliste, Fernand Dumont, sociologue, Réal Caouette, chef de parti, Raymond Laliberte, chef de mouvement, Claude Charron, député, autant de manèges dans une sorte de Parc Belmont de la réflexion politico-sociale.

Ainsi fin décembre 1970, M. Léon Dion m'assène un premier coup dur dont il n'est pas aisé de se remettre. Il emprunte à un humoriste l'idée selon laquelle une nouvelle révolution française serait en gestation nulle part ailleurs qu'aux États-Unis, et il poursuit: ce qui se trame au Québec pourrait être le détonateur de cette révolution!

C'est tout un honneur, non? Il est vrai qu'en février le sociologue Fernand Dumont déclare qu'il est impossible en ce moment à tout sociologue qui se respecte... de prévoir l'avenir du Québec". Il faut croire à la sincérité d'un sociologue qui déclare une chose comme ça: il court le risque de n'être plus invité nulle part!

Dans les premières semaines de 1971, une moisson de déclarations impressionnantes sur un sujet explosif: le chômage. Enfin, j'avais trouvé une cause aisément identifiable pouvant entraîner une révolution à plus ou moins brève échéance. Du moins si j'en crois les déclarations d'un ministre du travail, M. Jean Cournoyer; du leader du NPD fédéral, M. Tommy Douglas; de son adjoint à l'époque, M. David Lewis.

Et encore plus fort, comme autorité: Réal Caouette. Il n'hésite pas à annoncer: "Le Québec avec 42 p. 100 de chômeurs risque de connaître une révolution si une solution n'est pas appliquée au plus

vite. M. Caouette a émis la sombre prédiction que les chômeurs feront sauter les vitrines des magasins avant de se laisser mourir de faim".

Et enfin l'autorité suprême, M. Claude Ryan: "Sans une solution rapide au problème du chômage, il y a tout de fois lieu de redouter le pire".

Je cite encore à ce sujet le député Claude Charron, parce que la formulation me semble percutante: "La violence chez nous est un état permanent. La différence entre un coup de poing et le chômage, c'est que tu sais d'où il vient, le coup de poing. Mais le chômage, t'es jamais capable de le trouver". (La preuve: Reggie Chartrand le boxeur est souvent en prison, Pierre Trudeau le premier ministre est toujours quelque part entre deux aéroports).

En mars, le nouveau solliciteur-général, M. Jean-Pierre Goyer, déclarait avec une perspicacité à laquelle il faudra s'habituer: les menaces à la sécurité du Canada viennent de ses propres citoyens. Quand on sait l'enracinement profond du parti ministériel dans les masses laborieuses, il est certain que le ministre de la Police ne veut pas dire par là que le gouvernement a peur de ses propres citoyens. Se pourrait-il que les chômeurs...?

Mais tous ces propos alarmistes sur le chômage, me suis-je dit à un moment donné, surviennent après la crise d'octobre, et peut-être ne seraient-ils pas les mêmes s'il n'y avait eu cette crise, qui a manifesté la présence dans le milieu québécois et canadien de plusieurs ingrédients explosifs.

J'ai donc décidé de les lire à la lumière du contexte social et politique plus large (judicieusement employé, le mot contexte peut vous valoir un contrat de politologue ou de sociologue sur les ondes de la radio ou de la télévision). Ainsi, aux chômeurs, le sociologue Guy Rocher ajoute les jeunes, les laissés pour compte de tout acabit, les marginaux: "Je suis persuadé, écrit-il en décembre, que ce qu'on a vu s'exprimer jusqu'ici ne représente qu'une bien faible proportion de l'immense force de détonation que contient ce réservoir".

C'est M. Léon Dion (le même) qui déclare en mars: "M. Dion a brossé un bilan pessimiste de la situation politique au Québec. Cette situation est intenable... et de toute manière les gens vont se révolter."

Voilà qui rejoint les propositions d'un anglophone torontois après la crise d'octobre: "Trop de nouvelles forces ont été déchaînées, trop de sentiments ont été avivés, trop d'appétits de violence ont été aiguisés (tant par la violence des guerilleros que par celle des gouvernements) pour qu'il

Suite à la page 2

ESPAGNOL ITALIEN

25 cours - un ou deux soirs par semaine au choix

Début des cours à deux endroits faciles d'accès
Lundi 20 septembre; mercredi 22 septembre

CERTIFICATS ET DIPLOMES
TOUS LES PRIVILEGES DU MEMBRE

Soirées de films, dîners-casualties, excursions, bulletins, etc.
Prix de faveur à plusieurs spectacles et concerts.

Plus de 12,000 étudiants ont suivi nos cours

Pour renseignements, écrivez ou téléphonez

L'Union des Latins d'Amérique
(844-6835 - 844-2433)

-GRATIS-

L'UNION DES LATINS D'AMÉRIQUE

DV. 1-9-71

57 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal 126, P.Q.

Je désire des renseignements ☐ D'ITALIENou sujet de vos cours ☐ D'ESPAGNOL

aussi votre dépliant et quelques exemplaires de votre bulletin

Nom

Adresse Tél.

propos d'actualité

La participation militaire du Canada aux opérations internationales de maintien de la paix contribue à prévenir le déclenchement ou la propagation des hostilités en d'autres points névralgiques du monde, afin de faciliter le règlement des problèmes politiques sous-jacents par voie de négociations ou par un processus de compromis, et de réduire ainsi au minimum la possibilité que les grandes puissances ne s'en mêlent.

Il est dans l'intérêt du Canada de prévenir toute guerre: mais si elle devenait inévitable, il faudrait y mettre un frein avant qu'elle n'atteigne des proportions telles qu'elle mettrait en danger la sécurité du Canada. Le Gouvernement vise donc à maintenir dans la mesure du possible un dispositif de combat polyvalent d'une haute qualité professionnelle dans les Forces armées, et compte se réserver le plus grand éventail de choix possibles s'il lui fallait réagir à des événements internationaux imprévus.

Livre blanc sur la politique de défense, août 1971.

Dans le domaine de la guerre aérienne, il n'y a pas d'autre possibilité, à l'heure actuelle, que d'équiper les CF-101 d'ogives nucléaires entreposées au Canada par les États-Unis en vertu d'arrangements régissant présentement l'entreposage et la garde des armes nucléaires. Les CF-101 sont armés de missiles air-air-classiques, et sont employés de la sorte, en temps de paix, à des fins d'interception et d'identification. Il demeure qu'au cas où jouer leur rôle efficacement dans la défense de l'Amérique du Nord contre une attaque nucléaire massive, il est nécessaire qu'ils soient équipés de missiles air-air à ogive nucléaire. Ce n'est qu'au moyen de tels missiles que ces avions seraient en mesure de détruire les bombardiers des assaillants avant qu'ils puissent larguer leurs bombes. Ce qui veut dire que le seul système encore en usage dans les Forces canadiennes qui exige des armes nucléaires est le CF-101 Voodoo basé au Canada. La batterie de missiles sol-sol Honest John a été dissoute, le CF-104 abandonnera son rôle nucléaire de frappe en Europe à la fin de cette année, et le Bomarc sera retiré prochainement.

Livre blanc sur la politique de défense, août 1971.

ces bons touristes utilisent chez eux tous les jours de leur année de travail. Nous parlons, nous vivons en français et nous sommes Québécois: il est odieux de vouloir tronquer notre personnalité pour quelques gros sous. Non seulement odieux, mais utopique, car les touristes recherchent l'exotisme et le seul moyen de leur offrir est de rester nous-mêmes, si différents que nous sommes des Américains et des "Canadiens".

Viendra-t-il le temps de l'égalité et de la justice pour tous... Oublierions-nous un jour l'éternel combat ayant comme point de départ le sexe, la race, l'âge, la religion... Viendra-t-il le temps de la dignité pour le Québec... Rose GELINAS Shawinigan, le 29 août 1971

regards

'Tour de vis' à la vie culturelle

Pour Bucarest, il ne s'agit pas de rassurer seulement Moscou

par MANUEL LUCBERT

BUCAREST (Le Monde) — Louis de Funès fait toujours recette. L'an dernier, presque à la même époque, le visage au sourire crispé du populaire artiste français s'étalait à l'affiche du cinéma Patria, boulevard Magheru, l'une des avenues les plus fréquentées de la capitale roumaine. En ce mois d'août, où non seulement la météorologie mais le climat politique sont soumis ici aux variations saisonnières, le héros de la Grande Vadrouille et de tant d'autres succès continue de faire le bonheur des foules dans une demi-douzaine de salles de Bucarest.

En dépit des "dix-sept thèses" présentées le 6 juillet dernier par M. Nicolas Ceausescu "en vue de l'amélioration de l'activité politico-économique et de l'éducation marxiste-léniniste", rien n'aurait-il donc changé sur les bords de la mer Noire? Ou bien les faillites qui apparaissent déjà dans le contrôle de la production et de la diffusion littéraires et artistiques signifient-elles que les mesures proposées par le secrétaire général du parti ne seront pas appliquées dans toute leur rigueur?

Comme pour bien des problèmes dans ce pays, on ne saurait répondre à ces

questions de façon tranchée: instruits par les vicissitudes d'une histoire tourmentée, les Roumains sont passés maîtres dans l'art de l'équilibre et de la nuance. Si les "dix-sept thèses" et le discours par lequel M. Ceausescu en a fait l'exégèse, le 9 juillet dernier, ont provoqué des remous et même quelque inquiétude, c'est sans doute parce que ces exposés, aux yeux de certains, manquaient précisément de cet équilibre et de ces nuances.

Un fait est sûr: un mois après son annonce, la nouvelle ligne idéologique reste, avec le récent voyage en Chine

sur le monde

ment doit être renforcé, la propagande athéiste et la "lutte contre le mysticisme" intensifiées. Il faut sélectionner les programmes de la télévision et de la radio avec plus de rigueur et exercer un contrôle plus strict pour "éviter la publication de certaines oeuvres littéraires (...) et des livres qui répandent des idées et des conceptions nuisibles aux intérêts de l'édification socialiste".

Telles sont, en résumé, les grandes lignes de ce programme qui concerne l'ensemble de l'activité idéologique, sans la moindre exception. La "thèse numéro 15" va jusqu'à indiquer: "Le ministère du commerce intérieur et le ministère du tourisme, ainsi que les organes locaux du parti et de l'Etat, devront veiller à ce que dans les restaurants et autres lieux d'alimentation publique, l'on diffuse surtout la création musicale de notre pays, et qu'il soit procédé en même temps à une sélection attentive du répertoire étranger en vue d'écarter la musique qui exprime des courants décadents."

Si tout le monde est à peu près d'accord pour estimer que ce genre de recommandations n'a pu être que du meilleur effet auprès des Soviétiques, en revanche, l'unanimité n'est pas totale sur le plan de savoir si ces mesures ont été uniquement dictées par des considérations d'ordre extérieur et si, en particulier, elles ont été inspirées par le seul souci d'atténuer, à Moscou, les effets négatifs du voyage en Chine de M. Ceausescu.

Certains interlocuteurs font remarquer que le débat sur les questions idéologiques a été engagé voici bientôt deux ans et que les conclusions auxquelles est arrivé le secrétaire général ont été motivées par des raisons objectives: l'attraction d'une partie de la jeunesse pour l'Occident, en particulier pour les Etats-Unis, l'existence de courants littéraires d'inspiration religieuse, une certaine sclérose du système d'enseignement,

un relâchement du contrôle dans les maisons d'édition, etc.

Bien que cela fût peu connu à l'étranger, la Roumanie connaissait depuis environ un an un régime de semi-libéralisme en littérature, la création d'une demi-douzaine, de maisons d'édition ayant augmenté, pour les auteurs discutés ou moins renommés, les chances de publication. Cette situation explique sans doute que le tour de vis annoncé par M. Ceausescu ait été assez mal accueilli parmi les écrivains. Une partie de ceux-ci auraient d'ailleurs fait connaître leur sentiment au secrétaire général au cours d'une réunion qui se serait tenue à Mangalia, au bord de la mer Noire. La politique d'indépendance sur le plan extérieur, fait remarquer en effet certains, s'était accompagnée jusqu'à présent d'une plus grande liberté sur le plan intérieur. Revenir quinze ans en arrière sur le plan idéologique, pour sauvegarder une politique étrangère à laquelle nous sommes pourtant profondément attachés, est dur à accepter.

L'espoir, parfois formulé, est que les dirigeants, après avoir frappé un peu brutalement sur la table, se montreront un peu plus accommodants dans la pratique. Pourtant, quelques têtes sont déjà tombées: M. Ilie Iliescu, l'ancien chef de la Jeunesse communiste, a perdu son poste de secrétaire du comité central; M. Macovei a été remplacé à la tête du comité pour la culture et l'art par M. Dumitru Popescu, qui détenait déjà le contrôle de la presse; M. Mircea Malitsa, le ministre de l'enseignement, a été flanqué d'un adjoint énergique. Il ne serait pas étonnant que d'autres remaniements se produisent, dans les semaines ou les mois à venir, dans les milieux littéraires: la revue la Roumanie littéraire serait, dit-on, particulièrement visée, son rédacteur en chef ayant été nommément critiqué par le secrétaire général du parti pour ses tendances "mystiques".

Japon

L'envers du miracle

par ROBERT GUILLAIN

PARIS (Le Monde) — Le Japon est de tous les pays celui qui a le plus durement ressenti le "coup de la Chine" et celui du dollar que lui a assénés M. Nixon. Sa politique intérieure et sa politique extérieure vont probablement s'en ressentir l'une et l'autre. A l'intérieur, la fin du "règne" de M. Eisaku Sato, premier ministre conservateur, va s'en trouver accélérée. A l'extérieur, le Japon doit cesser de compter sur des relations spéciales ou privilégiées avec les Etats-Unis. Sa confiance dans l'alliance américaine a été ébranlée et cela pourrait le conduire, à plus long terme, à donner à sa politique étrangère une orientation nettement plus indépendante.

M. Sato fut sans doute mal inspiré quand il déclina, il y a quelques mois, l'occasion de "finir en beauté" comme l'homme qui avait présidé au miracle économique japonais. En choisissant de rester au pouvoir, il choisissait en fait d'avoir bien des ennuis et de tenir la belle image qu'il avait jusqu'alors donnée de lui-même. Jusqu'alors, tout lui réussissait; tout se défait maintenant entre ses mains. Il comptait demeurer au pouvoir jusqu'au milieu de 1972 ou plus longtemps encore: il est bien possible qu'il ait à se retirer plus tôt, et probable en tout cas qu'il ne pourra pas se donner comme successeur un continué de sa politique.

Après la "bombe" chinoise, la décision du gouvernement de Tokyo de laisser flotter le yen, après avoir tant dit qu'il serait défendu, est pour la presse japonaise l'occasion de nouvelles attaques.

Avec les industriels et les commerçants, l'opinion redoute une rallonge de la récession actuelle, du fait de la crise monétaire. Le taux de croissance, qui était de 8,5% — au Japon, c'est un taux de temps de crise — va probablement baisser encore, de plus de 1% calculent les experts du MITI (le ministère du commerce et de l'industrie). Si le yen est réévalué de 10% — et les Amé-

ricains exigent même davantage — il faudra s'attendre à une perte de 5 milliards de dollars d'exportations, ajoutent les spécialistes.

Est-ce la fin de vingt-cinq années de réussite économique? Les Japonais le craignent, et pensent qu'en tout cas c'est maintenant "l'envers du miracle" qui doit retenir l'attention du pays. Celui-ci va sans doute ressentir plus que jamais les distorsions apparues dans le système, comme le retard des revenus privés, l'insuffisance des logements, les prix fabuleux des terrains, l'inflation, etc. Il sera plus nécessaire et plus pénible à la fois, si la conjoncture est moins favorable, d'attaquer le fléau qui est né d'une accélération forcée de la croissance industrielle: la pollution, qui affecte le pays entier.

Dès maintenant, on prévoit pour cette fin d'année la nécessité de faire voter des crédits supplémentaires voler des crédits supplémentaires, financés par l'emprunt, pour le maintien du niveau de vie et la relance de l'économie. A plus long terme, les dirigeants mettront moins l'accent sur la croissance des affaires privées, davantage sur les investissements publics et l'aménagement du territoire.

L'opposition est, pour le moment, trop divisée pour prétendre prendre le pouvoir quand M. Sato quittera la scène. Le règne du parti conservateur, qui dure depuis vingt-cinq ans, n'est pas encore sur le point de s'achever, pense-t-on. Mais le climat politique a changé. Les quatre partis d'opposition vont pouvoir faire la vie plus dure au cabinet. L'érosion des votes pour la droite s'accroît quand il y aura des élections. Et la succession de M. Sato, difficile à prévoir dans une situation assez complexe, pourrait porter au pouvoir un premier ministre sensiblement moins à droite, en particulier pour ce qui est de la politique envers la Chine.

Les relations du Japon avec la Chine vont être au centre même de la politique japonaise, intérieure et extérieu-

re. Les "éperviers" du parti conservateur, dont M. Kishi, frère du premier ministre et ancien premier ministre lui-même, essayeront par tous les moyens de défendre le régime nationaliste de Taiwan et d'empêcher son expulsion des Nations unies. Les "colombes", derrière M. Fujiyama, sont évidemment encouragées par la nouvelle politique de M. Nixon.

On ne saurait attendre de M. Sato, d'ici son départ, un changement spectaculaire de sa politique chinoise, jusqu'alors caractérisée par son immobilisme. Mais tout de même, un certain "tournant" est déjà apparent. Comme sur le terrain du dollar, le Japon est en recul sur la question chinoise.

En fait, M. Sato va jouer une autre carte, pense-t-on, avant son départ, et c'est sa carte maîtresse: la restitution de l'archipel d'Okinawa, qui doit prendre place vers avril 1972. Sur ce point-là, tout de même, il aura marqué un succès majeur et pourra dire que l'alliance américaine a porté ses fruits, que les Etats-Unis continuent à marquer leur amitié et leur bienveillance envers le Japon.

La politique extérieure japonaise est forcée jusque-là de ménager Washington, en dépit des sujets d'amertume qui se sont accumulés. Il lui faut éviter à tout prix le nouveau coup que pourrait être un retard dans la restitution d'Okinawa. Il faudra même, pour cela, que le Japon manifeste sa bonne volonté en acceptant d'autres demandes américaines encore, la libéralisation des investissements au Japon et la levée des barrières non tarifaires.

C'est après la restitution d'Okinawa qu'on verra sans doute le Japon reconsidérer sa politique étrangère, et c'est à ce moment-là qu'on découvrira probablement que la "fêlure" de l'alliance américaine lui commandera dans le Pacifique une politique plus indépendante, qui pourra donner des soucis à Washington.

Selon des observateurs neutres

Des résultats ont été faussés par des irrégularités aux élections législatives au Vietnam

SAIGON (AFP) — Sans qu'il soit cependant possible de généraliser, il semble certain, à l'issue des élections législatives, que des irrégularités ont faussé les résultats dans certaines provinces du Sud-Vietnam. Telle est l'impression de nombreux observateurs neutres dont notamment des journalistes, qui se sont rendus dans divers secteurs.

Les incidents les plus importants se sont déroulés dans les provinces de Bac Lieu et de Vinh Binh et ont mis aux prises des députés de l'opposition et les autorités locales.

A Bac Lieu, province dont la population est dans sa majorité d'origine cambodgienne, de violents accrochages ont opposé le jour du vote, les bonzes d'origine khmère et la police.

Les députés sortants Duong Va Ba (Vietnamien) et Thac Phen (Cambodgien) ont affirmé que les policiers ont encerclé les pagodes et tenté d'empêcher les bonzes de manifester contre les fraudes en utilisant des grenades

lacrymogènes. Au cours de la mêlée qui s'ensuivit, les forces de l'ordre tirèrent plusieurs coups de fusil, blessant cinq bonzes.

Les députés avaient protesté publiquement contre les mesures et les manoeuvres du chef de la province et avaient demandé l'annulation des élections. Le chef de la province est le frère du porte-parole de la présidence.

La police a été accusée d'avoir également empêché les observateurs des députés de l'opposition de suivre le déroulement des élections et d'avoir arrêté une douzaine de leurs sympathisants, qui font actuellement la grève de la faim.

Le gouvernement, qui a admis à plusieurs reprises que certains de ses représentants dans les provinces "font preuve d'excès de zèle" a toutefois réfuté les déclarations des députés et des observateurs sur place, dont celles d'un journaliste étranger qui aurait été malmené par les policiers. Il a indiqué dans un communiqué que certains bonzes

khmers, partisans de ces candidats, avaient empêché les électeurs de se rendre aux urnes et avaient lancé des grenades lacrymogènes, blessant deux agents de police.

Selon la version officielle, des bonzes ont enlevé des urnes et les ont transportées dans leur pagode.

A Vinh Binh, située à 60 milles au sud-ouest de la capitale, le scénario a été un peu différent. Deux jours avant les élections, a affirmé le député Duc des urnes électroales pelines étaient déjà scellées et des cartes d'électeurs déjà coupées alors que les observateurs de deux députés sortants, MM. Ngoc Cogg Duc et Nguyen Van Thanh, se voyaient refuser l'accès des bureaux de vote, notamment dans les hameaux éloignés. Le député Thanh, qui avait voulu se saisir de cartes déjà coupées comme preuve, a été malmené par les policiers, qui l'ont par la suite arrêté lorsqu'ils ont trouvé sur lui le revolver que portent tous les députés sud-vietnamiens. Les autorités ont annoncé que le député arrêté était incarcéré dans la prison de Vinh Binh pour avoir menacé de son arme des agents du bureau de vote du village de Nuyen Noi.

Dans les bureaux de vote même, des observateurs signalent notamment que dans certaines circonscriptions des militaires ont voté "par unités", et que certains ont mis dans les urnes des enveloppes fermées contenant déjà des bulletins, qu'ils venaient de recevoir de leurs commandants.

Dans certains autres bureaux, le nombre des votants a dépassé celui des électeurs inscrits.

Certains partisans de l'opposition se sont vu refuser l'accès des bureaux sous prétexte que leurs cartes n'étaient pas en ordre, et ensuite qu'il était trop tard pour voter...

Espace

Bientôt l'assemblage d'une cabine Apollo avec une station orbitale soviétique

WASHINGTON (AFP) — Les Etats-Unis et l'Union soviétique ont mis au point les premiers détails techniques qui pourraient permettre dans un proche avenir l'assemblage d'une cabine Apollo avec une station orbitale soviétique.

C'est ce qui ressort du communiqué conjoint publié hier par les agences américain et soviétique de l'espace après les cinq jours d'entretiens qui se sont déroulés à Houston (Texas) entre experts des deux pays. "Les groupes de travail, indique ce texte, se sont mis d'accord en principe et en détail sur un certain nombre de solutions et d'exigences techniques".

Cependant, ajoute le communiqué, "un certain nombre d'autres problèmes

nécessiteront des entretiens et des développements ultérieurs." Le communiqué ajoute que les groupes de travail ont examiné les problèmes techniques soulevés par "la comptabilité des deux systèmes y compris les méthodes générales d'arrimage, les systèmes de référence optiques et radio, les systèmes de communications, les approvisionnements vitaux, le transfert des équipages et les structures d'assemblage".

La prochaine rencontre entre experts américains et soviétiques, qui aura lieu en novembre à Moscou, devrait permettre de préciser les spécifications que devront respecter à l'avenir les ma-

tériels des deux pays pour être compatibles et adaptables.

Les entretiens de Houston découlent d'un premier rapport approuvé il y a deux mois par les agences de l'espace des Etats-Unis et de l'URSS. Celui-ci concluait que la première expérience de coopération entre les deux pays pourrait consister dans l'arrimage d'un vaisseau Apollo avec une station Saliut. Dans un deuxième temps, ajoutaient les experts, on pourrait tenter d'arrimer un vaisseau soviétique avec la future station américaine Skylab qui doit être lancée en mai 1973. Depuis cette date, les deux pays ont commencé d'échanger des informations techniques sur leurs stations orbitales.

Philippines

Le règne de la violence

par JACQUES DECORNOY

PARIS (Le Monde) — Un commando de la Nouvelle armée populaire — la NAP — a attaqué, ces jours derniers, un poste militaire à 300 kilomètres au nord-est de Manille. Deux hélicoptères de combat ont été détruits au lance-grenades. Venant peu de temps après la décision du président Marcos d'intensifier la lutte entre les opposants, cette information attire l'attention sur les formes clandestines de combat choisies par certains Philippines.

Le chef de l'Etat a, sans guère convaincre, accusé le parti libéral (d'opposition) d'être de mèche avec les maïstés. Il a, en particulier, pris à partie le sénateur Aquino, son adversaire probable à l'élection de 1973. Or le sénateur a failli être tué voilà une semaine par la grenade qui a explosé à Manille et qui aurait été lancée, selon les autorités, par les insurgés; l'on conçoit mal que le sénateur ait armé des tueurs qui l'ont manqué de si peu!

L'affaire est ténébreuse. Mais il est "a priori" difficile de croire que l'engin a été jeté par des membres de la NAP, qui semble avoir peu d'inclination pour le terrorisme sans discrimination (la grenade a explosé pendant un meeting de masse), même si elle prône la lutte armée.

Quels sont les objectifs du P.C. philippin et de sa branche militaire, la NAP? Pour reprendre les termes de sa déclaration du 26 décembre 1970, le P.C. fut "rétabli le 26 décembre 1968", sous l'autorité d'Amado Guerrero, président du comité central. Il est "composé de ceux qui propagent le marxisme, le léninisme et la pensée de Mao Tse-toung". Ce parti "mènera jusqu'au bout le mouvement de rectification du style de travail contre la clique renégate de Lava et de la bande de Taruc-Sumulong". Le 29 mars 1971, la NAP, célébrant le second anniversaire de sa création, annonçait "l'effondrement total de la clique des gangsters Taruc-Sumulong". Selon les autorités de Manille, Sumulong (de son vrai nom Faustino Del Mundo) fut capturé par les forces de l'ordre le 16 septembre 1970, et Taruc fut tué un mois plus tard.

Ces "gangsters" attaqués par les textes pro-chinois dirigeaient les débris de ce qui fut le mouvement des Huks, communistes qui luttèrent d'abord contre le Japon (1941-1945), opérèrent un temps pour le combat parlementaire, engagèrent la lutte armée en 1948-1950 contre le gouvernement pro-américain, mais devaient être écrasés à partir de 1951. Le mouvement s'épuisa alors dans ses conflits internes, et finit par dégénérer. Jésus Lava fut fait prisonnier en 1964, mais sa "pensée" continua d'influencer un certain nombre de militants. Cependant, l'emprise de l'organisation sur une fraction du peuple se desserra, et le mouvement semble surtout conserver une "audience" dans les bas-fonds de Clark-Field, près d'une grande base américaine, où il se livre au racket.

Si son absence de contact avec les masses et son idéologie "flottante" expliquent, avec la répression, l'agonie assez pitoyable de l'ancien mouvement des Huks, les conditions sociales qui lui ont donné naissance subsistent en revanche, peu ou prou, dans les campagnes, et la situation s'est détériorée dans les villes. Le P.C. pro-chinois et la N.A.P. entendent prendre la relève; s'ils publient régulièrement des bilans de victoire, ils ne se font apparemment pas d'illusions sur les difficultés de la tâche.

Actuellement, affirme l'un de leurs textes, "des organes locaux du pouvoir politique sont établis pour remplacer le régime des réactionnaires"; "des comités de caractère provisoire et des comités révolutionnaires d'une plus longue durée émergent sur le sol fertile de la révolution dans les régions rurales". L'accent est mis sur la lutte contre "les propriétaires fonciers despotes, les mouchards,

les bandits et les autres malfaiteurs locaux". Les "auto-défenses" villageoises mises en place par le président Marcos font l'objet d'une particulière attention de la part des guérilleros. Dans les villes, note le P.C., "le mouvement de grève des ouvriers et de la petite bourgeoisie, notamment les étudiants, les enseignants et des membres des professions libérales" va se développant. Et le pouvoir est considéré comme l'émanation directe des possédants locaux, soutenus par les Américains. Ceci n'a pas empêché les autorités de Pékin d'accueillir en mai dernier un groupe d'hommes d'affaires philippins, mais la Chine continue de considérer le P.C. philippin comme l'avant-garde d'un prolétariat ouvrier et paysan qui ne pourra se libérer autrement que par la lutte armée...

RÉGIE DES ALCOOLS DU QUÉBEC

AVIS

"PERMIS DE BANQUET"

1. Les requérants devront fournir tous les renseignements demandés à la formule émanant de la Régie.
2. Les requérants devront fournir tous les documents nécessaires à l'appui de leur demande.
3. Toute demande de permis devra parvenir à la Régie au moins trois (3) semaines avant la date de l'événement pour lequel on veut un permis.

Les personnes ci-après mentionnées ont demandé le permis suivant:

NOM	ADRESSE	CATÉGORIE
COURTOIS, Jean-Paul pour le bénéfice de : lui-même. Transfert de :	5448, Paul Pau, Montréal MINCOFF, Stanley pour le bénéfice de :	Epicierie
LAFOND, Bernard pour le bénéfice de :	12,285 Est Sherbrooke, Pointe-aux-Trembles	S.A.M.
"Mo-Dai-Ry Inc." Transfert d'Actions, GAUTHIER, Marcel pour le bénéfice de :	1240 Drummond, Montréal	Hôtel - S.A.M. 4-5 Bors - Cabaret
"Hôtel De LaSalle (Montréal) Inc." Transfert de : pour le bénéfice de :	2013 de la Montagne "Asia Realty Ltd."	LELARGE, André L.
TRUDEL, Yvon pour le bénéfice de :	550 Boul. Beaconsfield Beaconsfield	Epicierie
lui-même. Transfert de :	LA MOUREUX, Jean pour le bénéfice de :	Lui-même et Édouard Lamoureux.
CHIN, Jack Lum et Denis S.K. Yuen	10815, Boul. Pie IX, Montréal-Nord	Restaurant
ST-JEAN, Mlle Georgette "L'Accord"	2013 de la Montagne Suite 602, Montréal	Club

Toute objection à ces demandes doit être faite par écrit, dûment motivée, dans les 15 jours du présent avis au:

GREFFIER DE LA RÉGIE

Case Postale 1058, Place d'Armes, Montréal, P.Q.

informations

internationales

Washington reconnaît le nouveau régime bolivien

WASHINGTON (AFP) — Les Etats-Unis ont reconnu le nouveau gouvernement bolivien du colonel Hugo Banzer.

La reconnaissance diplomatique du nouveau régime bolivien a pris la forme indirecte de la remise par l'ambassadeur des Etats-Unis à La Paz, M. Ernest Siracusa, d'une note au ministère des affaires étrangères.

Selon le porte-parole du département d'Etat, cette note répondait à une communication adressée à Washington le 23 août par le nouveau gouvernement bolivi-

en pour manifester son intention de continuer les relations d'amitié et de coopérations avec les Etats-Unis. La note américaine exprime une intention réciproque.

Le porte-parole du département d'Etat a reconnu que cet échange de notes équivalait à la reconnaissance du nouveau régime. Il a rappelé que la politique des Etats-Unis était d'établir des relations avec tous les gouvernements qui en expriment le souhait à partir du moment où ils exercent effectivement le pouvoir dans leur pays.

Tokyo et les 'deux Chines'

TOKYO (AFP) — Le premier ministre japonais, M. Eisaku Sato et son ministre des affaires étrangères, M. Takeo Fukuda, ont annoncé lundi que le Japon présenterait avec les Etats-Unis une résolution qualifiant de "question importante" exigeant un vote des deux tiers l'expulsion de Formose des Nations unies.

M. Fukuda a ajouté au cours d'une conférence de presse qu'il n'avait pas encore été décidé si le Japon ferait de

même pour la résolution proposant que la Chine populaire et Formose siègent ensemble aux Nations unies, ou s'ils se contenteraient de soutenir ce projet.

La politique japonaise à l'égard de la Chine sera décidée, à la suite de diverses consultations, avant le départ de M. Fukuda pour les Etats-Unis où il doit assister aux travaux du comité nippo-américain pour le commerce et les affaires économiques, les 9 et 10 septembre prochains.

Rogers déplore "l'hostilité et l'incompréhension" de la Chine

HOUSTON, Texas (AFP) — Le secrétaire d'Etat William Rogers a déclaré hier que la normalisation des relations entre les Etats-Unis et la Chine populaire ne serait ni rapide ni facile.

Dans un discours sur la "nouvelle politique étrangère" des Etats-Unis qu'il a prononcée devant la convention nationale de l'American Legion, M. Rogers a dit: "Nous recherchons l'amélioration de nos relations avec la République populaire de Chine. Les différences idéologiques demeureront évidemment. L'attitude de la Chine po-

pulaire envers les Etats-Unis continue à refléter l'hostilité, les soupçons et l'incompréhension. La normalisation ne sera pas facile et ne viendra pas rapidement, mais c'est un effort que le président est prêt à faire dans l'intérêt de la stabilité et de la paix du monde".

Tenant évidemment compte des sentiments conservateurs de la majorité des anciens combattants à qui il s'adressait, le secrétaire d'Etat a insisté sur le fait qu'en recherchant des accords avec la Chine populaire, le président Nixon n'abandonnerait aucun des

Lynch proteste

Au cours des 2 dernières années, la frontière entre les deux Irlandes a été violée 30 fois

DUBLIN (AFP) — Le premier ministre de la république d'Irlande, M. Jack Lynch, a protesté auprès du gouvernement britannique à la suite de l'incident de frontière au cours duquel un soldat britannique a été tué et un autre blessé dimanche après-midi.

Dans une déclaration rendue publique hier à Dublin, M. Lynch a annoncé qu'il avait remis au gouvernement de Londres un rapport sur l'incident, accompagné d'une protestation vigoureuse motivée par le fait que le gouvernement britannique ne contrôle pas efficacement les mouvements de ses troupes dans les régions frontalières, au risque de "compromettre la paix".

Contrairement à la version de l'armée britannique de l'incident, M. Lynch affirme que les coups de feu tirés contre les deux soldats britanniques provenaient du côté nord de la frontière, et non pas du territoire de l'Eire. En conséquence, M. Lynch soutient que les allégations selon lesquelles l'armée régulière irlandaise a évité d'intervenir sont "entièrement dépourvues de fondement".

La déclaration du premier ministre précise que les troupes britanniques ont violé la frontière irlandaise trente

fois au cours des deux dernières années.

Bien que dans les milieux officiels britanniques, on s'abstienne pour le moment de tout commentaire sur la "plainte" de M. Lynch, il est clair que le gouvernement de Londres est désireux de minimiser les conséquences de cet incident tragique dans toute la mesure du possible.

En dépit de la plainte "vigoureuse" de M. Lynch, on se déclare convaincu, à Londres que le premier ministre irlandais ne désire pas que l'incident aggrave les relations entre les deux pays.

Non seulement la visite de M. Lynch à Londres le 20 octobre reste au programme, mais l'offre d'en avancer la date reste valable ajoutée-on enfin dans les milieux officiels britanniques.

D'autre part, à Belfast, on croyait savoir hier que le corps parapoliciers des "B Specials", particulièrement détesté par la communauté catholique d'Irlande du Nord, est en voie de reconstitution.

La rumeur, accueillie avec une inquiétude certaine dans la communauté catholique, est relativement étayée par la publication, dans un journal protestant, d'une annonce invitant tous les anciens "B Specials" à participer à une réunion vendred.

Il est également de notoriété publique, en Ulster, que la plupart des 10.000 agents de la force dissoute en 1969, n'ont pas rendu leurs armes. Diverses unités dissoutes se sont regroupées sous le couvert de clubs de tir dont les membres sont légalement autorisés à détenir une ou plusieurs armes.

D'autre part, dans les milieux extrémistes protestants on ne fait guère secret d'un avertissement donné ces semaines dernières à la majorité protestante du Stormont: "Liquidez l'IRA ou bien nous nous en chargerons..."

Nouvelle interruption

Cuba entend mettre fin au pont aérien des réfugiés

WASHINGTON (AFP) — Le gouvernement de La Havane a décidé d'interrompre une seconde fois le pont aérien des réfugiés entre Cuba et les Etats-Unis et a manifesté son intention d'y mettre prochainement fin, a annoncé hier le département d'Etat.

Les Etats-Unis ont été informés par l'ambassade de Suisse à La Havane que le pont aérien des réfugiés — qui a déjà permis à 246.000 Cubains de gagner les Etats-Unis — serait interrompu le 1er septembre pour plusieurs semaines.

Lorsque l'évacuation des réfugiés reprendra au terme de ces quelques semaines, les autorités cubaines soumettront aux Etats-Unis la dernière liste de réfugiés admis à quitter le pays.

Aux termes d'un accord conclu avec Cuba en novembre 1965, deux avions de réfugiés quittent Cuba 5 jours par semaine à destination des Etats-Unis. Ce programme d'évacuation des Cubains qui désirent se rendre aux Etats-Unis a déjà coûté 584 millions de dollars au gouvernement américain. Les autorités cubaines l'avaient déjà interrompu pendant une semaine au début du mois d'août.

Le département d'Etat, par l'intermédiaire de l'ambassade de Suisse à La Ha-

Enfin, dans une déclaration rendue publique dans son diocèse d'Armagh, le cardinal Conway, primate de toute l'Irlande, a déclaré hier que la situation est mûre pour une réforme constitutionnelle en Ulster.

"Le courant d'opinion qui reconnaît la nécessité d'un nouveau cadre politique pour la démocratie dans ce pays

est très fort, même en Grande-Bretagne", déclare le prélat. "Le moment n'est-il pas venu de donner à cette opinion la possibilité de porter ses fruits?"

Dans sa déclaration le cardinal condamne à nouveau les moyens violents: la colère, "si justifiée soit-elle, ne doit pas obscurcir la raison, dit-il.

Un nouveau gouverneur civil nommé au Pakistan oriental

RAWALPINDI (AFP) — Le docteur Abdul Motaleb Malik a été nommé hier gouverneur civil du Pakistan Oriental, a annoncé hier soir le général Yahya Khan. Le président pakistanais a annoncé d'autre part la nomination du lieutenant général Amir Abdullah Khan au poste d'administrateur de la loi martiale au Pakistan Oriental. Les nominations prendront effet à compter du 3 septembre, a-t-il précisé.

Le lieutenant général Tikka Khan occupait jusqu'à présent les deux fonctions conjointement.

La nomination de M. Malik au poste de gouverneur civil du Pakistan Oriental a été prise en accord avec la promesse du général Yahya Khan de rétablir la démocratie au Pakistan Oriental et de faciliter le transfert des pouvoirs, précise le communiqué officiel publié à Rawalpindi. Le nouveau gouverneur du Pakistan Oriental et son cabinet, dont la liste sera prochainement soumise à l'approbation du président pakistanais, assureront "pleinement la responsabilité de l'administration civile de la province.

Les forces armées reviendront à leur rôle premier qui est d'assurer la défense de la province, précise enfin le communiqué. Elles se tiendront à cet effet à la disposition du gouverneur civil et de son cabinet.

Un précédent en Afrique du Sud

JOHANNESBOURG (AFP) — Pour la première fois en Afrique du Sud, deux entreprises — étrangères — ont décidé de donner un même salaire pour le même travail à leur main-d'œuvre blanche et noire.

La décision prise par la "Standard Oil" et la "Barclay's Bank" entrera en vigueur dès aujourd'hui. Elle touchera quelque 200 employés dans chacun de ces établissements.

Le député noir américain Charles Digg avait récemment relancé la polémique des salaires en Afrique du Sud au cours de sa visite dans ce pays. Il avait accusé certaines firmes américaines implantées dans la république — et notamment "Ford" — de pratiquer une ségrégation dans les salaires.

Intégration scolaire

PONTIAC, Michigan (AP) — Dix autobus scolaires ont sauté lundi soir dans cette ville du Michigan, où la rentrée des classes devra se faire sous le signe de l'intégration, par suite d'un arrêt judiciaire et en dépit de l'opposition irréductible de la commission scolaire.

Le programme d'intégration obligerait à véhiculer environ 8.000 des 24.000 élèves fréquentant les écoles publiques de la ville et à les transporter en dehors de leurs quartiers, de façon à réaliser l'amalgame racial. Le Board of Education a affirmé que ce programme pourrait conduire à un "désastre".

Les autobus démolis par les explosions faisaient partie d'une flotte de 55 véhicules stationnés dans un parc clôturé et illuminé situé à un demi mille du centre-ville. Les dommages sont évalués à quelque \$150.000.



Examinez bien le fond avant d'entrer dans l'eau et ne nagez jamais seul.

Aide militaire

Le président Nixon invoque le "privilège exécutif"

WASHINGTON (AFP) — Le président Nixon a invoqué le "privilège exécutif" pour ne pas avoir à communiquer à la commission sénatoriale des affaires étrangères son programme d'aide militaire à l'étranger, a révélé hier le sénateur William Fulbright, président de cette commission.

A San Clemente, entre-temps, la "Maison Blanche de l'Ouest" s'est bornée à indiquer que M. Nixon s'apprêtait à prendre une décision à ce sujet.

La requête de la commission sénatoriale des affaires étrangères, votée à l'unanimité de ses membres, avait été adressée au Pentagone. Elle portait sur le programme d'aide militaire à l'étranger pour les 5 années

à venir. Le département de la défense y avait opposé une fin de non recevoir à laquelle la commission que préside M. Fulbright (démocrate de l'Arkansas) s'apprêtait à riposter en décidant la suspension immédiate des crédits nécessaires à la poursuite de cette assistance pour ce qui va de l'année en cours.

En invoquant la doctrine du "privilège exécutif", M. Nixon enlève à cette commission le droit d'intervenir.

Les "colombes" du Congrès et, d'une façon générale, les partisans d'un repli militaire américain à travers le monde, critiquent l'aide fournie par les Etats-Unis notamment au Pakistan, à la Thaïlande, à Taiwan, au Brésil, à la Grèce et, bien entendu, au Sud-Vietnam.

Vietnam: l'état d'alerte "grise" n'était qu'une fausse alerte

SAIGON (AFP) — Le commandement américain a annulé l'état d'alerte qui était entré en vigueur le 24 août au matin, cinq jours avant les élections.

Toutes les troupes américaines et vietnamiennes avaient été consignées à la suite, avait affirmé le commandement américain, d'indications des services de renseignement laissant prévoir une nette recrudescence d'attaques et de bombardements vietcongs dans les prochains jours.

On apprenait lundi que l'état d'alerte

n'avait en fait été décrété que pour des raisons politiques; d'une part pour éviter des incidents entre troupes américaines et population vietnamienne à l'occasion de la crise politique et des élections, d'autre part pour contraindre les troupes vietnamiennes à rester dans leurs casernes et leur permettre de voter.

Ces raisons n'ont jamais été officiellement données par les commandements américain et vietnamien qui, en dépit du calme militaire, ont continué à invoquer les craintes d'attaques vietcongs.

Devant le Congrès colombien

Allende se fait l'apôtre de l'indépendance latino-américaine

BOGOTA (AFP) — Le président du Chili a fait lundi, devant le Congrès colombien réuni en session spéciale, l'apologie d'un nouveau nationalisme latino-américain. "Nous voulons, a dit M. Salvador Allende, que nos efforts amènent nos nations à la situation d'un 'peuple-continent' et donnent à leurs sujets la possibilité d'être citoyens latino-américains sans perdre leur droit à leur propre nationalité".

L'orateur s'est présenté comme "un combattant de l'Amérique latine". Il a réclamé une charte pour le continent et un nouveau statut pour l'homme latino-américain. Il s'est fait l'avocat de l'indépendance, "nécessité absolue pour les pays latino-américains s'ils veulent parvenir à un véritable développement économique".

Après avoir expliqué que chaque pays doit choisir sa voie pour entreprendre les transformations nécessaires, M. Allende a brossé un sombre tableau de la dépendance latino-américaine. Il a justifié les raisons pour les gouvernants de s'en inquiéter, rappelant qu'en cas de crise dans les pays titulaires de l'hégémonie, ce sont les nations sous tutelle qui souffrent le plus des mesures restrictives adoptées.

Le président chilien a ensuite souligné que pour vaincre les problèmes de développement, les gouvernants ne doivent pas hésiter à s'appuyer sur le peuple. "L'effort individuel est vain, a-t-il dit. Hier c'était l'homme qui lutait. Aujourd'hui ce sont les masses".

Applaudi par les parlemen-

taires, le président Allende a été acclamé à sa sortie du Congrès par la foule massée sur la place Bolívar. La police a dû dissoudre une manifestation de quelque 400 étudiants qui ont riposté à coups de pierres, tout en acclamant le président chilien.

M. Salvador Allende devait signer hier avec son homologue colombien, M. Misael Pastrana, une déclaration commune marquant la fin du voyage présidentiel en Colombie et résumant les points d'accord entre le Chili et la Colombie en matière de politique internationale.

LISEZ
ET FAITES LIRE
LE DEVOIR

Réveillez-vous.

Ne laissez pas dormir votre argent, quand vous pouvez acheter des obligations 5 ans du Crédit Foncier. C'est plus payant. Et c'est vraiment sûr. Après tout...

...notre 8 1/4%
est garanti
par
\$45 millions
de capital
et réserves

Crédit Foncier
Franco-Canadien

Fondé en 1880

Montréal: 612, rue St-Jacques (514) 845 7111
Québec: 1135, Chemin St-Louis (418) 681 0277
Ottawa: 141, rue Cooper (613) 234 7362

Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

COURS POUR LES "15-17"

Programme d'étude spécial
pour classe mixte
de 15 à 17 ans

PHONÉTIQUE
PRATIQUE ORATOIRE
DIALOGUES
CRÉATION COLLECTIVE

Prospectus — Renseignements — Inscription

CONSERVATOIRE LASSALLE
1290, rue SAINT-DENIS, bureau 99

861-4114

523-2675

la mode



Nouvelles têtes d'automne-hiver

Pour qui préfère une coiffure fantaisiste adaptée à la mode du jour, Charles Booth, du Cartier, suggère une multitude de bouclettes ramenées vers l'avant et qui conservent leur mise en pli grâce à une permanente. La nuque est courte. Si vous préférez une tête toujours bien coiffée et sans permanente, vous opterez pour les cheveux longs au dos et coupés courts autour du visage. Coiffure simple, version nouvelle du style "petit page".

"Pile ou face" et "Après-ski": Mgr Lavoie revient à la charge

QUEBEC (PC) — Le curé de la paroisse Saint-Roch, à Québec, Mgr Raymond Lavoie, portera de nouvelles accusations contre deux compagnies distinctes, Victoria Theatre Company et les Cinéma Unis, qui ont permis la projection des films "Pile ou Face" et "Après-ski".

Les premières accusations de Mgr Lavoie avaient été portées contre la firme Famous Players mais on n'a pas réussi à faire la preuve de l'existence légale de cette compagnie hier matin devant le juge Yvon Sirois, de la Cour des Sessions de la paix.

Le procureur du curé Lavoie Me René Letarte, a donc fait une demande pour que les accusations soient portées contre les deux compagnies précitées et les causes seront entendues définitivement le 28 septembre prochain.

Les Amériques latines: terre de feu

QUEBEC (PC) — "Les Amériques latines: terre de feu", tel sera le thème du troisième Congrès de relations internationales de Québec, qui se tiendra du 24 au 26 septembre, au lac Beauport.

Organisé conjointement par le Centre québécois de relations internationales et le Centre d'études de politique étrangère de Paris, ce congrès réunira des personnalités et des spécialistes, venant, entre autres, du Chili, du Pérou, du Venezuela, du Mexique, de la

Pologne, de l'Italie, de la Grande-Bretagne, de la France et des Etats-Unis.

Les organisateurs ont fait savoir, au cours d'une conférence de presse, à Québec, que la nouvelle expérience chilienne symbolisée par l'élection, pour la première fois en Occident, d'un président marxiste, retiendrait particulièrement l'attention avec la participation du ministre chilien de l'Agriculture, M. Jacques Chonchol.

Les expériences chilienne et cubaine seront également discutées en atelier alors que l'aspect plus général du choix entre le socialisme révolutionnaire et le progressisme libéral sera débattu par des personnalités telles que MM. Marcel Niedergang, du journal Le Monde et auteur de plusieurs ouvrages sur l'Amérique latine, Augusto Olivares, de la télévision nationale du Chili, José Matos Mar, du Pérou, et Daniel Holly, de l'université du Québec.

Jean Fournier est arrivé à Londres

LONDRES (PC) — M. Jean Fournier, nouveau délégué général du Québec, est arrivé à Londres hier.

M. Fournier était auparavant président de la Commission du service civil du Québec. Il succède à M. Guy Roberge, nommé président adjoint de la Commission fédérale des transports.

DU PLAISIR

pour toute la famille
lors de la

FÊTE DU TRAVAIL AU

**Mont
Tremblant
Lodge**

Mont-Tremblant, P.Q.
dans nos belles Laurentides

de vendredi avant le repos
du soir au lundi après-
midi: 3 diners, 3 nuits, 3
petits-déjeuners et 3 déjeuners, pour:

chambre double, bain privé \$50.00
chambre simple, bain privé \$60.00
chambre double
eau courante : \$37.50
chambre simple
eau courante : \$47.50

PAR PERSONNE

TAXE ET SERVICE COMPRIS

50% d'escompte aux moins
de 7 ans.

Pour renseignements et réservations
appeler Montréal 861-6165
ou code (819) 425-2711

Dans un mémoire à la commission Gendron

La FTQ réclame une régie chargée de faire du français la langue de travail

La preuve est faite que les mesures incitatives et les encouragements polis ne peuvent aboutir à l'instauration du français comme langue de travail dans tous les secteurs industriels au Québec. Une législation en ce sens est nécessaire et le Québec devrait mettre sur pied une régie de la langue chargée d'assurer au français un statut autre que celui de la langue du chômage et des bas salaires.

C'est l'essentiel de la position défendue par la Fédération des travailleurs du Québec dans un mémoire de 104 pages remis hier à la commission Gendron. C'est en ce sens qu'a abondé également hier M. Fernand Daoust, secrétaire général de la FTQ, au cours de la conférence de presse convoquée pour rendre public le mémoire.

Le gouvernement libéral de Robert Bourassa, a dit M. Daoust, a une dernière chance de dissiper la confusion sur les intérêts réels qu'il sert. Les suites qu'il donnera au rapport de la commission Gendron sont en effet, à notre avis, un excellent test de vérité sur la servitude ou l'indépendance des autorités en place.

Dans l'introduction de son mémoire, la FTQ rappelle qu'à son dernier congrès, en automne 1969, elle adoptait une politique linguistique dans laquelle elle condamnait le bill 63, réclamait le français comme langue de travail au Québec et ce, à tous les paliers de l'activité économique, ainsi que l'obligation pour les enfants d'immigrants à fréquenter l'école française. La FTQ rappelle également l'absolue nécessité d'une législation appropriée, les méthodes incitatives ayant largement prouvé leur inefficacité.

"Alors qu'au Québec la part du budget consacrée à l'éducation dépasse en importance tous les autres postes, nos dirigeants n'ont encore jamais posé de geste concret pour assurer à nos futurs diplômés de pouvoir travailler dans leur langue et, partant, rentabiliser les énormes dépenses assurées par la collectivité québécoise. La qualification la plus importante pour obtenir un emploi au Québec est toujours la maîtrise de la langue anglaise. Le français demeure plus que jamais la langue du chômage, des bas salaires et des emplois subalternes."

A l'appui de cette thèse, la FTQ consacre un chapitre entier de son mémoire à la situation du français au Québec. A l'aide de données statistiques il y est démontré l'état de "périlisation chronique" que connaît la langue de la majorité. En annexe, on décrit la situation pratique vécue par les travailleurs de General Motors (3,000 employés), United Aircraft (2,200 employés) et l'aéroport de Dorval (10,000 employés).

La solution proposée par la FTQ se ramène pour l'essentiel aux cinq points suivants:

1) La FTQ exclut, comme moyen de donner au français la place qui lui revient, toute mesure qui ne dépasse pas le niveau des incitations positives et des encouragements à la compréhension et au bon vouloir, et affirme la nécessité d'une législation.

2) La FTQ juge nécessaire l'instauration d'une politique linguistique globale, qui touche tous les aspects de la réalité socio-économique du Québec.

3) La FTQ privilégie, dans cette politique, la place faite au français langue de travail.

4) La FTQ demande l'institution d'une régie de la langue dotée de pouvoirs étendus.

5) L'imposition générale et instantanée de règlement, la FTQ préfère des interventions circonstanciées de la Régie, qui définirait des secteurs industriels prioritaires, et y appliquerait des mesures tenant compte des caractéristiques linguistiques des secteurs en cause.

Et le mémoire de conclure: "La remise du rapport de la

commission Gendron sera l'occasion pour notre gouvernement de démontrer son souci de faire du Québec un territoire

français, compte tenu des réserves que nous avons exprimées. S'il laisse passer cette chance, c'est notre conviction que notre

avenir collectif s'en trouvera lourdement hypothéqué." Rappelons que la FTQ regroupe quelque 250,000 mem-

bres, dont environ 80 pour cent de francophones, et oeuvre dans tous les secteurs industriels du Québec.

Sus à la taxe d'eau!

L'Association des locataires propose une nouvelle stratégie

par Solange Chalvin

Tel que suggéré par l'Association des locataires du Montréal métropolitain, environ 400 personnes se sont présentées au greffe hier et ont réussi à déposer en consignation le paiement d'une somme équivalente à leur compte de taxe d'eau de l'an dernier. Mais devant les complications et les refus rencontrés par un nombre quasiment égal de locataires, l'Association a mis au point un code de procédures qu'elle demande à la population de suivre à la lettre pour éviter des démarches inutiles.

Les propriétaires et locataires désireux de contester légalement l'augmentation de la taxe d'eau doivent:

● Se procurer une copie d'affidavit et trois copies d'avis de consignation à l'un des endroits suivants: Association des locataires de Montréal, 428 est, boul. St-Joseph, Montréal (849-3211 ou 849-3212) ou à la CSN, 1001 rue St-Denis

ou à l'Association des locataires de Côte-des-Neiges, 5319 rue Gatineau, Montréal (738-0101).

● Aller au bureau de perception des taxes de la ville, 275 est, rue Notre-Dame, avec le montant comptant, en argent (les chèques même visés sont refusés) équivalent au montant de la taxe payée l'an passé.

● Offrir ce montant en indiquant clairement que cette somme est faite en paiement final et total de la taxe d'eau 1971-72 et en exigeant un reçu officiel.

● Ce reçu sera refusé. Prendre alors l'argent et remplir (en trois copies) l'affidavit attestant ce refus. Signer cet affidavit devant un commissaire à l'assemblage, à la cour provinciale ou supérieure et faire également signer ce dernier.

L'adresse de la cour est 155 est, rue Notre-Dame, Montréal.

● Avec cet affidavit dûment signé et

trois copies d'avis de consignation, aller faire une consignation au même endroit, à la chambre 127 de l'ancien palais de justice.

L'Association des locataires se montre confiante dans l'enthousiasme des locataires et même des propriétaires à contester le règlement no 4245 de la ville de Montréal.

Au cours d'une conférence de presse établissant clairement les directives que doivent suivre les citoyens montréalais désireux de contester l'augmentation de la taxe d'eau, le président de l'Association des locataires, M. Meunier a dit que les conseillers juridiques de l'Association étudiaient présentement les moyens les plus efficaces de faire échec à ce règlement. On sait que le règlement 4245 est actuellement contesté devant la cour supérieure de Montréal.

PETITES ANNONCES RÉGULIÈRES 844-3361

Le prix de nos petites annonces est de \$1.50 par jour avec un maximum de 25 mots.
Toute insertion doit être adressée à la rédaction.
L'heure de l'annonce est indiquée pour l'édition du lendemain.

PETITES ANNONCES DU DEVOIR

Avis: Les annonceurs sont priés de vérifier la première parution de leurs annonces. Le Devoir se rend responsable d'une seule insertion erronée.
Toute erreur doit être signalée immédiatement.
S.V.P. téléphoner à 844-3361.

PETITES ANNONCES ENCADRÉES 844-3361

Le prix des petites annonces encadrées est de: \$4.20 le pouce de hauteur.
L'heure de l'annonce est indiquée pour l'édition du lendemain.

APPARTEMENT À LOUER

AVENUE DU PARC, 5462, angle St-Viateur, adjacent Outremont, 3 1/2 - \$78, 4 1/2 - \$88. Facades rues, 4 fenêtres \$92. Taxes d'eau, chauffage, eau chaude payées. Vacances. 5-10-71

A LOUER pour la saison de ski 1971-72 à JAY PEAK, Vermont, appartements condominium d'une à 4 chambres à coucher. A quelques minutes de marche des remontées-pentes. Également chalets, d'une à 4 chambres à coucher, situés sur la propriété de JAY PEAK. S'adresser à Jay Peak Inc., Jay, Vermont 05859. 2-9-71

AUTO À VENDRE

DATSUN 1600, De Luxe, 1970, manuelle, 4 vitesses, intérieur bleu pâle, extérieur blanc, excessivement propre, radio, attache-remorque, 6 roues, 22,000 milles, \$1,500. Cause mariage. Tél.: 271-9736. 2-9-71

PEUGEOT 204, 1968, 4 portes, vert, avec, un seul propriétaire, en bon état, 4 vitesses, \$750. Michel Guillet. Tél.: 659-9914 après 7h. 7-9-71

A VENDRE

MOTO HONDA, 175 cc, 1971, 1400 milles. Demander l'annonce 277-7234. 3-9-71

CHALET À LOUER

STE-AGATHE, luxueux "Bavarois", "Tyrol", 5, chauffés, flanc montagne, foyer, meubles Thibault, TV, équitation. Semaines: prix réduits septembre-octobre (aussi saison-ski). Tél.: frais v. 1-819-326-5836. 2-9-71

LAC SUPÉRIEUR, près pentes ski Mt-Tremblant, ambiance genre autrichien, pour professionnels, 3 chambres à coucher, foyer, BBQ, 1 1/2 chambre bains, garage. Aussi aisoinsante, maison complète pour 3. Louer ensemble ou séparément. Bruck. 819-688-2177 3-9-71

CHALET À VENDRE

NOMINIQUE: Chalet en bois rond, 150 pieds sur le lac, 3 chambres, chauffage central, eau courante, veranda, pêche, chasse, skidoo. Tél.: 671-8374 ou 674-6001. 3-9-71

Près Lachute, chalet à flanc de montagne, terrain 100 x 200, beaux grands arbres. Endroit paisible. Prix avantageux. Inf.: 722-4371. 13-9-71

DOMAINE DE CHASSE ET PÊCHE: Lac Édouard, 5 acres, 2 magnifiques chalets, accès direct au lac. Veritable aubaine. Société de Fiducie du Québec, 250 ouest, Grande-Allée, Québec. JM. Rondeau, 524-8468 2-9-71

FEMME DEMANDÉE

OPERATRICES expérimentées sur machine spéciale "overlock" excellent salaire excellentes conditions de travail ouvrage amusé Tiny Tots Knitting Mills, 500 ouest Sauvé, ch. 101 Montréal. 9-9-71

OPERATRICES pour chemise d'homme. Se présenter en personne. Milord Shirt, 9150 Meilleur. (1 bloc ouest de Park). 8-9-71

GARDERIE

Cherchons gardienne aimant enfant pour garçons 2 ans, 5 jours semaine, 3275 Lacombe (près Université de Montréal) Tél.: 738-2581 ou 738-4048 3-9-71

GARDERIE

Cherchons gardienne, 5 jours par semaine, pour jeune bébé. Doit venir à la maison, près métro Sherbrooke. Personne d'un certain âge bienvenue. Tél.: 844-6846. 4-9-71

HOMME OU FEMME DEMANDÉE

TECHNICIEN(NE) DE LABORATOIRE DE PHOTOGRAPHIE DEMANDÉ(E) Doit être bilingue et avoir expérience dans Type C' process et custom printing. Bon salaire. Veuillez répondre Case 79, Le Devoir 8-9-71

HOMME DEMANDÉ

Offre d'emploi AGENT DE BUREAU Secrétaire, minimum de 2 ans d'expérience, connaissance de l'anglais et de la sténographie non essentielle pour travail dans une bibliothèque. Salaire: \$5,000 à \$6,400, selon l'expérience. Les candidatures sont reçues par écrit jusqu'au 6 septembre 1971 à l'adresse suivante: Régie du Personnel, Case postale 938, Hull, P.Q. 2-9-71

INGÉNIEUR ADMINISTRATEUR DE CHANTIER

Nous recherchons candidat bilingue avec vaste expérience en administration de la construction de grands projets industriels.

Durée: jusqu'à fin 1974.

Lieu de travail: Mount Wright, Qué.

Prière d'adresser votre candidature ou téléphoner au:

Directeur, Service du Génie
(514) 288-5211

USS CONSULTANTS of CANADA, Ltd.

1140, boul. de Maisonneuve ouest,
Montréal 110, P.Q.

INGÉNIEUR EN CONSTRUCTION POUR AGIR COMME REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE POUR UN PROJET DE CONSTRUCTION DE VOIE FERRÉE

Candidat bilingue avec vaste expérience dans l'administration de la construction de voie ferrée demandé pour le projet de développement à Mount Wright, dans le Nord du Québec.

Prière d'adresser votre candidature ou de téléphoner au:

Directeur, Service du Génie
(514) 288-5211

USS CONSULTANTS of CANADA, Ltd.

1140, boul. de Maisonneuve ouest,
Montréal 110, P.Q.

MAISON À VENDRE

OUTREMONT

Davaar, duplex détaché, 6 1/2 - 7 1/2, sous-sol fini, salle de bain cuisine moderne, haut loué \$240 - Impeccable - Hyp. 8%. 9-9-71

Holyrood, près boul. Mt-Royal, 9 pièces, cuisine ultra-moderne, dinette, 3 1/2 salles de bain, sous-sol superbe. Jordin - Garage. 2-9-71

Triplex, 9 - 4 - 5, dans belle d'Outremont, modernisé, jardin superbe, garages. 2-9-71

Mme Préfontaine 273-3789

TREMBLAY INC.

Courtiers
735-5588 2-9-71

PERSONNEL

AMASO: Agence Matrimoniale et Sociale. Service sérieux. 1600 Berri, suite 3106, Maïte Gaudet, B.A., B. Ed., B. Ph., L. Es Lettres. Tél.: 288-2332, J.N.O.

RENCONTRES but amical matrimonial, personnes seules, veufs (ves). Venez vous inscrire à l'Agence du BONHEUR ENRG. 6385 Delormier. Pour rendez-vous 729-0680. 2-9-71

PROPRIÉTAIRE À VENDRE

BORD DE L'EAU

CARTIERVILLE (Montréal) Propriété impeccable, 11 grandes pièces sur terrain splendide, 12,000 p.c. terrasse bord de l'eau. Moderne, tout confort, 4 à 7 chambres à coucher, 3 salles de bain complètes, plus "powder room", salle de jeu 27' x 19' garage double. Votre maison de campagne en ville. Propriétaire Tél.: 334-5120 2-9-71

TERRAINS À VENDRE

VENDU, Lac Supérieur, terrain de choix, bord du lac, près ski Mt-Tremblant, 100 x 300. Un autre disponible. Bruck. 819-688-2177 3-9-71

Près Boulevard de l'Assomption, rue en demi-cercle, quartier résidentiel, superficie 6,800 p.c. prix à discuter. Tél.: 334-4489 2-9-71

A l'Estérel, magnifique terrain boisé 140 x 210 pieds, près hôtel, ski, golf, tennis, autoroute, 5 lacs communicants. \$4,200. Propriétaire: J. D'Arçon. Tél. Jour 873-3964 - Soir: 761-5208. 2-9-71

Propriétaire d'Outre-Mer voudrait vendre 50 lotsissements dans Ville St-Hubert. Pour voir les plans, visitez Seremac Ltd., 2100 Drummond, suite 810. Tél.: 844-3551. 2-9-71

TERRE À VENDRE

Lot à bois à vendre, 150 acres en forêt, 50% en bois mou et 50% en bois franc. Sur ce lot il y a un lac naturel de 26 acres, seul le propriétaire y a accès. Prix \$10,000. Autre lot à vendre de 400 acres, bois mou et bois franc au prix de \$7,000. Tél.: 819-344-2440 entre 7h et 9h. p.m. 4-9-71

TRAVAIL DEMANDÉ

Draperies, couvre-lits, stores. Prix spécial pour famille avec budget. Marchandise 1ère qualité. 15 ans d'expérience. Le Guerrier 322-6263. 2-9-71

Les Antipropos de Jean Lévesque



UN BLOC CANDIDE?

Une quinzaine de personnalités du Québec se rencontrent discrètement ces temps-ci pour étudier la possibilité de former un nouveau groupe politique capable de faire face au parti libéral aux prochaines élections fédérales. Le commun dénominateur qui ferait se rencontrer ces quinze personnalités d'allégeances différentes serait, selon toutes les apparences, leur opposition au gouvernement Trudeau. On parle déjà d'un "Bloc québécois". Est-ce sérieux?

Si on repasse la liste des quinze personnes qui feraient partie du groupe, il est évident que la plupart des penseurs sont de qualité. Leur but, si on comprend bien, semble par ailleurs élevé, soit le service amélioré du peuple québécois. Mais ces démarches et ces études déboucheraient-elles sur quelque chose de viable, si cela devait être un bloc formé d'éléments indépendants décidés à aller affronter sur son terrain fédéral le Premier ministre du Canada?

Considérons un instant la carte politique pan-canadienne. La situation des partis politiques au Canada est en train de subir un changement substantiel, dû au mécontentement grandissant des populations à l'égard des formations qu'elles ont favorisées naguère. Ainsi, depuis 36 ans, l'Alberta favorise le Crédit social, qui maintenant cette province lèssive les crédits pour porter au pouvoir les conservateurs. Par ailleurs, à l'ouest de l'Ontario, les libéraux n'ont plus de représentants au provincial, tandis que les néo-démocrates semblent gagner du terrain. En Ontario même, l'influence des néo-démocrates gagne du champ également en province, après avoir marqué les régions urbaines.

Au fond, au niveau provincial du pays tout entier, les libéraux ne font pas bonne figure, les conservateurs, jusqu'à l'élection de l'Alberta, étaient dans une position presque identique. Au Québec même, plusieurs milieux intellectuels s'éloignent à leur tour des partis traditionnels. C'est dans cette optique pan-canadienne qu'il nous semble qu'il faille situer la possibilité de créer un "Bloc québécois". Et dans ce recul pan-canadien des positions traditionnelles des partis politiques dans le Québec, en vue d'un prochain scrutin fédéral, les anti-trudeaistes québécois auraient-ils raison de former un nouveau groupe?

Il nous apparaît que, sur le plan tactique, cela comporterait des risques qui n'en valent pas la chandelle. Il en serait autrement si, parmi les fondateurs du bloc éventuel, on trouvait des figures de proue de la politique active, capables de faire suivre dans leur sillage les masses québécoises. Malgré tout le respect qu'on doit au "quinze du bloc", on n'y trouve pas de Saulniers par exemple, capables d'un tel effet d'entraînement. Or, hormis la présence de tels personnages, ce bloc a peu de chances de succès devant une population qui, en admettant qu'elle récusé l'actuel gouvernement fédéral, voudrait une alternative viable. Il faut quand même savoir que le peuple québécois francophone ne suit pas en masse les penseurs et les idéologues mais adore s'accrocher aux hommes capables de "gagner leur élection", sans y regarder de trop près.

Compte tenu de cette absence de leader public capable de rallier une masse et compte tenu de la propension des nôtres à ne suivre massivement que des idoles, peu importe leur dorure, il apparaît fort problématique, ce succès d'un bloc québécois sur l'échiquier fédéral du prochain scrutin. D'autant plus qu'il faudrait partir à zéro, dans la structure d'un tel parti, alors qu'existe par exemple un NPD-Québec, déjà en place, et qui doit d'ailleurs tenir un congrès spécial en octobre à Montréal. Les quinze penseurs qui songent à opposer leurs énergies conjuguées au parti de M. Elliott-Trudeau aux prochaines élections fédérales ne seraient-ils pas plus avisés de faire corps avec les néo-démocrates, pour en faire un vrai parti d'opposition?

Des indépendantistes absolutistes diront qu'il faut aller combattre M. Trudeau sur son terrain! C'est faire peu de cas du plaisir qu'aurait M. Trudeau à compter sur les doigts de la main les élus problématiques du Bloc québécois le soir des élections, et de la satisfaction qu'il aurait ensuite à montrer au reste du Canada le peu d'opposition qu'il s'est acquise, au palier fédéral, de la part des "Québec separatists". Sans compter que pour vouloir tuer le Parti québécois sur le plan provincial, on ne saurait s'y mieux prendre. Les jeux politiques ordinaires, canadiens, s'accommodent mal des idéaux, mais s'accommodent fort bien de stratégies. Et, à ce chapitre, je ne suis pas loin de dire que le passé est pas mal garant de l'avenir, en tout cas à court comme à moyen terme.

l'actualité

Le niveau des profits des entreprises revient au sommet enregistré en 1969

par James Nelson de la PC

OTTAWA — Les profits des entreprises, qui avaient subi l'an dernier les pressions du programme de restriction du gouvernement, ont reconquis tout le terrain perdu, rapportait hier Statistique Canada.

En effet, les profits bruts, qui s'élevaient à un taux annuel de \$7.74 milliards pour le premier trimestre de 1970, ont été décimés de plus de \$1 milliard au dernier trimestre.

Ils ont toutefois augmenté pendant les deux premiers trimestres de 1971, atteignant un taux annuel de \$7.8 milliards et se trouvant au milieu de l'année à peine à quatre pour cent derrière le sommet de 1969.

Selon le bureau des statistiques du gouvernement, les profits des entreprises contribuent actuellement beaucoup moins au produit national brut qu'en 1968 et 1969. A cette époque, ils constituaient au moins 10 pour cent du PNB, contre 8.6 pour cent aujourd'hui.

Statistique Canada, qui n'a pu fournir la répartition des profits d'entreprises par industries pour le deuxième trimestre de 1971, estime toutefois que certaines industries commerciales, comme celle de la vente d'automobiles, ont connu un essor considérable.

Les gains se sont établis à huit pour cent pour chacun des deux premiers trimestres de 1971.

Les revenus de travail ont également beaucoup augmenté, soit de 3.2 pour cent au cours du deuxième trimestre, affichant la plus importante hausse depuis le premier trimestre de 1969. Les salaires versés dans les industries de service ont monté de 3.5 pour cent, et de 2.8 pour cent dans les industries de production.

Les salaires, revenus et prestations pour travail supplémentaire ont atteint en avril, mai et juin de cette année un taux annuel de \$50.85 milliards. A l'encontre des profits d'entreprises et des revenus des autres grands secteurs du revenu national, le revenu des entreprises non incorporées, revenu des intérêts et investissements et revenu agricole, les salaires ont augmenté régulièrement, bien qu'à un rythme réduit, pendant le ralentissement écono-

que. Les revenus des entreprises non incorporées s'établissent, pour le premier trimestre de 1971, à un taux annuel de \$4.91 milliards, au regard de \$4.48 milliards l'année dernière.

Une augmentation du revenu agricole net du secteur administratif au regard du secteur productif a porté le total à un taux annuel de \$1.5 milliard pour le deuxième trimestre de 1971, au regard

de \$1.12 milliard l'été dernier et de \$1.54 milliard le printemps dernier.

Le revenu national, dans l'ensemble, a continué d'augmenter pendant les 18 derniers mois, mais s'est accru beaucoup plus rapidement au cours du deuxième trimestre de 1971. De \$63.77 milliards en 1970, il a passé à un taux annuel de \$65.93 milliards en janvier, février et mars, et à \$66.44 milliards pour les trois derniers mois étudiés.

Détente sur les taux d'intérêt aux États-Unis

NEW YORK (AFP) — La tendance à la hausse qui se manifestait depuis avril dernier sur les taux d'intérêt aux États-Unis s'est renversée depuis l'annonce de la nouvelle politique économique du président Nixon.

La détente se manifeste dans plusieurs secteurs: les taux d'intérêt sur les bons du trésor sont retombés à leur niveau du début juin; les taux d'intérêt sur les acceptations bancaires et sur les certificats de dépôt à terme de 100,000 dollars et plus ont légèrement diminué; ceux sur les obligations à long terme s'inscrivent également en légère baisse.

Le repli a de bonnes chances de se poursuivre dans l'avenir immédiat, estime-t-on à Wall Street. Il est cependant encore trop tôt pour espérer qu'il se répercute bientôt sur le prime rate, le taux d'intérêt privilégié des banques américaines, ajoute-t-on. Une petite banque de Saint-Louis a abaissé la semaine dernière ce taux de 6 à 5.75 pour cent mais elle n'a été suivie par aucun des grands établissements de

New York, de Chicago et de Californie.

La baisse des taux d'intérêt à court terme est largement une conséquence de la crise monétaire et des décisions annoncées par le président Nixon le 15 août, soulignant dans les milieux financiers. Les énormes rentrées de dollars dans les coffres des banques centrales étrangères ont amené ces dernières à placer ces fonds aux États-Unis: elles auraient acheté 3 milliards de dollars de titres gouvernementaux non commercialisables depuis le début août. Ceci a réduit les besoins d'emprunt de la trésorerie dans l'avenir immédiat. Les incertitudes monétaires ont en outre amené certains investisseurs à placer leurs capitaux à court terme en attendant de voir comment évolue la situation.

Les autorités monétaires pour leur part ne semblent avoir ni accéléré ni freiné le mouvement. On estime dans les milieux financiers que la "FED" étudie l'impact du programme Nixon sur les marchés et que sa politique est pour l'instant neutre.

économique

Les marchés monétaires

Le dollar se maintient toujours

La réévaluation que les autorités américaines attendaient de toutes les autres monnaies par rapport au dollar, après les décisions du 15 août, est encore très loin de se préciser, dans l'ampleur souhaitée, sur les marchés des changes. Mardi, au contraire, le dollar a remonté à Francfort et à Bruxelles et n'a baissé que de 0.5 p.c. à Tokyo.

A Londres, la livre sterling s'est repliée par rapport à toutes les autres devises à la suite des sévères mesures antiséculaires prises par le gouvernement et le dollar est remonté de \$2.4610 mardi.

Zurich, où la pression de la spéculation a été freinée par des mesures restrictives, le dollar poursuit la remontée qu'il avait amorcée lundi. Il se rapproche de son prix plancher officiel de 4.01 en atteignant 3.3850.

A Francfort, le dollar vaut 3.3980-3.4010, c'est-à-dire qu'il est pratiquement stable depuis lundi et que sa décote est restée de 7.6 p.c.

A Tokyo, le dollar a un peu baissé par rapport à lundi, mais cela n'a pas dépassé 0.5 p.c. A 339.70, sa décote s'établit à 6 p.c.

A Paris, la situation est moins claire car la monnaie américaine est traitée de façon différente sur les deux marchés. Sur le marché "commercial", il a décollé de son plancher officiel de 5.5125 à 5.5127-5.5135. C'est-à-dire que la Banque de France n'a pas eu à acheter des dollars puisque son cours se situe à l'intérieur de la fourchette officielle.

Sur le marché "financier", le dollar s'affaiblissait très légèrement au contraire à 5.32 francs, soit une décote de 4.15 p.c. contre 4 p.c. lundi.

Sur le marché des changes de New

York, le dollar a fait preuve de bonnes dispositions, sauf vis-à-vis du franc français.

En fin de matinée, le franc financier était coté 18, 75-85 cents, son niveau le plus élevé depuis l'instauration du double marché des changes à Paris. Il accusait une prime de 4.4 pour cent par rapport à la parité. Le franc commercial s'établissait à 18,125 - 145 cents, en légère hausse par rapport à la clôture de la veille.

On notait un léger raffermissement du dollar par rapport au yen, coté 29 4-5 cents pour 100 yens au lieu de 29 1-4 - 30 1-4 la veille, raffermissement qui traduisait surtout un resserrement de la différence entre les taux vendeur et acheteur. Les variations de la monnaie américaine par rapport aux autres devises étaient de faible ampleur.

Les marchés boursiers

Baisse modérée et "normale" des cours à l'approche de la Fête du Travail

Une reprise qui s'est effectuée tard, hier après-midi a entraîné une hausse dans tous les secteurs à la Bourse de Montréal alors que les prix étaient restés à la baisse et l'activité réduite pendant la journée.

Le volume des échanges pour la Bourse de Montréal et la Bourse canadienne était de 1,194,000 actions, contre 1,063,000 lundi à la même heure.

En tête des gains, Falconbridge gagnait \$1 à \$96; Canadian Arena \$1 à \$15; Hollinger 3-4 à \$39 1-4; Genstar 5-8 à \$11 1-2; Imperial Oil 5-8 à \$29 1-2; CP Ltd. 1-2 à \$64 1-4 et la Banque de la Nouvelle-Ecosse 1-2 à \$27 1-4.

Parmi les reculs, International Utilities perdait \$1 1-4 à \$37 3-4; Du Pont 7-8 à \$18; Walker-Gooderham and Worts 5-8 à \$36 1-4 et Moore Corp. 1-2 à \$35.

A la Bourse canadienne, Africana Mining était le titre le plus actif de la journée et perdait neuf cents à 91 cents sur un volume de 100,450 actions; Pan American Mines a subi un recul vertigineux de \$2.85 à \$7.00 sur un volume de 82,290 actions; James Bay Mining perdait 1 1-2 cents à

31 cents sur un volume de 73,000 actions et Pacific Nickel Mines reculait de 10 cents à 38 cents sur un volume de 28,000 actions.

Les reculs étaient plus nombreux que les avances dans une proportion de 125 à 78, 91 titres demeurant inchangés.

Les échanges totalisaient un volume de 1.78 million d'actions, d'une valeur de \$16.2 millions, contre un volume de 1.34 million d'actions, d'une valeur de \$12.1 millions lundi.

Les reculs précédaient les avances dans une proportion de 240 à 202, 264 titres demeurant inchangés.

New York

Les cours ont à nouveau cédé du terrain à Wall Street hier, mais les pertes ont été de modestes ampleur. La possibilité qu'un contrôle des bénéfices et des dividendes soit instauré à l'issue de 90 jours de blocage des prix et des salaires a incité les investisseurs à la prudence. Dans ce climat, les prises de bénéfices l'ont emporté, mais une légère reprise a été enregistrée juste avant la clôture. Les affaires sont restées calmes.

General Motors et Ford ont clôturé en léger progrès parmi les automobiles, mais IBM a cédé six dollars parmi les ordinateurs qui ont généralement perdu un peu de terrain. Les télévisions, les aérospatiales et les chimiques, notamment Union Carbide, se sont repliés, de même que les sidé-

urgiques, parmi lesquelles Bethlehem Steel a cependant progressé. Les pharmaceutiques, les cinémas, les électroniques, les mécaniques et les pneumatiques se sont effrités par endroits. Atlantic Richfield a gagné deux dollars parmi les pétroles qui ont évolué irrégulièrement de même que les tabacs, les grands magasins, les papiers et les chemins de fer. Les transports aériens et les cuipriferes ont clôturé sans grand changement.

A la fermeture, l'indice moyen Dow Jones pour 30 titres industriels reculait de 3.36 à 898.07. Il avait reculé plus tôt de cinq points.

Le volume des transactions était de 10.43 millions d'actions, contre 11.12 millions lundi.

Sur 1,672 titres échangés, il y avait 463 avances et 892 reculs.

Parmi les titres canadiens échangés à la Bourse de New York, McIntyre Percupine gagnait 2 1-2 à \$87; Dome Mines 1-4 à \$62 1-8 et Massey 1-4 à \$11 1-4. Granby Mining perdait 1-4 à \$21 et Walker Gooderham 1-4 à \$36 1-4.

Des compagnies... en bref

Bowater ouverte à toute offre

Bowater Organisation a annoncé qu'elle entreprenait la fermeture de son usine terre-neuvienne de papier journal à Corner Brook mais qu'elle était prête à considérer toute offre gouvernementale visant à acheter l'usine.

Faisant ces déclarations, le vice-président exécutif de Bowater, M. Robert Knight répondait ainsi aux déclarations de la veille du premier ministre de Terre-Neuve, M. Smallwood qui a déclaré que son gouvernement était prêt à faire une offre d'achat de l'usine de papier-journal de Corner Brook pour en empêcher la fermeture.

M. Knight a annoncé qu'une des cinq machines de papier-journal allait être fermée pour au moins deux ans sinon définitivement. Cette fermeture qui aura lieu le 31 octobre (et non le 1er octobre tel qu'annoncé précédemment) entraînera la mise à pied de 350 employés de l'usine en plus de bûcherons et autres employés qui se trouveront ainsi sans emploi.

M. Knight estime entre \$75 et \$100 millions la valeur de l'usine et se dit prêt à considérer attentivement toute offre gouvernementale "réaliste".

Jusqu'ici, M. Smallwood s'est limité à demander formellement qu'une option soit accordée prioritairement au gouvernement de Terre-Neuve si Bowater décide de se défaire de son usine de Corner Brook.

ZELLER'S

Zeller's Limitée annonce que les ventes au cours des six premiers mois de l'exercice financier de 1971 ont augmenté de 18.5% et le revenu net de 6.5%.

Les ventes se sont chiffrées à \$83,155,113, ce qui représente une augmentation en volume de \$12,959,827 par rapport à la période correspondante l'an dernier. Le revenu net se chiffrait à \$1,800,389, ce qui représente, après paiement des dividendes sur les actions privilégiées, 14 par action ordinaire au regard de 13 par action l'an dernier.

Le programme d'expansion de 1971 augmentera la superficie totale des magasins de la Compagnie d'environ 960,000 pieds carrés dans douze grands magasins de banlieue.

A la fin de juillet 1971, quatre nouveaux magasins avaient ouvert leurs portes, trois autres étaient en voie de construction en vue de leur ouverture en août, et l'ouverture de cinq autres magasins est prévue pour septembre et octobre. En plus de l'inauguration de ces douze magasins, quatre magasins déjà bien établis ont subi des travaux d'agrandissement et de modernisation.

MLW — Worthington

MLW-Worthington Ltd. et ses filiales rapportent un revenu

net de \$291,000 soit 36 cents l'action pour les premiers six mois de 1971, comparativement à \$453,000 ou 57 cents l'action pour la période correspondante de l'an dernier.

Le président de la compagnie, M. Richard M. Ettington, a dit dans son rapport que la baisse accusée pour cette période était due à une réduction du volume de l'expédition et à un accroissement des investissements consacrés à la recherche et au développement.

La compagnie produit, entre autres choses, des locomotives pour chemins de fer.



Un immeuble professionnel et commercial de 6 étages, situé à l'angle Côte des Neiges et de la Peltre, au coût de \$2 millions. Les baies d'angles sans montant d'arête sont scellées de façon à ne pas obstruer la vue vers l'extérieur.

Le yen flottant poursuit sa lente progression par rapport au dollar

TOKYO (AFP) — Le yen flottant a continué hier sa lente progression par rapport au dollar qui a été coté 338.90 yen sur le marché des changes, soit 5.8 pour cent au-dessous de l'ancienne parité de 360. Cette légère baisse (il avait été coté 340 yen la veille) s'est effectuée dans un marché peu actif (137 millions de dollars seulement ont été traités) où la Banque du Japon n'est pas intervenue.

Les milieux financiers de Tokyo s'attendent cependant que la pression sur le dollar s'accroisse fortement au cours des prochains jours. On s'attend alors que la Banque du Japon intervienne pour tenter de limiter la baisse à 7 ou 8 pour cent.

Le Japon a demandé formellement, dans un document transmis au département d'état américain, la suppression

rapide de la surtaxe américaine de dix pour cent sur les importations. Le Japon s'estime en droit de faire cette demande, "car en faisant flotter le yen, il a pris une mesure importante pour la réforme monétaire mondiale", déclare le document.

M. Philip H. Trezise, secrétaire d'état adjoint des États-Unis, a constaté que, en instituant le yen flottant, mesure préliminaire à une réévaluation, le gouvernement japonais pense avoir ainsi contribué à une solution de la crise monétaire mondiale. De hauts fonctionnaires du gouvernement lui ont déclaré hier après-midi que le Japon ne pouvait plus maintenant envisager d'ouvrir l'industrie des ordinateurs aux investissements étrangers.

Les conséquences du flottement du yen

obligera au contraire le gouvernement à protéger et à aider ces industries, ont-ils expliqué.

Par ailleurs, le vice ministre des finances pour les affaires internationales, M. Takashi Hozumi, a exprimé "l'opinion personnelle" que le dollar devra continuer à jouer le rôle de monnaie internationale. Parlant à une conférence de presse pour les correspondants étrangers, M. Hozumi a déclaré que ni l'idée de reconstruire le système monétaire international sur la base des "droits de tirages spéciaux", ni le retour à l'or comme monnaie internationale n'étaient praticables. Un des meilleurs moyens de résoudre la crise monétaire est de trouver le moyen d'assurer le retour des dollars aux États-Unis lorsqu'ils deviendront trop abondants à l'étranger.



Notre petit dernier.

Pour les petites entreprises impatientes de grandir.

Le Honeywell 58 est un aide laborieux qui mérite largement son salaire. Il s'occupera, avec zèle, de tous les travaux fastidieux de facturation, de paye, de comptabilité, etc. A peine lui aurez-vous donné vos directives qu'il vous présentera les résultats de son travail, déclassant par sa rapidité les équipements mécanographiques les plus rapides.

Le reste de son anatomie ne vous réserve que d'heureuses surprises.

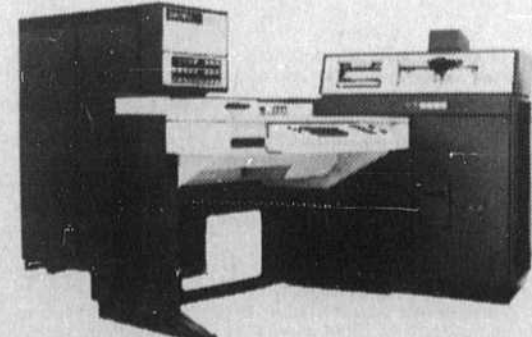
Premièrement, alors qu'il règle rapidement les travaux qui lui sont confiés, il profite de l'occasion pour mettre à jour son fichier principal à l'aide des informations qui lui parviennent. Tout simplement parce que sa mémoire, dont il est fier, retient facilement vos fichiers de clientèle, de produits, de vente et bien d'autres encore.

Deuxièmement, tout ce qu'il a en tête est immédiatement accessible. Désirez-vous une information sur vos clients, vos employés, l'état de vos stocks? Demandez-lui tout simplement, en effleurant son clavier: un instant plus tard sa réponse apparaîtra sur écran cathodique, au lieu de fouiller la paperasse pendant une heure.

Troisièmement, c'est un petit qui ne se contente pas d'aligner des chiffres. Il apprécie de temps à autre un programme de gestion. Il ne prend pas les décisions à votre place, mais en vous fournissant des informations de dernière minute et tous les rapports dont vous avez besoin, il vous aide sérieusement à le faire. Au fait, comment avez-vous pu vous passer d'un tel collaborateur jusqu'à présent?

Le 58 se contente d'un salaire bien modique, pour ce qu'il est capable de faire, 910 dollars par

mois! C'est la somme qu'il vous faudrait déboursier pour vous assurer les services d'un nouveau comptable. Il n'est pas nécessaire de lui offrir un spécialiste. Honeywell peut, en quelques heures, former n'importe quel membre de votre personnel pour le programmer et le faire fonctionner.



Si ce petit dernier vous intéresse, nous vous en dirons davantage sur son compte. Écrivez-nous ou appelez: Honeywell Information Systems, 800 boulevard Dorchester ouest, Montréal, Québec. Téléphone: 861-0461.

L'autre compagnie d'ordinateurs

Honeywell

Le pilote Dick Brown et un peu de son histoire

par PIERRE GINGRAS

"J'ai commencé à courir il y a 5 ans, ici-même au Québec. Comme j'aimais pousser à fond ma voiture de rue et que les contraventions se faisaient nombreuses, j'ai décidé d'essayer les circuits. C'est ainsi que j'ai appris à connaître la course automobile et de cette façon je pouvais mieux juger de mes propres capacités."

Quelques mécanos s'affairaient autour d'une énorme voiture de course de couleur bleue. Tout près des gens se sont rassemblés pour mieux la contempler ou la toucher et les discussions vont bon train.

Plus loin, un projecteur met en vedette un pilote bien connu et la foule se presse contre lui. De partout dans cette immense place où sont entassés les bolides qui prendront bientôt le départ, on entend les moteurs qui rugissent, prêts à mordre le circuit brûlant à une vitesse folle.

Pourtant, dans tout ce tumulte, certains regards se posent sur un homme qui se tient à l'écart, l'air songeur, et qui semble méditer, calculer, chercher on ne sait quoi en lui-même, offrant un sourire sympathique aux encouragements de ses admirateurs pour qui il risquera dans quelques instants sa vie; c'est Richard "Dick" Brown.

Dick n'en est pas à sa première épreuve. Pour lui c'est beaucoup plus qu'un passe-temps, car maintenant il est professionnel. Il conduit une Camaro 1969 avec un moteur de 302 cu. in., et qui développe 450 cv. Il fait affaire avec l'équipe Todco et il est commandité par Filtronique Hi-Fi de Guy Charbonneau. En travail régulier, il est agent d'immeubles pour Montreal Trust.

"A moins de posséder une certaine fortune personnelle, il est très difficile de participer activement à la course au Québec. Quelques-uns y parviennent, d'autres n'atteignent jamais le but qu'ils s'étaient fixé. Le tout est de gagner certaines courses et de jouer chanceux. Il faut vraiment prévoir ce qui peut arriver."

Par exemple la Camaro de Dick: son prix est environ de \$20,000; les pneus coûtent \$85,00 chacun. Il faut payer les mécaniciens, les pièces, le transport de la voiture, etc. Il y a les commanditaires, mais ceux-ci ne paient qu'une partie des dépenses. Vous vous amenez sur la piste en sachant que le vainqueur aura une bourse de \$900 et que si, au premier tour de piste, vous démolissez votre voiture sur un arbre, il vous faudra un sacré courage pour tout recommencer à zéro.

"Ce qui différencie les bons des mauvais conducteurs", dit Dick, "c'est justement la façon dont un pilote et toute son équipe préparent la course afin de tirer le maximum de rendement de leur voiture. Il s'agit de savoir comment procéder et ça demande une technique très avancée, beaucoup d'expérience et surtout de bons circuits où le conducteur se sent en sécurité sur un tracé intelligemment construit en fonction de la haute vitesse qu'il faut atteindre."

Dick Brown effectue du très bon travail. Il le fait sérieusement, non pas pour récolter des millions, mais pour l'amour de la course. Pourtant chaque fois qu'il met son casque protecteur, qu'il s'endosse sa casquette, qu'il s'engouffre dans ce monstre de vitesse et qu'il se retrouve à la ligne de départ, seul avec lui-même, Dick pense à sa famille, ses amis, ses mécaniciens, ses commanditaires et c'est alors qu'apparaît en lui cette force qui l'anime, ce désir brûlant de relever le défi jusqu'au bout, de maîtriser sa voiture afin de ne jamais décevoir ceux-là qui ont mis tout leur espoir en lui.

Comme certains, il ne cherche pas la gloire, il ne s'amuse pas à jouer à la vedette. Bien sûr, ce qu'il désire avant tout, c'est de gagner, mais après une victoire ou une défaite, il aime bien se voir seul avec son épouse Louise et sa mignonne petite fille Lydia, loin de la foule, pour laisser s'enfuir cette concentration, oublier les odeurs d'huile et de pneus brûlés et penser à ce que lui réserve la prochaine course... et ce qui surgira au prochain tournant!



DICK BROWN
(Photo Denis Giguère)

l'information

STEVE WORSTER, qui a quitté les rangs de Chats-Tigres de Hamilton à la suite d'une accusation à l'effet qu'il aurait eu en sa possession un livre de marijuana, est retourné à l'Université du Texas. C'est du moins ce qu'affirmait hier le Herald Times de Dallas dans lequel Steve Perkins prétend, après une conversation avec Lang don Viracola, un conseiller de plusieurs joueurs de football, que Worster jouera dans un avenir plus ou moins rapproché avec les Rams de Los Angeles ou avec deux ou trois autres équipes de la ligue Nationale.

EARL INGARFIELD a signé hier un contrat d'un an comme instructeur des Pats de Regina, de la ligue de hockey de l'Ouest, succédant ainsi à Bob Turner qui avait plutôt remis sa démission afin de devenir entraîneur des Golden Seals de la Californie. Ingardfield, qui a passé neuf ans avec les Rangers de New York avant d'être repêché par les Penguins de Pittsburgh en 1967, s'est retiré du jeu la saison dernière alors qu'il portait les couleurs des Seals.

JACK NICKLAUS, malgré une surprenante défaite lors de la première ronde du championnat professionnel du jeu au trou des États-Unis, domine néanmoins la liste des meilleurs boursiers du circuit de golf américain. Nicklaus mène avec un total de \$207,081 mais il est en revanche suivi d'assez près par Lee Trevino avec \$197,219, et par Arnold Palmer avec \$194,937. Suivent dans l'ordre: Gary Player, \$120,916; Miller Barber, \$111,477; Bruce Crampton, \$106,736; Jerry Heard, \$106,329; Tom Weiskopf, \$101,837; Gene Littler, \$98,687; et Dave Eichelberger, \$97,255.

MATT BENOIT a réussi un trou d'un coup au 7ème trou du club de Baie-Mississquoi, d'une distance de 140 verges. Il a réussi l'exploit rêvé de tout golfeur avec un bois no-3.

L'ÉQUIPE CANADIENNE d'athlétisme qui a gagné sept médailles d'or aux derniers Jeux panaméricains de Cali le mois dernier, a quitté hier la capitale fédérale en direction de l'Europe. Les hommes seront à l'œuvre les 4 et 5 septembre à Sardine, en Italie, tandis que les femmes seront en piste le 3 septembre à Palerme. La plupart des 58 membres reviendront au Canada après cette compétition cependant qu'un groupe de 10 membres se rendra à Berlin pour une autre rencontre le 8 septembre, et huit autres se rendront à Londres.

JOE FRAZIER, champion mondial poids lourds, sera l'invité de la piste Blue Bonnets ce soir. La 3ème course sera présentée en son honneur et Frazier fera la présentation d'une couverture de retiroissement au gagnant de l'épreuve. Frazier est à Montréal en vue de la soirée de boxe de demain soir au centre Paul-Sauvé, où il arbitrera gratuitement le combat bénéfice entre Reynald Cantin et Nick Cosma.

LOU BROCK a déclaré hier que le record de 104 buts volés de Maury Wills pourrait bien demeurer à jamais à cause de la qualité des receveurs actuels. Brock, en volant deux buts contre les Mets mardi soir, a établi un nouveau record des majeures avec 50 larcins ou plus lors de sept saisons consécutives. Brock a maintenant un grand total de 489 buts volés depuis le début de sa carrière il y a 11 ans.

JOHN NEWCOMBE, premier favori, affrontera Jan Kodès aujourd'hui à l'ouverture des championnats de tennis de Forest Hill: 32 matches seront alors présentés. Pancho Gonzales, 43 ans, jouera pour sa part sur le court principal contre un autre Américain, Bob Kreiss.

HUIT CHEVAUX, tout le favori Hoot Speed prendront part aujourd'hui au Prix Hambletonian d'une bourse de \$129,770 qui sera couru à Du Quoin, Illinois. Quatre courses sont prévues avant d'attribuer le 1er prix de \$64,885. D'autres favoris sont Speedy Crown, Quick Bride et Keystone Hilliard.

LES CHEFS de Kansas City ont défait les Jets de New York au compte de 21-16 lundi soir dans une partie hors-concours de la ligue Nationale de football grâce à deux touchés du demi Ed Podolak devant une foule de 37,650 personnes au terrain municipal de l'endroit.

HANS FASSNACHT, de l'Allemagne de l'Ouest, a nagé hier des 200 mètres les plus rapides de l'histoire, nage papillon, en un temps de 2:00.3 minutes. L'ancien record de 2:03.0 avait été établi par Mark Spitz à Houston vendredi dernier.

Les choix de "M. Hans" à B.B.

Voici les choix de M. Hans pour le programme de ce soir: 1ère course: 1—Can be Champ (4); 2—Burning Luck (2); 3—Rip Money (8).

2ème: 1—Sea Diver (1); 2—Spats Campbell (5); 3—Warhann (8). Double suggéré: 4-1.
3ème: 1—Hellenic Ace (3); 2—Vive Le Ruler (6); 3—Foxy Lynn (7). Quinielles suggérées: Roulette 3-6-7.
4ème: 1—Black Treasure (8); 2—Level Road (7); 3—Talesman (1).
5ème: 1—No Success; 2—Launch Out (2); 3—Gay Saxon (9). Quinielles suggérées: Roulette 8-2-9-3.
6ème: 1—Jordan's Lake (3); 2—Kilabu (9); 3—Sir Magnus (10).
7ème: 1—York Ranger (7); 2—Firm Bull (4); 3—April Wind (5). Quinielles suggérées: Roulette 7-4-5.
8ème: 1—Venpower (9); 2—Great Gabe (8); 3—Dumpling (6).
9ème: 1—Brave Lord (5); 2—Knead Dough (2); 3—Roman Brick (10). Exactas suggérées: Roulette 5-2-10-4.

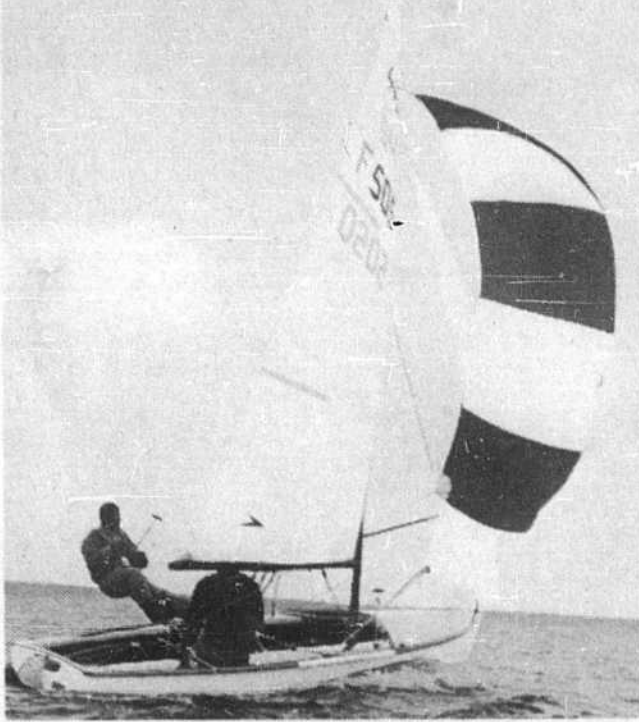
sportive

Le grand Frank sous contrat

L'ailier gauche Frank Mahovich qui a égalé un record des éliminatoires avec un total de 27 points en mai dernier pour aider les Canadiens à remporter la coupe Stanley, a signé son contrat en vue de la prochaine saison. Les termes du contrat d'un an n'ont évidemment pas été dévoilés.

Agé de 33 ans, Mahovich a

compté 14 buts durant les séries de la coupe Stanley de 1970-71, un nouveau record. Mahovich est venu aux Canadiens dans un échange avec les Red Wings de Détroit le 15 janvier dernier. Il a terminé la saison régulière avec 31 buts et 42 passes pour un total de 73 points. Il a réussi 17 de ses buts après son arrivée avec le Tricolore.



LE 1er CHAMPIONNAT nord-américain de la classe internationale des "470" se déroulera au Club nautique Deux Montagnes à Vaudreuil les 4, 5 et 6 septembre. Cet événement réunira une cinquantaine d'équipages venant d'assez loin que la Californie. Le "470" est présentement considéré par le Comité olympique international en vue d'une nouvelle classe de dérivés olympiques pour les Jeux de 1976. L'Association canadienne organise également le championnat du monde qui aura lieu à Montréal l'été prochain.

Pas de club de hockey en 1972

OTTAWA (PC) — Le directeur exécutif de l'Association canadienne de hockey amateur a fait savoir hier que le Canada avait rejeté une invitation officieuse que lui avait transmise le Japon afin d'envoyer une équipe aux Olympiques d'Hiver qui auront lieu à Sapporo en 1972.

Dans une interview, M. Gordon Juckes a rapporté qu'il avait écrit au vice-président du comité olympique canadien, M. F.S. Shaughnessy, une lettre dans laquelle il affirme qu'une équipe canadienne de hockey ne pourrait se rendre au Japon même si elle recevait une invitation officielle.

Si le Canada ne peut envoyer une équipe majeure de hockey dans une compétition internationale, il n'enverra pas une équipe d'amateurs; j'en ai fait que maintenir la position du hockey canadien depuis janvier 1970.

M. Juckes a également souligné que le public canadien verrait d'un meilleur oeil l'envoi d'une équipe amateur aux Olympiques si des professionnels avaient l'occasion d'affronter des clubs européens dans des compétitions internationales autres que les Olympiques.

Cependant, si le Canada ne sera pas représenté à Sapporo, il le sera par ailleurs aux championnats mondiaux pour étudiants qui seront présentés du 25 février au 5 mars 1972 au Lac Placid, dans l'Etat de New York.

Tom Watt, instructeur de hockey de l'université de Toronto, a été choisi afin d'organiser une équipe représentative.

On se rappelle que le Canada avait refusé l'an dernier d'envoyer une équipe à ces championnats. Le Canada avait été représenté en 1964 et 1968.

236 golfeurs au tournoi Valin du club Chanteclerc

Au moins 236 golfeurs professionnels et amateurs sont déjà inscrits au 8ème tournoi annuel Albert Valin qui aura lieu au club Chanteclerc de Ste-Adele, demain.

Voici le tirage:

7:36—Camille Labelle et invités.
7:45—André Maltais, Daniel Pesant, Michel Veilleux, J.G. Tremblay.
7:54—J.P. Duchesneau, Tony Gerny, Richard Boisvert, Jean Duchesne.
8:03—Paul Mihalcean, Al Baggio, C. Murray, G. Duclos.
8:12—André Goyer et invités.
8:21—J. Jackson et invités.
8:30—G. Ménard et invités.
8:39—Bill McFaul, Larry Moore, Jean Lalonde.
8:48—Y. Constantineau, A. Gauthier, M. Desy.
8:56—Roland Paul et invités.
9:06—L. Michaud, B. Preston, G. Normandin.
9:15—L. Foisy, R. Thériault, invités.
9:24—L. Gaumont, D. Rivet, R. St-Jean.
9:33—J. Choquette, D. Morency, R. Meunier, E. Fortier.
9:42—L. Lambert et invités.
9:51—M. Deschênes, R. Dubé, N. Boyce, G. Beck.
10:00—J. Desjardins et invités.
10:09—Phil Laliberté, Ed. Eustace, Ray Dufort, Gilles Laroche.
10:18—R. Dussault, A. Métivier, G. Paquin, R. Beauséjour.
10:27—Léo Bernier, J. Vailancourt, invités.
10:36—J.L. Fauteux, Philippe Lauzon, L. Tessier, O. Trudel.
10:45—A. Thibault, Bob Schultz, invités.
10:54—J. Marc Ladouceur, R. Bélanger, Charles Girardeau, Gilles Lacasse.
11:03—J. Morin, Roland Montreuil, invités.
11:12—Francesco Siriani, Jean-Paul Alary, Jean Milaire, Bernard Forget.
11:21—Jean-Guy Périard, Henri Chatelein, V. Miron, Pit Morin.
11:30—O. Lamoureux, Jacques Lalonde fils, L. Gosselin, J. Y. Gosselin.
11:39—J. Hamel, V. Crete, J. Lapointe, G. Talbot.
11:48—P. Palangio, Roger Charbonneau, Frank Dibiasi, R. Pichens.
11:57—Alain Gousse, Marcel Pigeon, Gerry Proulx, Paul Labonté.
12:15—Albert Valin, Jack Bissegger, André Gagnier, Luc Brien.
12:23—Jules Huot, Stan Horne, Don Collins, Jerry Jarry.
12:31—Norman Hunt, Stan Baird, Alan Ogilvie, Arnold McLean.
12:39—Jack Taylor, Richard Milaire, Roger Bouchard, Ken Fulton.
12:47—Ross Conklin, Elton Irwin, Ron Lawner, Roland Juster.
12:55—Bill Mitchell, Bill Walsh, Maurice Legault, Jean-Jacques Côté.
1:03—Roger St-Vincent, Jim Arnold, Claude Huet, Jean Giroux.
1:11—André Lecompte, André Rufigue, Marcel Beauregard, Ronald Corey.
1:19—André Harvey, Yvon Bonin, A. Morency, Gerry Donohue.
1:27—George Arnold, R. Lévesque, J. Morin, L. Juteau.
1:35—Y. Bouchard, Jean-Guy Regnaud, André Burns, J.G. Poirier.
1:43—A. Bourret, J. C. Roy, L. Lemoyne, G. Dupuis.
1:51—Jacques Lévesque, Réal Brissan, A. Meunier, B. Crevier.
1:59—H.-Belzil, J. Bernard, C. Echeles, J. Roussin.
2:07—Hubert Côté et invités.
2:15—Maurice Richard, Sarto Legault, Yves Nadon, Osiar Carrière.
2:23—J. Shpetko, A. Lanthier, J. Vallé, Guy Cardinal.
2:31—Michel Milaire, Alf Sland, Bruce Fry, R. Carrière.
2:39—Ed Greer, G. Goddard, A. Labrie.
2:47—C. Trudel, G. Lemieux, P. Lavigne, P. Duclos.
2:55—Don Tarilton, T. Flood, B. Lamo.
3:15—Départs des femmes, 9 trous.

Les athlètes, des esclaves?

BANFF, Alberta (PC) — Les athlètes professionnels sont astreints à un régime féodal et, sur le marché du travail, ils sont trois siècles en retard, a affirmé un professeur de philosophie au congrès du Barreau canadien.

M. John Murtry, de Guelph, a ajouté que les athlètes canadiens n'ont aucune liberté d'emploi: dans le sport professionnel, l'athlète est lié par un contrat féodal, il est absolument à la merci de son propriétaire comme un serf.

De son côté, Me Bill Britton, avocat et ancien joueur de football qui a fait partie du club Lions, a déclaré que les contrats des joueurs sont sans pitié et à l'avantage d'un seul parti.

Clarence Campbell

Par contre, Clarence Campbell, président de la ligue Nationale de hockey, est d'avis que les joueurs seraient les perdants s'ils étaient libres et s'ils ne profitaient pas des clauses d'option: les équipes ne pourraient dépenser pour la formation des athlètes si ceux-ci pouvaient passer à volonté à une autre équipe.

Herb Capozzi, ancien gérant des Lions de Vancouver, appuyé Campbell, de même Nancy Greene Raine, ancienne championne mondiale de ski.

Elaine Tanner est mariée

CALGARY PC—La sportive bien connue Elaine Tanner s'est mariée en fin de semaine à Calgary. Elle a épousé Jan Nahrang, domicilié dans cette ville. Les nouveaux époux veulent passer leur lune de miel à faire du campisme dans les Rocheuses, puis ils reviendront à Calgary.

Le nom d'Elaine Tanner figure au Temple de la renommée des sports. La jeune femme a été choisie comme athlète de l'année en 1965.

Elaine, à qui on a donné le surnom de "Mighty Mouse", a obtenu quatre médailles d'or et trois médailles d'argent dans les épreuves de natation en solo et en équipe aux Jeux du Commonwealth 1966, à la Jamaïque.

Avis légaux - Avis publics - Appels d'offres

CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR SUPERIEURE

NO: 95-81273-71
GUY DALTON, résident et domicilié en la ville de Pierrefonds, District de Montréal.

Demandeur

VS.
WILLIAM G. JONES, résident et domicilié au 1001 Rue Boisée, Pierrefonds, District de Montréal, et maintenant de lieux inconnus.

Défendeur

AVIS
Par ordre de la Cour, le défendeur est requis de comparaître dans un délai de trente (30) jours, à compter de la dernière publication. Copies de la déclaration et du bref d'assignation ont été déposées au greffe de la Cour Supérieure, à son intention.

MONTREAL, ce 21 août 1971.
MARIUS D'AMOURS, P.C.S.M.
Mes Robitaille, Danneberg & Ass.,
508 Place d'Armes, suite 1800,
Montréal 126, P.Q.

CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR SUPERIEURE

NO: 95-812 921-71
FEMIRIA PERINI, secrétaire, résident en la cité et district de Montréal.

Demanderesse

VS.
OTTAVIO VILARDI, résident en la ville de Milan en Italie.

Défendeur

PAR ORDRE DE LA COUR:
Le défendeur OTTAVIO VILARDI est par les présentes requis de comparaître dans un délai de trente (30) jours, à compter de la dernière publication.

Une copie du Bref d'Assignation et de la Déclaration a été déposée au greffe de la Cour Supérieure de Montréal à son intention.
MONTREAL, ce 27ème jour d'août 1971
MARIUS D'AMOURS P.C.S.M.
Me Manuel Feldman,
19 St-James ouest, S. 906
Montréal, Qué.

CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR SUPERIEURE (Division des Divorces)

GREFFE DES DIVORCES
DIVISION DE MONTRÉAL
NO: 11-016 124-71

DORIS PELLAND, résident en la cité et district de Montréal.

Requérante

VS.
GERARD PEPIN, présentement de lieux inconnus.

Intimé

PAR ORDRE DE LA COUR:
L'intimé GERARD PEPIN est par les présentes requis de comparaître dans un délai de 60 jours de la dernière publication.

Une copie de la REQUÊTE EN DIVORCE a été déposée à la Division des Divorces de Montréal à son intention.

Prenez de plus avis, qu'à défaut par vous de signifier et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la Requête procédera à obtenir contre vous par défaut, un jugement de divorce accompagné d'une ordonnance acceptant les mesures accessoires qu'elle sollicite contre vous.

MONTREAL, ce 27ème jour d'août 1971
JACQUES PERRON
Greffier

Mes Pepin, Riopel & Ass.,
360 St-Jacques S. 1620
Montréal 126, Qué.

CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR SUPERIEURE (Division des Divorces)

NO: 12-01585-71
DAME SUSAN HECKMAN, ménagère, résidente et domiciliée à 8903 rue Guy, Ville d'Anjou, épouse commune en biens de James Swan.

Requérante

VS.
JAMES SWAN, marin, demeurant à 8529 18ème avenue, ville St. Michel, maintenant de lieux inconnus.

Intimé

PAR ORDRE DE LA COUR:
L'intimé James Swan est par les présentes requis de comparaître dans un délai de 60 jours de la dernière publication.

Une copie de la Requête en Divorce a été déposée à la Division des Divorces de Montréal à son intention.

Prenez de plus avis, qu'à défaut par vous de signifier et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la Requête procédera à obtenir contre vous par défaut, un jugement de divorce accompagné d'une ordonnance acceptant les mesures accessoires qu'elle sollicite contre vous.

MONTREAL, le 19 août 1971.
Jacques Perron
Greffier

Mes Pepin, Riopel & Ass.,
360 St-Jacques S. 1620
Montréal 126, Qué.

CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR PROVINCIALE

No 556752
YVON MORISSETTE, ingénieur, de la Ville et de la Cité de Montréal, et y résidant et domicilié au 1230 Tillemont, appartement 1,

demandeur

contre

GEORGE DUHAMEL, autrui résidant en la cité et district de Montréal, et y résidant et domicilié au 7523 rue Marquette, appartement 2, et maintenant de lieux inconnus,

défendeur

IL EST ENJOINT à GEORGE DUHAMEL à l'intention d'acquiescer à la copie du bref et de la déclaration a été déposée au greffe de la Cour, de comparaître dans un délai de trente (30) jours.

MONTREAL, le 27 août 1971
CLAUDE DUFOUR
GREFFIER-ADJOINT
Mes Gamorrell, Fenster & Associés,
Suite 204, Place Victoria,
800 Square Victoria,
MONTREAL 115, Qué.

Avocats du demandeur

CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR SUPERIEURE (Division des Divorces)

GREFFE DES DIVORCES
DIVISION DE MONTRÉAL
NO: 12-016123-71

FREDERICK WILLIAM BARTLETT, résident en la cité et district de Montréal.

Requérant

VS.
DAME RITA GLADYS BENTLEY, autrui résidant en la cité et district de Montréal, présentement de lieux inconnus.

Intimée

PAR ORDRE DE LA COUR:
L'intimée DAME RITA GLADYS BENTLEY est par les présentes requis de comparaître dans un délai de 60 jours de la dernière publication.

Une copie de la REQUÊTE EN DIVORCE a été déposée à la Division des Divorces de Montréal à son intention.

Prenez de plus avis, qu'à défaut par vous de signifier et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la Requête procédera à obtenir contre vous par défaut, un jugement de divorce accompagné d'une ordonnance acceptant les mesures accessoires qu'elle sollicite contre vous.

MONTREAL, ce 27ème jour d'août 1971
JACQUES PERRON,
Greffier

Mes Cirioli, Soudal & Ass.,
1180 St. Catherine ouest
Montréal, Qué.

CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR SUPERIEURE

No: 897789
GISELINE MARTEL, épouse séparée de biens de Yvon Morissette, résidant en la cité et district de Montréal.

Demanderesse

VS.
GEORGE DUHAMEL, autrui résidant en la cité et district de Montréal, présentement de lieux inconnus.

Défendeur

PAR ORDRE DE LA COUR:
Le défendeur GEORGE DUHAMEL est par les présentes requis de comparaître dans un délai de trente (30) jours, à compter de la dernière publication.

Une copie du Bref d'Assignation et de la Déclaration a été déposée au greffe de la Cour Supérieure de Montréal à son intention.

MONTREAL, ce 27ème jour d'août 1971
MARIUS D'AMOURS P.C.S.M.
Mes Gamorrell, Fenster & Ass.,
800 Place Victoria S. 2204
Montréal 1, Qué.

CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR PROVINCIALE

No 385 689
ROSS A. GRAHAM, Vendeur, de Ville Mont-Royal, District de Montréal, et faisant affaires sous la raison sociale de ROSS A. GRAHAM COMPANY, ayant sa principale place d'affaires au 1250 boulevard Laird, suite 107, dans la Ville et le District de Montréal.

demandeur

contre

PEARSON & FOSTER (BRADFORD) LTD, corps politique d'incorporé selon les lois de l'Angleterre, ayant son siège social et sa principale place d'affaires à Ashfield Mills, Ltd, Bradford, Angleterre.

défendresse

VS.
MARGOLESE CLOTHES LTD., corps politique d'incorporé selon la loi et ayant sa principale place d'affaires et son siège social dans la Ville et le District de Montréal au 69-58 rue St-Hubert.

Intimée

PAR ORDRE DE LA COUR:
IL EST ENJOINT à PEARSON & FOSTER (BRADFORD) LTD à l'intention de quel- l'une copie du bref et de la déclaration a été déposée au gre

Malgré une foule de (bons) trucs Mauch, défaite 7-6 en 10 manches

CHICAGO (Le Devoir) — La 1ère partie du programme double d'hier après-midi entre les Cubs de Chicago et les Expos de Montréal en fut un marathon non seulement parce qu'elle dura 10 manches, qu'elle fut marquée de 13 points et 27 coups sûrs, sans oublier un total de 5 erreurs et un autre de 21 coureurs laissés sur les buts, mais aussi parce que le gérant montréalais Gene Mauch dut se servir de 5 lanceurs tout en exécutant une série d'excellentes manœuvres dans l'espoir de gagner.

Ainsi à la 7ème manche, après un retrait et avec deux Cubs sur les buts, il remplaça Dan McGinn, qui avait succédé à un Carl Morton plutôt faible, par Mike Marshall. En même temps, il envoyait Stan Swanson au champ gauche à la place de Jim Fairley (et Bobby Wine à l'arrêt-court à la place de Gary Sutherland). Que firent ces réserves? Marshall retira Ron Santo sur un roulant au champ intérieur avec son tout premier lancer, Joe Pepitone avançant du 2ème but au 3ème et Jim Hickman du 1er au 2ème. Marshall donna ensuite un simple à Brock Davis qui fit compter Pepitone, ce qui égalait le pointage à 6-6, mais du fond du champ gauche, Swanson, tout nouvellement installé, retira Hickman au marbre avec un puissant lancer. Et l'effort en aurait été un si, à la 1ère moitié de la 9ème manche, Ron Hunt n'avait pas légèrement trébuché en contournant le 3ème coussin et alors qu'il filait vers le marbre pour marquer ce qui aurait été un point possiblement décisif et vainqueur.

Hunt avait commencé cette 9ème manche avec un simple au 4ème centre, son 3ème coup sûr de la joute, et avait aussitôt avancé au 2ème but sur le coup-retenu-sacrifice de Boots Day. Le lanceur Milt Pappas donna ensuite un but sur balles intérieurement à Rusty Staub (il avait précédemment frappé deux doubles en plus de s'en faire voler un autre à la 3ème manche lorsque le voltigeur Brock Davis alla chercher son coup de 400 pieds sur la clôture du champ centre). Le vétéran Ron Fairly suivit avec un simple au champ droit et c'est alors que Hunt se mêla les pieds, le receveur Chris Cannizzaro le retirant au marbre après avoir reçu un bon lancer du voltigeur de droite Hickman. Staub se rendant au 3ème, et Fairly au 2ème, sur le jeu. Mais Jim Gosger, frappant en relève pour Marshall, ne put faire mieux que de frapper un roulant-3ème-retrait au 1er-but.

Bob Bailey commença la 10ème manche-Expos avec un simple, avança au 2ème sur le sacrifice de Swanson et au 3ème sur le roulant-retrait de Bateman au 2ème but. Mais Wine fit exactement la même chose que Bateman... et fin de la manche.

Howie Reed, successeur de Marshall, avait commencé la 9ème manche en donnant un but sur balles (en 4 lancers) à Billy Williams mais s'était tiré d'embarras lorsque, après le retrait au bâton de Pepitone, son receveur Bateman retira Williams qui tentait de voler le 2ème but. Le jeu se révéla important puisque Hickman suivit avec un simple avant que Santo ne soit retiré sur un roulant.

Mais le mauvais risque de commencer une manche, surtout en fin de rencontre, en donnant un but gratuit devait casser les reins des Expos à la 2ème moitié de la manche suivante, la 10ème et dernière. Reed, cette fois, le donna à Davis avec 6 lancers. Cannizzaro frappa ensuite un coup-retenu et Gene Mauch n'ont pas fait l'impos-

1ère PARTIE		CHICAGO (7)					
Montreal, 1b	2b 9 cc pp	2b 9 cc pp	2b 9 cc pp				
Hunt, 2b	5 130	Kessinger, ac	6 132				
Day, cc	4 220	Beckert, 2b	5 011				
Staub, cd	4 112	Williams, cg	2 111				
Fairly, 1b	4 021	Pepitone, lb	5 110				
Fairly, cg	4 021	Hickman, cd	4 121				
Marshall, l	0 000	Santo, 2b	10 10				
Gosger, fo	1 000	Davis, cc	2 222				
Reed, l	0 000	Cannizzaro, r	3 110				
McNally, l	0 000	Pappas, l	0 000				
Bailey, 2b	4 010	Regan, l	0 000				
Sutherland, ac	2 000	James, fo	0 000				
Swanson, cg	1 000						
Brand, cc	0 000						
Bateman, r	5 110						
Morton, l	1 000						
McGinn, l	1 000						
Wine, ac	2 000						
Totals	39 613	Totals	37 747				
Montreal	396	CHI	396				
2b	300	2b	300				
E - Cannizzaro, Kessinger, Sutherland, Bailey, Beckert, Di - Montreal 2, LBS - Montreal 2, 1b - Montreal 2, 2b - Montreal 2, 3b - Fairly, Hunt, S - Morton, Day, Pappas, Cannizzaro.							
MLCS CS PPM BB RB							
Morton	3	2 2 3	8	5	4	2	1
McGinn	2	2 3	2	1	1	2	2
Marshall	1	1	2 3	2	0	0	2
McGinn, 2b (2, 3)	1	1	1	1	1	1	1
McNally	0	0	1	0	0	0	0
Pappas	9	12	6	5	3	0	0
Swanson, 2b (2, 3)	1	1	1	1	1	1	1
FPL - Pappas (James), T - 3, 1.							

MLCS P PM RB	
Morton	3 2 3 8 5 4 2 1
Marshall	2 2 2 2 1 1 2 2
Reed, P, (2-3)	1 1 1 1 2 1
McNally	0 1 1 0 0 0
Pappas	0 1 1 0 0 0
Regan, G, (5-3)	1 1 0 0 0 0
FPL par McNally (JAMES): T-2, 11.	

la balle pour lancer, hélas trop tard, au 2ème but. Avec deux coureurs sur les sentiers, Mauch décida de remplacer Reed par Ernie McNally, son 5ème artiller de la joute. Cleo James, qui célébrait ses 31 ans (l'organiste lui joua "Happy Birthday" alors qu'il attendait que McNally soit prêt à lancer), vint frapper pour le lanceur Phil Regan qui avait remplacé un Pappas fatigué à la 1ère tranche de cette 10ème reprise.

McNally lui passa 2 prises sous le nez, puis une balle, avant de l'atteindre avec un lancer imprécis... buts empris... aucun joueur retiré. Don Kessinger, déjà l'auteur de 4 simples s'amena donc au marbre.

Et Mauch puisa dans son sac de trucs. Il retira Swanson du champ gauche et le remplaça, devant le 2ème coussin, par un 5ème joueur de champ intérieur, en l'occurrence Ron Brand... ce qui n'empêcha pas Kessinger de frapper un simple au champ droit... et de 7-6 Chicago et finita la comédie!

Les points:

1ère manche-Expos: simple Hunt, jeu facultatif de Day, but volé, erreur Cannizzaro (Day au 3ème), retrait Staub sur une chandelle au 3ème but, simple Fairly... 1-0 Montréal.

2ème manche-Cubs: simple Kessinger, retrait Beckert sur roulant (Kessinger au 2ème), simple Williams (son 83ème point produit) retrait-roulant Pepitone (Williams au 2ème), simple Hickman (son 55ème point produit)... 2-1 Chicago.

3ème manche-Expos: simple Hunt, retrait Day, retrait Staub (à 400 pieds), but volé de Hunt, erreur Kessinger sur le jeu (Hunt au 3ème), BB à Fairly, double Fairley (son 13ème point produit)... 2-2.

4ème manche-Expos: simple Bateman, sacrifice Morton, retrait Hunt, simple Day (Bateman au 3ème), double Staub (ses 76ème et 77ème points produits)... 4-2 Montréal.

5ème manche-Cubs: erreur Sutherland sur roulant Hickman, simple Santo, simple Davis (4-3), simple Cannizzaro (Santo retiré au marbre en tentant de compter), retrait Pappas au bâton, simple Kessinger (4-4), simple Beckert (5-4), départ Morton, entrée McGinn, retrait Williams.

6ème manche-Expos: simple Day, double Staub... les deux coureurs croisant le marbre lorsque Beckert lance dans l'abri des Cubs en tentant de retirer Day au 3ème... 6-5 Expos.

7ème manche-Cubs: retrait Williams, simple Pepitone, BB à Hickman, fin McGinn, entrée Reed... et voir plus haut... 6-6.

Et lire dénouement, encore plus haut.

Avec ses 2 doubles en 4 présences au marbre, Staub a fait monter sa moyenne de .306 à .307.

C'était la 5ème défaite en surtemps des Expos contre 4 victoires.

Hunt, avec ses 3 coups sûrs en 5 apparitions, a fait passer sa moyenne de .278 à .281.

Le temps du marathon? 3 heures, 11 minutes!



ÉLAINE TANNER, qui fut déjà choisie l'athlète de l'année au Canada malgré ses 15 ans seulement, s'appelle maintenant Mme Dan Rahrgang, à la suite de son récent mariage à Vancouver. Elaine s'avère une vedette internationale en natation pour la Canada de 1965 à 1969.

BASEBALL

CLASSEMENTS

LIGUE NATIONALE	
Est	G P Pct. D.
Pittsburgh	81 56 591 -
St-Louis	75 60 556 5
Chicago	71 62 534 8
New York	66 66 500 12 1/2
Philadelphia	57 76 429 22
Montréal	56 75 427 22

Ouest	
San Francisco	78 56 582 -
Los Angeles	71 64 526 7 1/2
Atlanta	70 67 511 9 1/2
Cincinnati	68 70 493 12
Houston	64 71 474 14 1/2
San Diego	51 85 375 28

Hier	
Chicago 7, Montréal 6, 10 manches	
Montréal 8, Chicago 1, 6 manches	
Cincinnati 2, San Diego 1	
Los Angeles 6, Houston 1	
Philadelphia 5, Pittsburgh 7	
St-Louis 2, New York 1	

HIER

LIGUE NATIONALE	
San Diego	000 000 000 - 1 6 0
Cincinnati	010 000 001 - 2 7 0
Norman Severinsen 9 et Barton Kendall 9e, Simpson, Granger 8e et Bench G-Granger (6-6). P-Severinsen (2-5).	

LIGUE NATIONALE	
Philadelphia	000 004 000-4 11 1
Pittsburgh	000 123 00x-6 14 2
Short, Selma 5, Wilson 6, Hoerner 6, Reynolds 9 et McCarver, Ryan 6, Briles, Miller 6, Walker 6, Kison 7, Giusti 8 et Sanguinelli, G-Walker, 6-8. P-Wilson, 3-5. Durée: 3h04. A-13.399.	

LIGUE NATIONALE	
Los Angeles	003 000 000-3 8 0
Houston	000 000 020-2 7 2
Downing, Brewer 8 et Haller, Forsch, Lemaster 7, Gladding 9 et Hiatt, Howard 1. G-Downing, 16-8. P-Forsch, 7-7. Durée: 2h08. A-6.410.	

LIGUE NATIONALE	
New York	002 000 000-2 9 2
St-Louis	002 000 10x-3 9 2
Koosman et Grote: Carlton et Simmons. G-Carlton, 18-7. P-Koosman, 5-9. Durée: 2h12. A-15.257.	

1ère partie	
San Diego	000 000 100-1 7 0
Cincinnati	100 000 01x-2 7 0
Acosta, Severinsen 7 et Kendall, McGlothlin, Gibbon 8, Granger 9 et Bench, G-Gibbon, 4-5. P-Severinsen, 2-4. CC: Cincinnati, May 37.	

et Boccabella, affrontant cette fois Ray Newman, cogna son second simple de la manche pour faire compter Sutherland avec le 8ème point des siens.

Si les Expos ont réussi à marquer huit points sur sept

2ème partie			
MONTRÉAL (8)		CHICAGO (1)	
Hunt, 2b	2 112	Kessinger, ac	3 123
Woods, cc	3 122	Beckert, 2b	3 010
Staub, cd	2 110	B Williams, cg	2 111
Bailey, 1b	2 111	Hickman, lb	3 010
Sutherland, 2b	2 000	Santo, 2b	3 010
Day, cc	1 112	B Davis, cc	2 000
Fairly, 1b	2 000	Calton, cd	2 000
Bocabella, r	2 121	Cannizzaro, r	2 000
Wine, ac	2 110	Spangler, fo	1 010
Schmayer, l	2 110	James, fo	0 000
Marshall, l	0 000	Holtzman, l	2 010
Dekker, l	0 000		
Newman, l	0 000		
Poguyich, fo	1 000		
Totals	22 888	Totals	25 110

LIGUE NATIONALE	
Montréal	000 000 - 8
Chicago	001 000 - 1
E-Strahmayer, DJ-Montréal 3, Chicago 5. LBB-Montréal 1, Chicago 82B-Hunt, Bailey, 2B-Woods, S-Strahmayer, Fairly.	

LIGUE NATIONALE	
Strohmayr	5 13 10 1 2 1
Marshall	2 3 0 0 0 0 0
Holtzman	5 5 6 6 2 1
Dekker	0 0 2 2 0 0
Newman	1 1 0 0 0 0
APL par Holtzman Hunt. Durée: 0-00. A-13.899.	

CARTES PROFESSIONNELLES ET D'AFFAIRES

MEUBLES DE BUREAUX

VENEZ CHOISIR VOTRE AMEUBLEMENT SUR LES LIEUX

STATIONNEMENT

Canada Dactylograph Inc., 7035 AVE. DU PARC 270-1141

Brevets d'invention

MARQUES DE COMMERCE

Marion, Robic & Robic

ci-devant Marion & Marion

2100, rue DUMONT

Montréal, 25 288-2152

LISEZ ET FAITES LIRE LE DEVOIR

TRADUCTIONS TRAVEX Inc.

Techniques — Commerciales — Publicitaires

630 ouest, rue Sherbrooke Montréal 111 843-3644

Les Alouettes l'emportent de justesse 25-24 à l'autostade

Massey masse les Chats-Tigres

par ANDRÉ TARDIF

Il est de ces équipes qui ne s'avouent jamais vaincues. Les Chats-Tigres en sont. C'est d'ailleurs une tradition dans la ville canadienne de l'acier d'aligner un club de football robuste, jamais bien redoutable offensivement mais possédant une défensive qui sait profiter de la moindre erreur de l'adversaire pour enregistrer des points au tableau indicateur. L'instructeur Sam Etcheverry et ses Alouettes le savaient, eux qui l'ont emporté de justesse 12-8 la semaine dernière à Hamilton, malgré une supériorité écrasante au domaine des statistiques d'ailleurs, ce n'est que de justesse que les Montréalais ont disposé de leurs adversaires d'hier soir à l'Autostade, l'an dernier dans la grande finale de deux parties pour le championnat de l'est.

Mais il y avait un nouveau venu dans le camp des Alouettes hier qui n'était pas au courant de ces faits, un jeune homme de 22 ans qui jouait pour l'université Hawaii l'an dernier. Il s'agit de Bill Massey, appelé à remplacer Moses Denson. Blessé, dans le champ-arrière offensif. C'est ce même Massey qui, à la veille du premier match en saison régulière, avait été "suspendu" par son équipe, au lieu d'être retranché comme une foule d'autres aspirants. On sait maintenant pourquoi Etcheverry ne tenait pas du tout à ce qu'une autre équipe de la ligue Canadienne de football obtienne ses services.

Massey n'a pas compté, au bénéfice des 24.401 partisans, mais il a préparé directement le terrain à tous les points des siens, y compris des touchés de Tim Foley, Bruce Van Ness et Gary Lefebvre, dans une victoire de 25-24.

Alors qu'un Denson, quand même extraordinaire, n'a jamais pu réussir un match de 100 verges en gains au sol cette saison, Massey en a accumulé 163 à lui seul en 17 sorties, en plus de 37 autres verges sur trois atterrissages de passes de Sony Wade. Les visiteurs se mettaient au moins trois fois à l'arrêt dans ses courses, mais grâce à un équilibre remarquable, il réussissait toujours à leur arracher quelques verges additionnelles.

Encore la défensive Wade a aussi joué un match du tonnerre, complétant 17 passes sur 27 lancers pour 216 verges grâce à une très grande précision. La recrue Jim Chasey vint le relever six minutes avant la fin se rendant coupable de la seule passe interceptée du match.

Les Alouettes, encore une fois, dominèrent complète-

Football

LIGUE AMÉRICAINNE	
1ère partie	
Cleveland	100 000 000-1 4 1
Detroit	100 030 20x-6 10 0
Ferner, Ballinger 5e, Hennigan 8e et Fosse: Coleman et Freehan, G-Coleman (15-8). P-Farmer (5-2). C-R. Foster 13e, McAuliffe 17e, Cash 27e. Durée: 2h19.	

LIGUE AMÉRICAINNE	
2ème partie	
Washington	000 005 001-6 6 1
New York	000 010 040-5 11 1
Bosman, Pina 8e, Grenda 8e, Gox 8e, Lindblad 8e et Casanova, Kekich, Hambright 6e, Aker 8e, McDaniel 9e et Gibbs, Munson 9e, G-Lindblad (7-3). P-McDaniel (5-10). C-Mincher 11e. A-8.950. Durée: 3h13.	

LIGUE AMÉRICAINNE	
2ème partie	
Philadelphia	000 004 000-4 11 1
Pittsburgh	000 123 00x-6 14 2
Short, Selma 5, Wilson 6, Hoerner 6, Reynolds 9 et McCarver, Ryan 6, Briles, Miller 6, Walker 6, Kison 7, Giusti 8 et Sanguinelli, G-Walker, 6-8. P-Wilson, 3-5. Durée: 3h04. A-13.399.	

LIGUE AMÉRICAINNE	
2ème partie	
New York	002 000 000-2 9 2
St-Louis	002 000 10x-3 9 2
Koosman et Grote: Carlton et Simmons. G-Carlton, 18-7. P-Koosman, 5-9. Durée: 2h12. A-15.257.	

LIGUE AMÉRICAINNE	
2ème partie	
San Diego	000 000 100-1 7 0
Cincinnati	100 000 01x-2 7 0
Acosta, Severinsen 7 et Kendall, McGlothlin, Gibbon 8, Granger 9 et Bench, G-Gibbon, 4-5. P-Severinsen, 2-4. CC: Cincinnati, May 37.	

Canadian Quest (5): \$12.10.																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																						
------------------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

8																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																											
---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

2 - Rendis un son. - Détériora.
3 - Parcouru des yeux. - Consonnes jumelles. - Personnes sottes.
4 - Qui professe l'altruisme. - Ici.
5 - Champignon des bois. -

qui est illogique.
7 - Plante potagère à feuilles comestibles. - Brome.
8 - Vient au monde. - Qui excède de beaucoup la taille ordinaire.
9 - Grande ouverte. - Chauve-souris d'Europe et d'Asie.

La tragédie de l'Heleanna

Qui dédommagera les victimes?

BRINDISI — (d'après AFP, AP et Reuter) — Le bilan tragique de l'incendie du ferry-boat grec Heleanna s'établit hier à 25 morts et 30 disparus. Le nombre des disparus n'est toutefois pas définitif, comme l'a souligné le préfet de Brindisi où l'épave de l'Heleanna a été raménée. En fait, ce chiffre, qui doit être encore confirmé, a été calculé d'après les listes de voyageurs dont disposent des agences de voyage. Il ne sera possible de préciser définitivement le nombre des disparus que lorsque sera connu officiellement le nombre des passagers embarqués. On apprend à ce sujet que M. Angelo Titi, consul honoraire de Grèce à Brindisi, est en contact permanent avec son gouvernement, et devrait recevoir dans les prochains jours une communication officielle sur le nombre des voyageurs pris à bord de l'Heleanna.

Par ailleurs, la journée d'hier a été marquée par la querelle autour du certificat de navigabilité délivré au capitaine Dimitrios Antipas. "Un certificat d'exception permettait à l'Heleanna d'embarquer davantage de passagers que le nombre prévu (620) par le certificat de sécurité", a déclaré à ce propos M. Angelo Titi, consul honoraire de Grèce à Brindisi.

"Nous attendons d'ailleurs d'Athènes l'expédition de l'original de ce document", a poursuivi le consul, "et pour nous assurer qu'il ne s'agit pas d'un certificat préparé pour les besoins de la cause, vous pouvez interroger la capitainerie du port d'Ancone (port de destination du navire grec) où l'on connaît l'existence de ce document".

Interrogé, un fonctionnaire

de la capitainerie du port d'Ancone s'est cependant refusé à toute déclaration: "Une enquête est en cours, elle est couverte par le secret, et je ne peux rien vous dire".

Les premières investigations menées à bord du ferry-boat, placé sous séquestre dans l'avant-port de Brindisi, ont permis d'établir que la plupart des véhicules du garage intérieur — iso automobiles et caravanes — étaient intacts. En revanche, sur le pont où s'alignaient au départ de l'atras cent autres automobiles, une sur cinq a été détruite, ou endommagée, ou jetée à la mer.

Les cabines des passagers ne sont plus que centres. Et des bagages des passagers — vêtements, valises, etc. — il ne reste rien.

Qui paiera ces dommages? Comment seront-ils réglés? C'est la question que se posent les naufragés demeurés encore à Brindisi, qui, depuis le mois, contemplent la carcasse noircie par le feu de ce qui fut "le grand bateau blanc des vacances".

De façon générale, affirment certains experts, c'est l'armateur qui est responsable pour les dommages aux passagers. Celui-ci, en général, s'assure auprès d'une compagnie qui a son siège à Londres, la "P. and I. Clubs". L'indemnité versée à la victime ou à ses héritiers peut varier selon les cas de dix millions à cent millions de livres.

En ce qui concerne les bagages, des limites ont été prévues par le droit maritime. En général, on estime les préjudices causés à douze mille livres par kilo d'objets personnels, indépendamment de leur valeur.

Quelle magistrature sera compétente pour trancher les

innombrables différends qui ne manqueront pas d'opposer victimes et assureurs? Selon certains experts, c'est la magistrature du pays de destination, indiquée sur le billet du passager: en l'occurrence, l'Italie, selon d'autres, le fait que le naufrage se soit produit hors des eaux territoriales pourrait faire jouer le "droit du drapeau". C'est-à-dire,

alors, que serait compétente la magistrature du pays auquel appartient le navire: la Grèce.

A ce propos, la presse d'Athènes s'étonne de l'arrestation du capitaine Demetrios Antipas par les autorités italiennes et demande que l'enquête soit totalement confiée aux autorités grecques, le naufrage ayant eu lieu dans les eaux internationales.

L'UQ chargée d'étudier la création d'un réseau de communications interuniversitaires

Le ministère des communications du gouvernement fédéral vient de confier à l'Université du Québec la responsabilité des études préparatoires à l'établissement d'un réseau canadien de communications inter-universitaires et lui a accordé à cette fin une subvention de \$75,000.

Les études confiées à l'UQ ont pour objet de faire l'inventaire des ressources actuelles en communications dans les universités canadiennes, d'élaborer le plan du réseau inter-universitaire et de développer les moyens techniques nécessaires à la mise en marche de ce réseau.

Le vice-président par interim aux communications, M. Louis Brunel, s'est déclaré très heureux de ce que le gouver-

nement fédéral ait confié une tâche aussi importante à la plus jeune université québécoise. Il a tenu à préciser que ces études seront menées en liaison étroite avec le groupe d'étude sur la téléinformatique au Canada.

Les études qu'entreprendra l'UQ tiendront également compte des ressources en personnel, en programmation et en équipement disponibles dans les diverses universités canadiennes intéressées au réseau inter-universitaire.

Selon M. Brunel, cette initiative est prometteuse pour le développement de nouveaux moyens de communications qui rendront possible "l'université sans distance".

Carrières et Professions

La Commission Scolaire Régionale Pascal-Taché recherche

deux (2) CONSEILLIERS D'ORIENTATION

- 1) un (1) au niveau secondaire dans une école polyvalente
- 2) un (1) au niveau élémentaire.

CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ :

1. Membre de la Corporation des conseillers d'orientation
2. Être légalement qualifié.

SALAIRE :

Selon l'échelle de la Commission Scolaire Régionale Pascal-Taché.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur offre de services par écrit, avant le 4 septembre 1971, à l'adresse suivante :

DIRECTEUR DU PERSONNEL
C.S.R. PASCAL-TACHÉ
109, rue St-Pierre
Montmagny.

DIRECTEUR - ADMINISTRATEUR

Sous la direction d'un conseil d'administration, il voit au fonctionnement de l'association, à l'administration du budget ainsi qu'à l'élaboration et à l'orientation de la politique sociale.

Une préférence sera accordée au candidat ayant une formation universitaire en sciences sociales ou en service social. La connaissance du français et de l'anglais requise. Salaire à discuter.

Adresser curriculum vitae à :

C.P. 294, Station "R"
Montréal 326.

LA COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE DEUX-MONTAGNES requiert les services d'un

professeur

au niveau de Secondaire I pour enseigner deux matières: écologie et formation humaine et chrétienne à Ste-Thérèse.

LES PERSONNES INTÉRESSÉES DOIVENT COMMUNIQUER DES QUE POSSIBLE AU

BUREAU DE LA DIRECTION DU PERSONNEL A:
473-4694 poste 237

LE SERVICE FAMILIAL DE QUÉBEC POSTE EN THÉRAPIE CONJUGALE

FONCTIONS:

Assumer une charge de cas constitués par des clients (couples) aux prises avec des problèmes de vie conjugale.

QUALIFICATIONS:

- Formation universitaire en service social
- De préférence, 3 ans d'expérience dans le domaine clinique; si possible une expérience de travail multidisciplinaire sera considérée
- Facilité pour le travail en équipe et capacité de partager ses propres expériences.

LIEU DE TRAVAIL:

975, rue Joffe, Québec 6.

Les personnes intéressées devront faire parvenir leur curriculum vitae en même temps qu'une demande écrite à :

Directeur du personnel
C.P. 3156
Québec 2.



CEGEP AHUNTSIC

SERVICE DU PERSONNEL

Poste : AGENT DE BUREAU

Sous l'autorité du directeur du service du personnel, cet employé voit à l'évaluation des dossiers du personnel enseignant et est responsable de la classification. Il effectue divers travaux relatifs à la convention collective.

Qualifications:

14 années de scolarité avec expérience pertinente.

Les personnes intéressées devront faire parvenir leur curriculum vitae au plus tard mercredi le 8 septembre 1971, à :

Directeur,
Service du Personnel,
Collège Ahuntsic,
9155, rue St-Hubert,
Montréal 353.

LA COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE LIGNERY

Offres d'emplois

A) COORDONNATEUR DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

Fonction:

— Sous l'autorité du Directeur des Services de l'Enseignement, il assiste celui-ci en toutes matières relatives à l'enseignement professionnel et l'assiste dans les tâches administratives inhérentes à cette sphère d'activités.

Exigences:

- Détenir un brevet ou un permis d'enseignement ainsi qu'un diplôme de technicien;
- avoir au moins trois (3) ans d'expérience industrielle et cinq (5) ans d'expérience dans l'enseignement.

Salaire:

— Selon l'expérience et les qualifications et conformément aux règles de la politique salariale du Ministère de l'Éducation.

B) COMMIS-TECHNICIEN AU SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT

Fonction:

— Sous la supervision du Responsable du Service de l'Approvisionnement, cet employé effectue toutes les opérations relatives à la procédure de traitement des réquisitions, des commandes, des cahiers de charges, etc.

Exigences:

- a) Avoir une formation spécialisée en techniques administratives (niveau collégial ou l'équivalent);
- b) posséder des notions élémentaires d'informatique et pouvoir se servir des machines de bureau;
- c) avoir deux (2) à trois (3) ans d'expérience dans le domaine des achats serait un avantage.

Salaire:

— En conformité avec l'échelle de la convention en vigueur à la Commission.

Faire parvenir toute candidature accompagnée d'un curriculum vitae avant le 8 septembre 1971 au :

Service du Personnel
Commission Scolaire Régionale Lignery
1250, boulevard Ste-Elisabeth
La Prairie, Qué.

DÉCÈS

BEAUDRY Laurent. A l'Hôpital 1971 à l'âge de 84 ans, est décédé M. Laurent Beaudry époux de feu Jeanne de Varennes. Il laisse dans le deuil quatre filles, Anne (Mme David-Armand Gourd), Yveline (Mme Pierre Taschereau), Claire et Pauline (Mme Guy Beaulieu). Les funérailles auront lieu mercredi 1^{er} septembre. Le convoi funéraire partira du Salon Urgel Bourgeois à 11 heures 45 pour se rendre à l'église de Notre-Dame de Grâce où le service sera célébré à 12 heures. Inhumation au cimetière de St-Hyacinthe. Parents et amis sont priés d'assister sans autre invitation.

BRISSON Roger. Subitement à Montréal, le 30 août 1971, à l'âge de 48 ans, est décédé M. Roger Brisson, époux de Fernande Lanoix. M. Brisson était officier d'information au Bureau Fédéral de la Statistique. Outre son épouse il laisse dans le deuil ses deux filles, Micheline et Diane, ainsi que sa mère, Mme Veuve Laura Brisson. Les funérailles auront lieu jeudi le 2 septembre. Le convoi funéraire partira du Salon Alfred Dallaire Inc. No 4340 rue St-Denis à 9 heures 45 pour se rendre à l'église Notre-Dame du Très Saint-Sacrement où le service sera célébré à 10 heures. Et de là au cimetière de la Côte-des-Neiges, lieu de sépulture. Parents et amis sont priés d'assister sans autre invitation.

FAILLE. Accidentellement, à Montréal, le 28 août 1971 à l'âge de 19 ans, est décédé M. Claude Faille, fils de Pierre Faille, estimateur à la Ville de Montréal, et Thérèse Beaudoin, institutrice à la commission scolaire St-Léonard, demeurant au 8818 Girardin. St-Léonard. Il laisse dans le deuil son frère Denis, ainsi que ses grands-parents, plusieurs oncles, tantes, cousins et cousines. Les funérailles auront lieu, jeudi 2 septembre. Le convoi funéraire partira des Salons Urgel Bourgeois à 11 heures 45 pour se rendre à l'église St-André de Merici où le service sera célébré à 2 heures. Et de là au cimetière de la Côte-des-Neiges, lieu de sépulture. Parents et amis sont priés d'assister sans autre invitation.

ROY Jean. A l'Hôtel-Dieu de Montréal, le 29 août 1971 à l'âge de 43 ans, est décédé M. Jean Roy, notaire, fils de Philippe-Henri, décédé, et de Blanche Massicotte. Il laisse pour pleurer sa perte, sa mère, sa sœur Andrée et son frère le docteur Paul Roy de l'Hôtel-Dieu de Montréal, sa belle-sœur Mme Jeanne Simard-Roy et ses deux nièces Josée et Judith. Les funérailles auront lieu mercredi le 1^{er} septembre. Le convoi funéraire partira du Salon J. R. Deslauriers Ltée No 5650 rue Côte-des-Neiges, pour se rendre à l'église St-Germain d'Outremont où le service sera célébré à 2 p.m. Et de là au cimetière de la Côte-des-Neiges, lieu de sépulture. Parents et amis sont priés d'assister sans autre invitation. Prière de ne pas envoyer de fleurs. Des dons à la Société du Cancer pour fin de recherche seraient appréciés.

NECROLOGIE



Me Jean Roy
Directeur de la Bibliothèque
Faculté de Droit
Université de Montréal

Me Jean Roy, LL.M., N.P., 5151, directeur de la bibliothèque de droit de l'Université de Montréal, est décédé le 29 août 1971 à l'âge de 43 ans. Né à Montréal le 16 novembre 1927, il était le neveu de Me Emile Massicotte, notaire. Il avait fait ses études au collège André Grasset et avait obtenu un B. A. des arts de l'Université de Montréal en 1949. Après avoir poursuivi des études à la faculté de droit de l'Université de Montréal, il obtenait en 1952 la maîtrise en droit avec distinction et était admis la même année à l'ordre des Notaires du Québec. De 1952 à 1954 il exerça la profession de notaire. En 1954 il devenait conservateur adjoint à la bibliothèque de l'École des Hautes Études Commerciales et en juin 1955 bibliothécaire à la faculté de droit de l'Université de Montréal. En 1961 il devenait "Charter member of the American Association of Law Libraries". En 1962 il obtenait un baccalauréat en bibliothéconomie. En 1963, il assumait la direction de la bibliothèque de la faculté de droit de l'Université de Montréal avec rang de professeur agrégé, poste qu'il occupait au moment de son décès. Me Roy laisse dans le deuil sa mère, Mme Blanche Massicotte-Roy, sa sœur Andrée et son frère le Dr Paul Roy, chef de la Section d'Angioradiologie à l'Hôtel-Dieu de Montréal, sa belle-sœur, Mme Jeanne Simard-Roy et ses deux nièces, Josée et Judith.

LE CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA

offre un poste de RÉDACTEUR

Code national du Bâtiment

FONCTIONS:

La Division des recherches en bâtiment requiert un Rédacteur qui sera responsable de la rédaction du Code national du bâtiment, du Code national sur la prévention des incendies et de tous les documents connexes émis par les Comités associés chargés de la rédaction du Code national du bâtiment et du Code national sur la prévention des incendies. Ce rédacteur devra notamment établir des normes pour l'impression de tous les documents, corriger les épreuves en première et le premier tirage et travailler en étroite collaboration avec l'imprimeur pour tout ce qui concerne la publication des documents relatifs au Code.

QUALIFICATIONS:

Diplôme universitaire avec spécialisation en anglais ainsi que plusieurs années d'expérience dans la rédaction. Des connaissances étendues jointes à une bonne expérience dans le domaine de la rédaction (débordant le cadre de la correction d'épreuves) peut suppléer partiellement à la formation universitaire demandée. Il serait souhaitable que le candidat connaisse la terminologie du bâtiment.

Le traitement qui pourrait atteindre 11,623 dollars sera fonction des qualifications du candidat retenu.

Prière d'adresser un curriculum vitae à l'Agent d'emploi, Conseil national de recherches du Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0R6 et faire mention du numéro de concours BR-71-16.

HÔPITAL NOTRE-DAME

Offres d'emplois

A/ CHEF DU SERVICE DE DIÉTOTHÉRAPIE

La candidate choisie verra à l'administration du service tant du côté personnel que des ressources financières et matérielles. Elle dirigera une équipe comprenant une vingtaine d'employés.

QUALIFICATIONS:

En plus d'avoir les qualités personnelles que nécessite une telle tâche, la postulante devra être diététiste professionnelle.

B/ TECHNICIEN EN RADIOLOGIE (DIAGNOSTIC)

Le candidat choisi devra être disponible pour faire de la rotation.

QUALIFICATIONS:

- Technicien R.T.
- Membre de la Société des Techniciens en Radiologie Médicale du Québec.

Les personnes intéressées sont priées de s'adresser à :

M. André Trotter
Bureau d'emploi
1560 est, rue Sherbrooke
Montréal.



CADRE SUPÉRIEUR VENTE/MARKETING

Traitement initial jusqu'à \$25,000 + primes

Une grande entreprise de commerce à l'échelle du Canada recherche un cadre supérieur extrêmement dynamique et possédant une vaste expérience pour diriger ses services de vente par catalogue et de marketing au Québec.

Le candidat choisi aura collaboré à des recherches démographiques ou à des études de marché qui lui auront donné une connaissance approfondie du marché québécois. Il aura acquis, en organisant des équipes de vendeurs, les qualités nécessaires pour diriger une importante équipe de commis et représentants et mettre en place des programmes réalistes permettant à la compagnie d'atteindre ses objectifs commerciaux. Il est bilingue et est capable de communiquer à tous les niveaux.

Prière de s'adresser en toute confiance à :

John Holt Stethem-Claude Gareau

John Holt Stethem-Claude Gareau Ltée
Montréal: 1155 ouest, boul. Dorchester, tél.: 866-1904

université
du
québec à trois-rivières

OFFRE D'EMPLOI CHARGE DE COURS

DÉPARTEMENT D'ADMINISTRATION ET D'ÉCONOMIQUE

Session automne-hiver
(2 sessions)

COURS : - Finance publique

Faire parvenir curriculum vitae à :

M. GILLES ARES, DIRECTEUR
DÉPARTEMENT D'ADMINISTRATION
ET D'ÉCONOMIQUE
C.P. 500,
TROIS-RIVIÈRES.

Café The Confiture
ADOPTÉZ LES PRODUITS
DES
RECONNUS LES MEILLEURS
J.A. DESY Ltée
MONTREAL
321-1104